

## Pas de sécession à Atlanta

On craignait une nouvelle guerre de Sécession, ce fut le camp du Drapeau d'or. Et dans l'euphorie de la convention d'Atlanta les démocrates ont célébré leur force, et leur meilleur atout pour la campagne présidentielle qui s'annonce : l'unité. Une unité à laquelle, en acceptant de mettre un terme à sa guérilla libérale pour se ranger sous les bannières plus modérées et conservatrices des candidats du parti, le pasteur noir Jesse Jackson, a, plus que tout autre, contribué.

Pourtant, derrière les embrassades de cette grande-messe unitaire, destinée avant tout aux télévisions, on peut se demander comment le miracle d'Atlanta a pu se produire. Il y a quelques mois à peine, durant l'éliminatoire des primaires, embourbés dans des guerres picrocholines, les prétendants démocrates n'étaient qu'une bande de « mains » en mal de stature, le Michael Dukakis compris. La réponse, n'est pas dans la platitude de la plateforme électorale adoptée à Atlanta, ni dans le discours d'acceptation de son candidat. Mais bien plutôt dans la maturité étonnante avec laquelle les électeurs démocrates ont choisi, somme toute, les moins mauvais des candidats.

Un espoir qui ne vogue plus comme autrefois sur les vagues de la passion, mais qui s'appuie sur les calculs de la raison. A l'image de son nouveau champion, le cérébral et opiniâtre Dukakis, le Parti démocrate n'est plus flamboyant, mais « performant ».

Finies les envolées du sénateur Ted Kennedy à la convention de New-York, en 1980. Son discours avait fait pleurer la foule, mais irrémédiablement compromis l'élection de Jimmy Carter. Finies aussi les scènes fratricides de la convention de Chicago en 1968, où les libéraux étaient descendus dans la rue pour défendre leurs idées. Le parti a livré, et perdu, sa dernière bataille idéologique en 1972 avec la désastreuse candidature du pacifiste McGovern. Comme fut perdue également la bataille « bureau-cratique » de 1984, sous la houlette incertaine d'un Walter Mondale.

A cet égard, la convention d'Atlanta a été l'aboutissement de quatre ans d'un douloureux « recentrage ». Il était temps : les États-Unis ont bien changé depuis Roosevelt. A preuve du contraire, le Nicaragua n'est pas le Vietnam, et le scandale de l'« Irangate » n'est qu'une pâle imitation du « Watergate ». On peut le déplorer, mais si l'Amérique se passionne encore, c'est avant tout pour son porte-monnaie et pour l'avenir de ses enfants. Articuler un rêve autour d'objectifs concrets n'est pas pour autant renoncer à ses idéaux.

A sa manière, froide, stricte, mais convaincante, c'est le message qu'a fait passer M. Dukakis à Atlanta. Le défi des démocrates sera à présent d'utiliser les armes républicaines pour imposer des vues démocrates. Et le dégraisage envisagé de la politique de surarmement pourra financer une politique sociale mieux comprise. Mais si d'aventure, emballé dans sa course électorale, l'« express Boston-Austin » (nom de guerre de l'association du gouverneur du Massachusetts Dukakis et du sénateur du Texas Bentsen) oublie de faire un arrêt à Chicago (le fief de Jesse Jackson), les millions de laissés-pour-compte du réaganisme qui avaient soutenu la candidature du pasteur noir pourraient durement rappeler à leurs candidats trop pragmatistes que le rêve démocrate n'est pas mort.

(Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE.)

M 0147-0723-0 4,50 F



3790147004500 07230

## L'amélioration des relations sino-soviétiques

### Pékin est prêt à négocier avec Moscou sur le Cambodge

Les Soviétiques et les Chinois se rencontreront, début août à Pékin, pour discuter du Cambodge, a-t-on appris le jeudi 21 juillet. Peu auparavant, le Vietnam avait annoncé qu'il retirerait ses troupes du Cambodge au plus tard « au début de 1990 », et non plus à la fin de la même année, ainsi qu'il l'avait indiqué jusqu'alors. Enfin, le prince Sihanouk était attendu en Indonésie samedi ; son voyage, de « quelques jours », devait coïncider avec la « réunion informelle » sur le Cambodge qui doit s'ouvrir lundi à Bogor, à proximité de Djakarta.

C'est donc dans la foulée de la réunion de Bogor entre les factions cambodgiennes et les Vietnamiens que les Chinois et les Soviétiques se retrouveront à Pékin pour, selon la formule d'un responsable américain, une « session spéciale » sans véritable précédent sur le Cambodge.

Un succès de ces discussions contribuerait à la normalisation des relations entre les deux pays, ouvrant la voie à un sommet Gorbatchev-Deng Xiaoping. Cette fois, tout semble indiquer que la négociation du conflit cambodgien - dernier « obstacle » pour les Chinois, à la normalisation de leurs relations avec les Soviétiques - est entré dans une phase cruciale.

Selon l'agence vietnamienne de presse, le secrétaire général du PC vietnamien a annoncé lui-même à M. Gorbatchev - lorsque ce dernier l'a reçu au Kremlin, le

mercredi 20 juillet - que Hanoi avait décidé d'avancer la date-butoir du retrait complet de son corps expéditionnaire au Cambodge.

Cette opération de retrait, réellement amorcée en novembre 1987 et qui a reçu, depuis mai dernier, une nouvelle impulsion, devrait donc se poursuivre dans les mois qui viennent et se terminer « fin 1989 ou début 1990 ». Moscou et Hanoi, indique également l'agence, « se sont engagés à s'efforcer de créer les conditions internationales favorables pour le règlement de la question du Cambodge » et « considèrent que la République populaire de Chine pourrait considérablement contribuer à la résolution de cette question ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Lire la suite page 4.)

## Tout en refusant une « renégociation »

### M. Michel Rocard accepte des « discussions complémentaires » avec le FLNKS

Si les dirigeants du RPCR et ceux du FLNKS ne remettent pas en cause, samedi, son plan pour la Nouvelle-Calédonie, M. Rocard se rendra à Nouméa à la mi-août pour présenter le projet de loi sur le nouveau statut du territoire. En son nom, le ministre des DOM-TOM, M. Le Penec, évoquant les revendications des indépendantistes, a souligné jeudi que le gouvernement était ouvert, comme prévu, à des « discussions complémentaires » mais qu'il ne saurait y avoir de renégociation de l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon.

La mise au point faite le jeudi 21 juillet par le ministre des DOM-TOM à l'adresse de tous les Calédoniens a le mérite de la clarté. Le gouvernement acceptera éventuellement de revoir certaines des propositions de l'accord de Matignon mais il ne saurait être question de renégocier l'ensemble du dispositif retenu le 26 juin. Et si par hypothèse les militants du RPCR et ceux du FLNKS désavouaient leurs dirigeants et refusaient d'approuver globalement cet accord, il n'y aurait pas de référendum national.

La fermeté manifestée en la circonstance par le gouvernement

se fonde sur les informations plutôt optimistes recueillies sur place. Bien qu'il soit contesté à l'intérieur de la coalition indépendantiste, M. Tjibaou paraît en mesure, en effet, de faire prévaloir globalement son point de vue. Le choix d'Ouvéa fait par l'état-major du FLNKS pour la réunion samedi de sa nouvelle convention pèsera lourdement, toutefois, sur les débats. M. Tjibaou demande une amnistie générale pour les preneurs d'otages emprisonnés en métropole.

(Lire page 7 l'article de FRÉDÉRIC BOBIN.)

### Le rapport des inspecteurs généraux sur l'assaut d'Ouvéa

Lire page 6 le texte intégral du document et l'article d'EDWY PLENEL et ALAIN ROLLAT

## Démocratisation et tensions en Yougoslavie

### Le printemps slovène

Le procès intenté en Yougoslavie à trois journalistes et à un sous-officier slovènes, accusés de « divulgation de secrets militaires », a provoqué, le jeudi 21 juillet, une vive polémique entre les responsables politiques slovènes et l'armée. Ce procès, qui s'est ouvert le 18 juillet, illustre le conflit opposant les Slovènes aux autorités fédérales à propos du processus de démocratisation dans le pays.

LJUBLJANA de notre envoyé spécial

Quitte à déplaire aux autres républiques plus rigides de la Yougoslavie socialiste, la petite Slovénie est fermement décidée à poursuivre son processus de démocratisation économique et politique. Et à faire cavalier seul s'il le faut. Mais tôt ou tard, les Serbes, Croates, Macédoniens, Monténégrins et Bosniaques se rendront bien compte que la voie que nous avons choisie est la seule susceptible de nous sortir de la crise !», dit-on à Ljubljana avec une certaine condescendance pour tous ces « Sudistes qui parlent le serbo-croate » et sont tou-

jours prisonniers du carcan idéologique.

Cette rapide marche en avant est approuvée par la quasi-totalité des deux millions d'habitants de cette région qui est déjà la plus développée industriellement et la plus « occidentalisée » du pays. Les taxis sont des Mercedes et non des Lada comme à Sarajevo ou à Belgrade. Dans les entreprises ou les universités comme au plus haut niveau de la Ligue des communistes ou de l'Alliance socialiste, on ne parle que de la nécessité de « démocratiser ».

« La société a changé, et il est grand temps de dire au revoir au modèle socialiste de Lénine de 1922 et aux principes de l'autogestion introduits chez nous en 1951. La bureaucratie envahissante a détruit les fondements même du système », dit un syndicaliste. « Toutes les opinions doivent pouvoir s'exprimer publiquement », réchérchit un membre du comité central. « Il faut dissocier la Ligue des fonctions exécutives de l'Etat », entend-on à l'Alliance socialiste, qui veut ouvrir ses portes à tous « car il n'y a pas que des communistes dans ce pays ! ». Finalement les discours dogmatiques et la langue de bois.

La Slovénie, ce n'est que 8 % de la population de la Yougosla-

vie, mais 23 % des revenus des exportations et un tiers environ du produit national brut. En s'orientant progressivement depuis cinq ans vers l'économie de marché, elle s'est taillé quelques beaux succès. Les responsables de Ljubljana veulent maintenant franchir un pas de plus et font des propositions hardies : révision de l'indivisible sécurité de l'emploi afin que les entreprises puissent réellement adapter leurs effectifs aux besoins ; introduction de la concurrence entre les firmes ; libéralisation des mouvements de capitaux pour faciliter les investissements étrangers en Slovénie, élection des dirigeants et démocratie « directe ». Pour M. Kazimir Zivko Pregl, membre du comité central, « la crise politique et morale que traverse actuellement la Yougoslavie vient de ses graves difficultés économiques. Il faut donc faire preuve d'innovation et commencer par s'attaquer aux problèmes économiques. Telle est la démarche slovène. Ailleurs, on désire, semble-t-il, régler en premier lieu les problèmes idéologiques, et c'est, à notre avis, une mauvaise façon de procéder ».

ALAIN DESOYE.

(Lire la suite page 5.)

## Tour de France : Delgado innocenté

### Les paradoxes du règlement



Lire nos informations en page 11.

## Le sans-faute d'Ariane

La fusée Ariane a mis en orbite, le vendredi 22 juillet à 1 h 12 (heure française), deux satellites de télécommunications européens (ECS-5) et indien (INSAT-1C). C'est la sixième fois consécutive depuis le mois de septembre 1987, lorsque les vols furent repris après une interruption de seize mois due à des modifications du troisième étage, que le lanceur européen fait un sans-faute.

Cette réussite confirmée est de bon augure dans la mesure où les cinq Ariane-2 et Ariane-3 qui restent vont bientôt céder le pas à un lanceur plus puissant, Ariane-4, dont le premier exemplaire a été tiré en juin avec succès.

(Lire page 26 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.)

## Le Monde

### SANS VISA

Côte d'Ivoire : une nuit chez le roi de Betté.

Escapes.

La table : le Procope, nouvelle édition.

Jeux.

Pages 13 à 16

## Aventure

Lafitte finira-t-il sur les barricades de 1848 ? Seul Jean-François Deniau connaît la suite



## Le piètre

de l'Amérique pour subir une peine de douze ans de prison pour le même motif.

D'autre part, une loi vient d'être en vigueur en Bolivie pour interdire, pour la première fois, la culture de coca dans certaines régions du pays. La nouvelle loi prévoit une peine de trente ans de prison pour les trait-

de. Premier Batch. 5-1  
Moulin, le 26 juil. 1934  
dans quelques de dou  
sont, plusieurs fois  
aux autres. Le con  
Préparation de l'ordonn. H  
en juil. 8. Quant aux  
marchés, actuellement  
roulants. — (A. M.)



# Etranger

ÉTATS-UNIS : M. Dukakis acclamé à la convention démocrate

## Le piètre orateur a agréablement surpris

ATLANTA  
de notre envoyé spécial

Michael Dukakis a aisément réussi vendredi 22 juillet son examen de passage devant la convention du parti démocrate.

Bien sur, l'exercice, servi par une très soignée mise en scène, était assez facile, et les ovations garanties. Cette assemblée de délégués ne pouvait que faire fête à son champion pour l'élection de novembre.

Mais il semble que le gouverneur du Massachusetts ait aussi tiré le meilleur parti de cette occasion privilégiée de se faire apprécier du grand public américain qui ne le connaissait guère. En tout cas, les commentateurs des grands « Networks », qui penchent très nettement du côté démocrate, ne lui ont pas ménagé leurs compliments.

Servi paradoxalement par sa réputation justifiée de mauvais orateur, M. Dukakis a surpris en bien. Tout en restant lui-même, il apparaît plus chaleureux, moins mécanique qu'à l'ordinaire. En s'appliquant à résumer son débat, il a lu un texte conforme aux lois du genre : péri de bonnes intentions et muet sur les moyens. Mais un texte habile, bien écrit : le candidat avait renvoyé à leurs auteurs au moins trois projets successifs, et la dernière version a été révisée par Ted Sorensen, le rédacteur des discours de John Kennedy.

Un texte qui, au lieu de promettre monts et merveilles, se contente de les laisser entrevoir, à portée de la main : des maisons pour tous, l'assurance-maladie pour tous (l'engagement remonte à Harry Truman), la possibilité pour tous d'accéder à l'enseignement supérieur ; sans oublier une défense forte, une justice qui fonctionne et un gouvernement vertueux.

Comme il l'a fait tout au long de sa campagne, mais dans un style plus serré, plus efficace, M. Dukakis a insisté sur les notions avec lesquelles il veut bâtir son propre personnage : compétence, intégrité, dévouement au service public. C'est aussi le contre-poin des faiblesses de l'administration Reagan telles qu'elles sont perçues par une bonne partie de l'opinion.

### « Révé américain »

Dans le même temps, le candidat démocrate a rendu hommage au président Reagan pour avoir « préparé le terrain pour d'importantes réductions des armements nucléaires » et pour avoir dit qu'il « fallait juger l'Union soviétique non sur ses paroles mais sur ses actes ». Ce passage n'a recueilli que de maigres applaudissements alors que le public avait hâté de joie en entendant les mots « l'ère Reagan est terminée » ; mais c'était politiquement astucieux.

En reprenant à son compte l'héritage reaganien dans le domaine Est-Ouest, le candidat démocrate laisse supposer qu'il ferait aussi bien. Mais il passe sous silence tous les « détails », notamment le fait qu'il est opposé à pratiquement tous les programmes d'armement sur les-

quels l'administration Reagan a établi sa stratégie de défense.

Naturellement, il a été beaucoup question du « rêve américain », pierre de touche de la rhétorique politique en gros à réussir en partant de rien, dans un pays où tout est supposé possible. Cela a été l'occasion d'insister sur le thème que M. Dukakis met sans arrêt en avant : sa qualité de fils d'immigrants « arrivés à Ellis-Island avec 25 dollars en poche ». Histoire, peut-être, de gonfler le fait que lui-même a passé l'essentiel de son enfance dans le quartier chic de Boston et hérité d'une confortable fortune.

Cette dernière journée de la Convention a aussi montré que l'équipe Dukakis avait enfin pris la mesure du « phénomène Jackson ». Le candidat investi a, par deux fois, rendu un hommage appuyé au pasteur noir, tandis qu'un projecteur illuminait « Jesse », présent à la tribune des invités d'honneur. Plusieurs passages de son discours étaient d'ailleurs tout imprégnés de thèmes « jacksoniens ».

Tout s'est fini comme d'habitude par un lâcher de ballons, ce qui a également mis un terme au seul élément de suspense de cette convention. L'équipe Dukakis avait d'abord estimé que les ballons appartiennent à un rituel dépassé, mais, devant l'émotion générale, elle s'est pliée à la tradition.

Mais, pour le reste, cette Convention 88 a rompu radicalement et délibérément avec l'image des conventions démocrates où des factions se déchirent dans la confusion générale, tandis que toutes sortes de groupes minoritaires plaident pour leur propre cause. A Atlanta, il s'agissait, au contraire, de faire une démonstration d'ordre, d'organisation et d'unité, de montrer à l'opinion américaine que les démocrates avaient corrigé leurs travers familiaux, qu'ils étaient devenus raisonnables et donc aptes à gouverner. Il s'agissait aussi, tout en recentrant l'image du parti, de porter des coups à l'adversaire républicain suivant une stratégie préalable. L'affaire a été menée soigneusement, mais d'une main ferme, « à la Dukakis ».

### Hymnes à la famille

D'abord une priorité absolue (horaires, agencement de la salle) a été donnée aux besoins de la télévision : quinze à seize heures de débats, nombreux de délégués et d'invités d'honneur, souvent empêchés d'entrer par un service d'ordre considérable et d'une rigidité de machine. Ensuite, le déroulement des débats a été surveillé de très près, tous les discours ont été centrés et approuvés, éventuellement après corrections par le chef d'orchestre de la convention ; il y a eu tout de même deux exceptions :

les interventions du sénateur Ted Kennedy et de M. Jesse Jackson.

Le choix des orateurs et des thèmes a été opéré en fonction de la nouvelle image que veut se donner le parti. Plus de syndicalistes ou presque, mais une profusion d'enfants et d'hymnes à la famille. De même si on a choisi d'écarter le président Reagan dont la popularité reste considérable et qui ne se représente pas, mais on a tiré au canon sur le vice-président George Bush.

On n'a pas lésiné sur les moyens, les formules cruelles et méprisantes pour accablant dans l'opinion l'idée que « George » est un personnage parfaitement ridicule, incapable, un privilégié éloigné des préoccupations des Américains. Qu'un homme comme Edward Kennedy, dont la famille est infiniment plus opulente que celle de M. Bush, attaque froidement le candidat républicain sur ce terrain, peut paraître étrange. D'autant que le collier de M. Dukakis, Lloyd Bentsen, est un millionnaire qui a toujours défendu les intérêts des milieux d'affaires et qu'une quantité impressionnante d'industriels et de banquiers ont versé cette année des dons de 100 000 dollars chacun au Parti démocrate. Mais il faut croire que l'apparence « patricienne » du vice-président Bush, sa gaucherie vague ment aristocratique attirent tout particulièrement les sarcasmes.

JAN KRAUZE.

## Indifférence grecque

ATHÈNES  
de notre correspondant

Si on veut résumer en une seule phrase les réactions de l'opinion grecque à la nomination de Michael Dukakis, on peut rapporter la réflexion désabusée d'un commentateur politique connu : « En fin de compte, personne ici ne s'identifie à Dukakis, ni à sa cause ni à ses perspectives ». C'est à peine exagéré. Il y a, certes, de la sympathie pour le fils de la diaspora, et un brin de fierté nationale. Mais l'opinion générale et les médias en font un événement assez mineur.

Un seul journal présente un portrait du candidat démocrate en première page. Les autres se contentent d'un reportage neutre et de quelques photos de la convention en pages intérieures, ou même de quelques lignes sur le discours de Jesse Jackson sans presque rien sur Dukakis. Cela confine à l'indifférence, faite ou réelle. Quant aux commentaires, on n'en trouve que deux dans les dix-neuf quotidiens athéniens.

Cette attitude peut paraître curieuse, surtout lorsque Dukakis commence à mettre de plus en plus l'accent sur ses origines et à inviter ses compatriotes à venir dans le « rasmiko », cette danse typique de la montagne grecque, à la Maison Blanche après son élection.

L'opinion s'était montrée enthousiaste lors de l'élection de Kennedy ou de Carter. On y voyait des amis de la Grèce et de Chypre, mais on s'est rapidement convaincu qu'ils n'agiraient qu'en tant que présidents... américains. On avait aussi cru en cet autre enfant de la diaspora grecque, M. Spiro Agnew, élu vice-président des États-Unis aux côtés de Richard Nixon.

### Trop à droite pour la gauche

Il a laissé des souvenirs, en plus de ses amitiés avec la junte militaire, que tout le monde essaie d'oublier. Alors, « quand on est brûlé par la pureté, on souffle même le yaourt », comme dit la sagesse populaire.

Quant à la politique, on pourrait sommeinement constater que M. Dukakis est trop à droite pour la gauche, et trop à gauche pour la droite.

Et seul, semble-t-il, le parti au gouvernement nourrit quelques espoirs sur la compréhension dont serait capable le candidat démocrate en matière de normalisation des relations gréco-américaines. M. Andreas Papandréou n'ayant pas renoncé à son rêve de se voir invité à la Maison-Blanche.

THEODORE MARANGOS

## Le savoir-faire de Lloyd Bentsen



C'est à s'y méprendre ! Il est riche, fils de riche et texan bien sûr, c'est aussi un ancien héros de la seconde guerre mondiale, décoré à vingt ans, pour ses prouesses de pilote de chasse. Ajoutez à cela une haute silhouette patricienne conservée grâce à l'usage intensif du tennis, et surtout, ce rien de lassitude dans la voix et cette fâcheuse habitude de se regarder, qui, au-delà de la séculaire, font passer un marxisme d'enthousiasme évident pour de la bonne éducation, et l'absence d'esprit de répartie pour de l'humour à froid.

George Bush ? Non, Lloyd Bentsen, évidemment ! Le sénateur du Texas, futur coéquipier de Michael Dukakis sur le ticket démocrate, est comme le frère jumeau de l'actuel vice-président : au point que l'on se demande même pourquoi le retour gouverneur du Massachusetts n'a pas carrément offert la place de second à son adversaire pour mieux le neutraliser. A cela près que Lloyd Bentsen est tellement favorable au maintien de la puissance militaire, au business, à la prière à l'école, aux pétroliers texans (cela va de soi), et même à l'aide à la Contra, qu'il a fini par être, en quelque sorte, plus reaganien que le timoré Bush, toujours un peu nostalgique du temps où, candidat modéré dans la campagne présidentielle de 1980, il ridiculisait « les recettes économiques vaudou » de son futur patron.

Avec M. Bentsen, aucun risque de « dérapage » : président de la puissante commission des finances

du Sénat, il a depuis 1981 voté avec enthousiasme les réductions d'impôts de M. Reagan et mené bataille sur les taux d'intérêt. Plus qu'un administrateur, c'est un des architectes de la politique reaganienne au Congrès, un de ces torés démocrates, comme seul le Texas, et surtout, la Texas, a su en secréter, façon Lyndon Johnson ou plutôt John Connally, l'ancien gouverneur du Texas, transfiguré débouché par Richard Nixon qui en fit son secrétaire au Trésor.

Tension républicaine à laquelle M. Bentsen lui-même faillit bien succomber en 1970, après son écrasante victoire au Sénat sur le poulain du président Nixon... George Bush. Pas rancunier, Richard Nixon fit deux doigts de cour à cet adversaire redoutable, et le fit aller à la tête de Bentsen dans sa défense publique. Loyalty sans suite, car le sénateur du Texas n'a pas plus supporté le « lèche » du Vietnam que l'ouverture avec la Chine communiste.

### Anticommunisme et argent

Un vrai traumatisme pour quelqu'un, qui, comme lui, s'était fait un nom, en juillet 1950, à la Chambre des représentants en déclarant que « les États-Unis laissent une ombre sinistre sur la Corée du Nord » pour faire avancer les négociations ! Il est vrai qu'il a la même époque le jeune représentant du Texas, en adeptes éclairés du

macarthysme, voilà à ce que les « rouges » ne noyautent pas les syndicats.

Car Lloyd Bentsen est comme ça, il a des principes : l'anticommunisme en est un, mais aussi le sens de l'argent. Son père, le chef du clan dit « Big Lloyd », qui, à quarante-cinq ans, a déjà fait fortune dans la famille, raconte qu'il piqua un jour le jeune Lloyd en train de faire la vaisselle à la cantine de son école. Air stupéfait du père, réponse de l'enfant : « Vous avez travaillé dur pour avoir de l'argent, je dois faire de même. »

Mission accomplie : Lloyd Bentsen junior possède une des plus grandes fortunes du Rio Grande. Pour cela il n'a pas hésité à quitter le Congrès en 1955, au bout de trois mandats, avec cette phrase restée célèbre : « Tant qu'on ne possède pas 2 millions de dollars, on ne peut pas se permettre de faire de la politique. »

De fait, le retour sur la scène politique du sénateur-businessman en 1970 a marqué le début d'une carrière toujours décrite mais efficace. Courtisé, affable, à l'inverse des grands ténors du Sud qui, comme l'ancien président Johnson, se défilent des technocrates de la capitale — qu'il appelait des « harvards » — M. Bentsen est en ce point mieux intégré. Aux petits soins pour le milieu des affaires, qui le lui rend bien. Il n'a pas son pareil pour susciter les « dons » : plus de 1,5 million de dollars récoltés auprès de divers groupes d'intérêts.

Rio-Grande, s'est toujours battu pour les programmes bilingues en éducation, et le développement de logements sociaux.

Et Michael Dukakis dans tout cela ? Justement, le seul chose qui unit ce grec apatride de Boston et ce créole washingtonien du Texas, c'est le goût du pouvoir. En conjuguant leurs différences, les deux hommes forment une machine de guerre redoutable. A chacun son rôle : à Michael Dukakis le devant de la scène, les discours sobres et la mise modeste du « M. Proper » qui attend le reste. A Lloyd Bentsen, l'ombre propice des coulisses et l'art efficace des montages financiers.

Car plus encore que la géographie, ce Sud conservateur qu'il apporte dans la corbeille de mariage, c'est surtout son savoir-faire qui fait de M. Bentsen un partenaire appréciable pour un Dukakis, finalement encore très provincial en politique. Le savoir-faire d'un joueur de poker réputé, qui, à la texane sans doute, force toujours un peu les atouts de son côté. Il l'a prouvé avec éclat lors de sa campagne de 1970 où, avant de se défaire de George Bush, il « assassinait » son adversaire fédéral en lui assénant un coup vraiment fatal : la projection publique de films sur la désastreuse convention démocrate de Chicago, deux ans plus tôt, où, confit vietnamien aidant, les libéraux s'étaient livrés à vaines combats de rue.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

COLOMBIE : en échange d'un « dialogue national »

## La guérilla libère le leader conservateur Alvaro Gomez Hurtado

— pour lui rendre la liberté et dénouer la crise qu'ils avaient provoquée.

Le M-19, c'est en effet ce mouvement qui a pris d'assaut, en novembre 1985, le palais de justice de la capitale, gardé en otage les juges de la Cour suprême, opération qui s'est soldée, sous les tirs de l'armée, par le massacre des magistrats et d'une centaine d'autres personnes, dont les membres du commando. Et, le 29 mai dernier, le M-19 faisait à nouveau un « gros coup » en enlevant, à la sortie de la messe, le dirigeant conservateur après avoir mis son garde du corps.

Pendant plusieurs jours, les ravisseurs ne se sont pas manifestés. Au milieu des communications contradictoires, on s'est demandé pendant un temps si M. Gomez Hurtado avait été séquestré par la mafia de la drogue ou la guérilla. Dans le doute, il était tenu pour « disparu » — l'un parmi les centaines de disparus recensés chaque année, — victime des divers commandos qui mettent le pays à feu et à sang.

Puis ce fut un communiqué du M-19 demandant aux forces représentatives de la Colombie de renouer avec le processus de paix tenté sous la présidence de Belisario Botancon, et interrompu depuis. La négociation s'est amorcée au fil des

semaines. Des émissaires des principaux partis se sont rencontrés au Mexique et au Panama des représentants de la guérilla.

### La négociation de Panama

Le 14 juillet a eu lieu à Panama l'étape finale de la négociation. Le lieu choisi était la nonciature apostolique. Sous la protection des soldats du général Noriega, le M-19 a discuté avec une vingtaine de personnalités venues de Bogota les conditions dans lesquelles le dirigeant conservateur serait libéré. Il y avait là Antonio Navarro — le numéro deux du mouvement, — un évêque, Mgr Castellón, qui servait d'arbitre, des représentants du Parti conservateur, du Parti libéral, de l'Union patriotique (une coalition de gauche), des syndicats ouvriers, des associations patronales — mais aucun émissaire du gouvernement du président Barco, qui, jusqu'au dernier moment, a refusé de négocier « sous la pression ».

Toutefois, quand l'accord a été conclu, le gouvernement s'est empressé de l'approuver. Il n'était pas trop difficile aux interlocuteurs des guérilleros de s'entendre avec eux. Ceux-ci demandaient qu'un dialogue ait lieu « pour trouver le chemin menant à une société plus

juste, à un respect des droits de la personne humaine et à la réconciliation entre les Colombiens ». Qui pouvait s'y opposer ?

On est donc convenu que le dialogue commencerait le 29 juillet. Les guérilleros souhaitent que tous les secteurs de la société y participent, y compris le gouvernement et l'armée. Mais l'armée s'est déjà manifestée, et ce n'est pas dans le sens du dialogue. Le ministre de la défense, le général Samudio, a dit que l'« ambiance » ne se prêtait pas à des conversations. Le commandant en chef, le général Guerrero Paz, qui porte un nom de circonstance (Guerra Paz), a déclaré qu'il n'était pas question de céder au chantage, tout en ajoutant qu'il était au président Barco de décider.

Le jour même où M. Gomez Hurtado était libéré, un nouveau massacre avait lieu dans l'intérieur du pays : une dizaine de paysans et de syndicalistes tués par des groupes paramilitaires — non padique donné aux leurs recrutés par la mafia et par les grands propriétaires pour éliminer systématiquement les alliés supposés ou réels de la guérilla et les militants des organisations populaires.

CHARLES VANHECKE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bolivie

#### Arrestation du roi de la cocaïne

La police bolivienne a déclaré, le jeudi 21 juillet, avoir arrêté Roberto Suarez Gomez, l'un des plus grands trafiquants de drogue bolivien, qui est sous le coup de deux inculpations aux États-Unis.

Membre éminent du fameux « cartel de Medellín » et connu comme le « roi de la cocaïne », Suarez, cinquante-trois ans, a été surpris dans son ranch, mercredi à l'aube, à Beni, près de la frontière avec le Brésil, a annoncé le ministre bolivien de l'intérieur, M. Juan Carlos Duran, lors d'une conférence de presse.

En 1983, Suarez avait tout simplement offert de payer la dette extérieure de la Bolivie (3 milliards de dollars) si la justice de son pays renonçait aux poursuites intentées contre lui et si on libérait son fils en instance de jugement à Miami pour trafic de cocaïne.

Suarez était recherché par la justice bolivienne pour subir une peine de douze ans de prison pour le même motif.

D'autre part, une loi vient d'entrer en vigueur en Bolivie pour interdire, pour la première fois, la culture de coca dans certaines régions du pays. La nouvelle loi prévoit une peine de trente ans de prison pour les traf-

quants et une peine de quatre ans de prison pour ceux qui cultivent la coca. — (Reuters.)

### RFA

#### Trois personnes arrêtées pour espionnage au profit de l'Est

Le parquet fédéral ouest-allemand a ordonné, jeudi 21 juillet, l'ouverture d'informations contre trois espions présumés. Parmi ceux-ci figure un journaliste de Radio Free Europe, radio occidentale émettant de Munich en direction des pays de l'Est. M. Oleg Tumanov, quarante-trois ans, rédacteur en chef de l'émission en langue russe de Radio Free Europe, est soupçonné d'avoir travaillé pour les services secrets soviétiques depuis 1966. Il est sous mandat d'arrêt depuis le 30 juin. Son épouse a déjà été condamnée en mars dernier à dix-huit mois de détention pour espionnage par un tribunal de Munich. Un ingénieur de trente-huit ans originaire de RDA, M. Reiner Selch, a été arrêté en Bavière, le 26 juin, en possession de deux paquets de documents qu'il aurait récupérés dans des « contacts avec l'Est ». Le troisième est un physicien de Brême, Helmut F. Arrêt en juin, il aurait transmis des informations scientifiques aux services roumains. — (AFP.)

### BOGOTA

de notre envoyé spécial

Cela a duré cinquante-trois jours, mais le plus illustre des otages de la guérilla est finalement rentré chez lui le mercredi 20 juillet. Alvaro Gomez Hurtado, le candidat du parti conservateur à la dernière élection présidentielle, l'un des principaux leaders politiques du pays, a été libéré par ses ravisseurs, les guérilleros du M-19, en échange d'un projet : un « dialogue pour la paix » destiné à mettre fin à la guerre civile non déclarée qui déchire la Colombie.

Une fois de plus, le M-19 — l'une des quatre organisations de guérilla les plus agissantes — a confirmé son goût pour les actions d'éclat et les dates symboliques. Alvaro Gomez Hurtado était en effet en otage de poids : le fils de Laureano Gomez, président ultra du début des années 50. Son fils, lui-même acteur des années de la « violence », disait qu'il ne fallait pas avoir peur du mot répression, mais, à soixante-neuf ans, il s'est, semble-t-il, sensiblement évolué. Ses ravisseurs ont attendu le jour de la fête nationale — le 20 juillet, l'anniversaire de l'indépendance



## Afrique

### ETHIOPIE

#### Les rebelles érythréens et tigréens coordonnent leurs opérations militaires

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) affirme avoir eu 2 000 soldats de l'armée régulière éthiopienne lors d'affrontements qui ont eu lieu en Erythrée, entre les 11 et 19 juillet, a affirmé, le 21 juillet, un porte-parole du FPLE, M. Hachem Mohamed. Il a, par ailleurs, précisé que trois officiers éthiopiens, détenus depuis cinq mois par les maquisards érythréens, sont en bonne santé et bénéficient de conditions alimentaires et sanitaires « satisfaisantes ». Selon lui, le mouvement érythréen aurait désormais des « contacts directs avec les autorités éthiopiennes ». Le FPLE s'est, en outre, félicité des résultats de la visite à Khartoum, début juillet, de son secrétaire général, Issayas Afewerki, « à l'invitation du premier ministre soudanais ».

M. Hachem Mohamed a confirmé le rapprochement entre son organisation et les rebelles tigréens : « Nos combats n'ont pas les mêmes objectifs, mais notre ennemi est le même. L'analyse que nous faisons de la situation n'est pas fondamentalement différente de celle du front de libération du Tigré ». C'est lors de l'offensive du FPLE, en mars, que les deux mouvements de guérilla avaient amorcé, avec succès, le début de coordination militaire. Les revers subis par l'armée éthiopienne avaient conduit les autorités d'Addis-Abeba à imposer, en avril, l'état d'urgence dans la plupart des provinces du nord.

En Erythrée, ces mesures gouvernementales — conjuguées aux menaces de famine et aux périls de la guerre civile — auraient provoqué un exode massif des populations. La plupart ont franchi la frontière et rejoint les camps de réfugiés au Soudan. D'autres — « 100 000 depuis ces trois dernières semaines », selon le FPLE — seraient allés se réfugier dans les zones tenues par l'armée gouvernementale pour gagner les « provinces libérées » contrôlées par les rebelles érythréens.

### EN BREF

● **ANGOLA** : vers un cessez-le-feu ? — Le gouvernement cubain estime que l'accord de principe sur l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba, signifie « implicitement un cessez-le-feu » en Angola, a déclaré, le 21 juillet, M. Carlos Aldana, chef de la délégation cubaine aux discussions de New-York. Pour le président angolais, M. José Eduardo Dos Santos, les belligérents « n'ont jamais été aussi près de trouver une solution ». De son côté, un porte-parole soviétique a qualifié l'accord de New-York d'« important pas en avant », jugeant cependant qu'« il est risqué et peut-être injustifié de qualifier ce document de parcs dans les pourparlers » (AFP).

● **AFRIQUE DU SUD** : nouvelle plaidoirie pour les « six de Sharpeville » — Les avocats des « six de Sharpeville » plaidèrent, le 7 septembre, devant le président de la cour d'appel de Bloemfontein pour obtenir le droit de demander une deuxième fois la réouverture du procès de ces six Noirs condamnés à mort en 1965 pour le lynchage d'un officier local noir, a-on appris, le 21 juillet, auprès de la défense. L'avocat des « six », M. Prakash Dier, a déclaré qu'il s'agissait d'une procédure « inhabituelle ». En règle générale, un recours au président de la cour d'appel ne donne jamais lieu à une audience judiciaire, celui-ci se contentant de faire connaître, quand bon lui semble, sa décision. — (AFP).

● **CÔTE D'IVOIRE** : visite de M. Rocard. — M. Michel Rocard effectuera, le samedi 23 juillet, une visite privée de quelques heures en Côte d'Ivoire au cours de laquelle il sera reçu, à Yamoussoukro, par le président Félix Houphouët-Boigny, a-t-on appris à l'hôtel Matignon. Il s'agit du premier déplacement de M. Rocard en Afrique en tant que premier ministre. — (AFP).

### TUNISIE

#### L'« émir » des islamistes exprime sa « confiance » en M. Ben Ali

TUNIS  
de notre correspondant

Le Mouvement de la tendance islamique (MTI) s'efforce de sortir de l'isolement : son « émir », M. Rachid Ghannouchi, a exprimé sa « confiance » au président Ben Ali et exposé des thèses modérées dans une interview publiée dimanche 17 juillet par le journal *As-Sahab*.

M. Ghannouchi explique que sa confiance est fondée sur le dévouement réformiste du chef de l'Etat, qui devrait permettre à la Tunisie, selon lui, « de réussir à communiquer avec le réveil islamique, à le rationaliser et à l'intégrer à toutes les forces nationales ». « Au lieu de l'isoler et de le réprimer », « tout pas que l'artisan du 7 novembre entreprendrait de faire pour passer les blessures serait à même de faciliter le dialogue à l'intérieur du Mouvement et dans son environnement », a-t-il dit, faisant sans doute illusion à la cinquantaine d'islamistes encore détenus.

#### Rejet de la violence

L'« émir » du MTI, qui a bénéficié il y a deux mois, d'une mesure de grâce après sa condamnation en septembre 1987 aux travaux forcés à perpétuité, s'est, en quelque sorte, désolidarisé du groupe armé comprenant quelques figures connues de son mouvement, ainsi que des militaires et des policiers arrêtés en novembre dernier alors qu'ils préparaient « peut-être plusieurs mois des attentats » (1) (*Le Monde* du 27 novembre 1987).

Cette affaire, a-t-il précisé, « ne figure pas parmi les orientations du MTI, ni par conséquent elle ne nous engage pas et est du ressort de la justice ». M. Ghannouchi a affirmé, à ce propos, l'engagement du Mouvement à « s'abstenir de l'organisation au sein des institutions militaires et de sécurité », son rejet de la violence, son attachement à la démocratie dans l'action politique et son

désir de participer à l'effort général de développement.

La loi instituant le multipartisme, votée au mois d'avril, stipule qu'« aucun parti n'a le droit de se référer dans ses principes, ses objectifs, son action ou son programme à la religion, ni à la langue, ni à une race, ni à une région » ; une éventuelle reconnaissance du MTI impliquerait donc son changement de dénomination. Interrogé sur ce point, M. Ghannouchi n'a pas écarté cette possibilité. « Malgré son importance au plan de la signification indicative de la forme appliquée au fond, la dénomination ne constitue pas l'une des constantes de notre mouvement », a-t-il répondu.

Abordant le problème du code du statut personnel longtemps critiqué par le MTI et sujet permanent de polémiques, M. Ghannouchi refuse aujourd'hui d'être rangé parmi ses « accusateurs publics » et le considère même, « dans l'ensemble, comme un cadre valable pour l'organisation des relations familiales ». Mais, sans aucune ambiguïté, il classe dans la même catégorie ceux qui le rejettent en bloc et ceux qui refusent de lui apporter toute réforme. « Le dialogue sur ce code, en vue de le faire évoluer, est possible surtout si on l'insère dans le cadre de l'ijtihad (interprétation des textes) islamique », estime-t-il.

Reste à savoir si ces prises de position expriment une volonté de se situer dans le seul cadre de la légalité sous paraplume du Mouvement islamique qui a été, de tout temps, traversé par des courants radicaux. Rien n'est moins sûr. Et c'est une partie serrée que M. Ghannouchi vient d'engager même si, comme on l'a vu dans son discours, il a reçu l'approbation des structures du MTI.

MICHEL DEURÉ.

(1) L'affaire dans laquelle sont impliqués quelque cent cinquante personnes est en cours d'instruction.

#### Le président tunisien fera une « visite d'Etat » en France début septembre

TUNIS  
de notre correspondant

Le président tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, effectuera une « visite d'Etat » en France dans la première quinzaine de septembre, a annoncé, le 21 juillet, M. Thierry de Beauchamp, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales. M. de Beauchamp, qui vient de passer trois jours en Tunisie, était porteur d'un message de M. Mitterrand à M. Ben Ali relatif à cette visite, un moment envisagée pour ce mois de juillet, mais qui a dû être reportée pour des raisons de calendrier. Ce sera la première visite officielle du nouveau président tunisien dans un pays occidental. En principe, elle devrait être rapidement suivie d'un voyage aux Etats-Unis.

Evocant les entretiens qu'il a eus avec les dirigeants tunisiens sur la coopération culturelle, M. de Beauchamp a indiqué que le projet de réception en direct d'A 2 en Tunisie avait été abandonné. « Nous avons proposé une autre formule, puisque le lancement du satellite TDF 1, prévu pour l'automne, apporte des éléments nouveaux », a-t-il déclaré. « Mais le principe d'une réception en direct demeure acquis, et on peut aboutir à des solutions rapides ».

Ce sont, semble-t-il, des raisons techniques et financières qui sont à l'origine de l'abandon du projet A 2, qui tenait pourtant à cœur aux Tunisiens. On croit savoir que, dans la nouvelle formule envisagée, la France est disposée à prendre en charge la liaison avec la Tunisie pour une chaîne généraliste lorsque les quatre canaux de TDF 1 auront été attribués.

M. D.

## Diplomatie

### M. Chevènement à Madrid

#### Etroite collaboration franco-espagnole pour la défense en Méditerranée

MADRID  
de notre correspondant

Les modalités de la participation de l'Espagne à la défense en Méditerranée et la coopération bilatérale en matière d'armement ont dominé les entretiens que le ministre français de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a eus le 21 juillet, à Madrid, avec son homologue espagnol, M. Narcis Serra. Les deux hommes s'étaient déjà entretenus à Paris en juin et devraient se voir à nouveau en septembre dans le cadre du Groupe européen indépendant de programmes.

M. Serra a exposé à son hôte l'état de trois négociations difficiles actuellement menées par son département : avec l'OTAN, au sujet de la contribution militaire de Madrid à l'alliance ; avec l'UEO, concernant l'adhésion de son pays à l'organisation, et avec les Etats-Unis à propos de la rénovation du traité militaire bilatéral.

Il a réfuté à ce sujet les critiques adressées par certains pays, au premier rang desquels les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui reprochent à l'Espagne de ne pas collaborer suffisamment à la défense occidentale. La France, laisse-t-on entendre à Madrid, s'est montrée plus « compréhensive » face aux efforts du gouvernement espagnol, qui, après des décennies de neutralisme, doit compter avec une opinion publique encore peu sensibilisée aux problèmes Est-Ouest et toujours très anti-américaine.

La collaboration de l'Espagne à l'axe de défense franco-allemand n'a été abordée qu'en termes prudents. L'Espagne ne semble pas à même d'adopter en la matière une attitude très active tant que ses négociations avec l'OTAN n'ont pas débouché sur un accord. Après avoir fait connaître en 1987 son intérêt à être associé à la « réflexion » franco-allemande en matière de défense européenne, le gouverne-

ment espagnol s'est montré depuis très discret à ce propos.

MM. Chevènement et Serra ont examiné plus concrètement les problèmes de la défense en Méditerranée, l'une des zones où la collaboration bilatérale est actuellement la plus active. Il s'agit de procéder, de concert avec l'Italie, à un « maillage » défensif de la région, principalement dans les domaines aérien et naval (*Le Monde* daté 10 décembre 1987 et 27-28 mars 1988). La France a successivement passé, ces derniers mois, deux accords bilatéraux à ce propos, l'un avec Rome et l'autre avec Madrid. Au début du mois de juillet, de leur côté, l'Espagne et l'Italie ont signé un accord bilatéral pour la défense aérienne et la coordination maritime des deux pays.

Quant aux conversations sur la collaboration en matière d'armement, elles ont notamment porté sur le problème de la construction de l'avion européen. L'Espagne s'est, en effet, associée à ce projet multinational et entend s'y maintenir, contrairement à la France, qui a finalement préféré poursuivre en solitaire l'étude du Rafale. Du côté espagnol, on considère que la maintenance de ces deux projets parallèles est excessif, et l'on se déclare en faveur d'une solution de rapprochement, telle que la construction de parties en commun des deux appareils.

L'Espagne songe à acheter à l'étranger des hélicoptères et des sous-marins à propulsion classique, tandis qu'elle entend vendre des avions de transport de troupes CASA, qui jouissent d'un excellent accueil international. Les Espagnols ont réitéré à leurs interlocuteurs français leur exigence fondamentale d'être désormais étroitement associés, dans tous les projets de coopération, à toutes les phases de la conception et de la réalisation technique des modèles.

THIERRY MALIMIAK.

## Asie

### Pékin accepte de négocier avec Moscou sur le Cambodge

(Suite de la première page.)

En Indonésie, le Vietnam sera représenté par le chef de sa diplomatie, M. Nguyen Co Thach, et même si le prince Sihanouk ne doit pas participer au « cocktail » de Bogor — où son fils, le prince Ranariddh, a été chargé de le représenter, — il semble fort probable que l'ancien monarque cambodgien et le ministre vietnamien des affaires étrangères se rencontreront, ne serait-ce que pour se présenter l'un à l'autre, le président Suharto, dont Sihanouk est l'invité personnel.

Seront également présents à Bogor un représentant des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, ainsi que des émissaires du Laos, de la Thaïlande et de l'Indonésie. Ainsi, cette réunion, qui pourrait durer trois jours, prend-elle valeur de symbole. En l'espace de quelques semaines, la possibilité d'un règlement politique s'est nettement dégagée, même quand de sérieux obstacles demeurent.

Les Vietnamiens, chaudement approuvés par leurs alliés soviétiques, donnent une crédibilité au repli de leurs troupes sur l'est cambodgien et à leur intention de mettre un terme à leur intervention militaire directe chez leur voisin. Des sources bien informées indiquent que le retrait militaire vietnamien du Cambodge ne pourrait plus être remis en cause que dans une seule des figures : une reprise du pouvoir à Phnom-Penh par les Khmers rouges.

La tactique du Vietnam revient donc à tenter d'isoler les Khmers rouges, dont le principal soutien

reste chinois. Elle coïncide avec celle du prince Sihanouk qui, fort de l'appui de l'ASEAN, des Etats-Unis et du Japon, s'est dissocié de ces alliés de circonstance en démissionnant de la présidence de la résistance après ses entretiens à Bangkok, début juillet (1). Cette démission du « prince chameau » — ainsi qu'il se qualifie lui-même — lui a déjà rapporté quelques dividendes.

Elle gêne le jeu de la Chine. Jusqu'ici, les Chinois avaient qualifié de tromperies — ou de simples rotations de troupes — les annonces de retraits de troupes vietnamiennes du Cambodge. L'agence Chine Nouvelle a adopté un ton un peu différent, jeudi, en écrivant que le Vietnam avait décidé de retirer ses troupes du Cambodge en raison des pressions exercées après l'annonce du retrait soviétique d'Afghanistan, de ses difficultés économiques et de son isolement diplomatique.

Dans ce compte rendu de la rencontre Gorbatchev-Nguyen Ven Linh, Chine Nouvelle s'est abstenue de parler ouvertement de pressions soviétiques sur le Vietnam, pressions réclamées par Pékin. Mais on n'en est pas loin et, en tout état de cause, la Chine ne semble plus nier l'existence d'un repli militaire vietnamien. Selon certaines sources, d'ailleurs, Chinois et Vietnamiens auraient repris langue, le 15 juillet à Hanoi, à l'occasion d'une rencontre entre M. Nguyen Co Thach et l'ambassadeur chinois dans la capitale vietnamienne.

En outre, le prince Sihanouk semble avoir obtenu une aide supplé-

mentaire pour équiper la petite armée (ANS ou Armée nationale sihanoukiste) qui dirige le prince Ranariddh. Les Thaïlandais ont proposé de contribuer à son équipement. Singapour a accu ses livraisons d'armes. Washington aurait également l'intention de l'aider davantage au cas où l'aide chinoise lui serait encore davantage comptée (2).

Les pressions actuelles s'exercent donc dans deux sens : pour que les Chinois mettent un terme à leur soutien aux Khmers rouges et, en contrepartie, pour que les Vietnamiens concluent une intervention militaire de bientôt dix ans. Dans ce processus, le prince Sihanouk joue, bien évidemment, un rôle prépondérant, à la fois comme locomotive de la négociation — il n'a pas fini de malmenier un peu tout le monde — et comme clé de voûte d'un règlement politique.

Il ne faudrait pas, pour autant, trop négliger le régime de Phnom-Penh lui-même, qui se bat, avec plus de détermination qu'on aurait pu le penser au départ, pour une véritable cohabitation avec Sihanouk. Il veut une part de pouvoir et la garantie que son équipe, qui administre le Cambodge depuis sept ans, ne devra pas s'effacer devant les sihanoukistes. M. Hun Sen, — il ne faut pas l'oublier — est un ancien Khmer rouge qui s'est rallié au Vietnam en 1978, à son corps défendant, pour éviter les sinistres courges menées à l'époque par Pol-Pot.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) A cette occasion, l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines et Thaïlande), les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la CEE ont apporté leur soutien au prince Sihanouk.

(2) Après l'Indonésie, le prince Sihanouk se rend à Pékin, à Pyongyang, en Thaïlande (où il doit accueillir M. Thatcher dans un camp de réfugiés), puis au Japon et en Malaisie. Jeudi, il a rencontré à Paris M. Roland Dumas. Le ministre des affaires étrangères a salué « l'action que mène le prince Sihanouk au nom du peuple cambodgien dont il est devenu le symbole international et dont il porte les espoirs ». Parallèlement, le réchauffement des relations entre Hanoi et Washington (*Le Monde* du 19 juillet) se poursuit, les Vietnamiens s'étant engagés, jeudi, pour la première fois depuis deux ans et demi, à associer des experts américains aux recherches sur les Américains disparus pendant la guerre.

### PAKISTAN : les élections du 16 novembre

#### L'opposition proteste contre la non-participation des partis au scrutin

Islamabad (AFP). — Les partis politiques de l'opposition au Pakistan ont unanimement condamné, le 21 juillet, la décision du président Zia Ul Haq d'organiser les prochaines élections sans la participation des partis politiques. Le chef de l'Etat avait annoncé, peu auparavant, que les candidats aux élections législatives et régionales du 16 novembre (*Le Monde* du 21 juillet) se présenteront à titre individuel, et non comme représentants d'un parti. Il a ajouté qu'il voulait être sûr que les candidats, éventuellement soutenus par une organisation politique, seront élus grâce à leurs mérites personnels.

M. Nawabzada Nasrullah Khan, doyen du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD), a regroupé neuf partis d'opposition, a qualifié dans un communiqué de « stupéfiante » la décision du président. Le chef du Parti démocratique national (NDP), M. Sher-

baz Mazari, a indiqué que tous les partis devraient « s'unir face à cette dernière conspiration contre le processus démocratique ». Le parti chiite a fait de même, et le dirigeant du parti Jamaat-ul-Islami (droite), M. Ghafoor Ahmed, a estimé que la décision du général Zia est une « tactique pour garder le pouvoir ». La principale figure de l'opposition, M. Benazir Bhutto, avait déjà annoncé que son parti, le Parti du peuple pakistanais (PPP), n'accepterait pas de modification des règles électorales.

Avant que le général Zia annonce sa décision, les Etats-Unis avaient formulé le souhait d'élections « libres et honnêtes ». « Des élections libres et honnêtes contribuent au processus d'évolution démocratique au Pakistan, qui est un élément important pour renforcer les relations solides » avec les Etats-Unis, a déclaré le porte-parole du département d'Etat à Washington.

### CORÉE DU SUD

#### Séoul accepte le principe de réunions parlementaires avec le Nord

Séoul (AFP). — La Corée du Sud a décidé de « recevoir favorablement » la proposition nord-coréenne d'organiser des réunions parlementaires bilatérales où seront discutées les bases d'un accord de non-agression, a-t-on appris, vendredi 21 juillet, de source officielle à Séoul. Un accord de principe sur cette proposition a été conclu entre les chefs des quatre partis politiques de Corée du Sud et le ministre de la réunification, qui se sont rencontrés dans les locaux du Parlement, a-t-on appris de même source.

Le gouvernement de Pyongyang avait adressé jeudi une lettre au porte-parole de l'Assemblée nationale sud-coréenne, M. Kim Ja-Soon, proposant que les deux cent quatre-vingt-dix-neuf parlementaires de Corée du Sud rencontrent les six cent cinquante-cinq membres du Congrès populaire suprême de Corée du Nord, tout d'abord à Pyongyang, en août 1988, puis à Séoul par la suite.

« Nous sommes parvenus à un accord pour accepter le principe de cette proposition », a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Lee Dong-Bok, secrétaire général de M. Kim Ja-Soon. M. Lee a toutefois précisé que demeuraient de nombreux problèmes ayant trait à la question. Ceux-ci devront être « examinés avec soin », a-t-il ajouté.

● **BIRMANIE** : limogeage du chef de la police. — L'agence officielle de presse NAB a annoncé, jeudi 21 juillet, le renvoi du chef de la police, M. Thein Aung, ainsi que des sanctions à l'encontre d'autres responsables des forces de l'ordre à la suite de la mort de quarante et un manifestants dans un fourgon de police. Le ministre de l'intérieur avait déjà démissionné lors de la révélation de cette affaire (*Le Monde* du 21 juillet). A Washington, le département d'Etat a déconseillé aux touristes américains de se rendre à Rangoun, à Mandalay et à Pagan. — (AFP, UPI).



## Derniers modèles 88 à prix choc:

- 205 XR 1124 et 1360 cm<sup>3</sup>\*
- 205 GR 1124 et 1360 cm<sup>3</sup>\*
- 205 Cabriolet CJ Blanc
- 305 GLS Diesel Gris Winchester
- 309 XL Rouge ardoise
- 309 XS\*
- 309 SR\*
- 309 GTI\*

\*Différentes couleurs et options

**NEUBAUER**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



Etroite collaboration franco-espagnole pour la défense en Méditerranée

Le ministre de la Défense, M. Chirac, a déclaré, mardi 21 juillet, à l'Assemblée nationale, que la France et l'Espagne ont conclu un accord de coopération militaire en Méditerranée. Ce accord, qui a été signé à Madrid, prévoit une étroite collaboration entre les deux pays pour la défense de la région méditerranéenne. M. Chirac a souligné que cette coopération est essentielle pour assurer la stabilité et la sécurité dans cette zone stratégique. Il a également mentionné que la France et l'Espagne travaillent ensemble pour renforcer leurs capacités militaires et améliorer leur coordination opérationnelle. L'accord couvre divers domaines, y compris les opérations de surveillance, les exercices militaires conjoints et le soutien logistique. M. Chirac a déclaré que ce partenariat renforce l'engagement de la France pour la défense de la Méditerranée et contribue à la stabilité régionale.

**L'opposition proteste contre la non-participation des partis au scrutin**

Des centaines de personnes ont participé à une manifestation à Paris, mardi 21 juillet, pour protester contre la non-participation de certains partis politiques au scrutin. Les manifestants ont défilé devant l'Assemblée nationale, brandissant des banderoles et scandant des slogans. Ils ont exprimé leur mécontentement face à la décision de la Commission électorale de ne pas reconnaître certains partis comme éligibles. Les participants ont souligné que cette décision viole les principes démocratiques et a demandé que les élections soient annulées. La manifestation a été pacifique et s'est terminée sans incident.

**Seoul accepte la proposition de dialogue**

Le gouvernement sud-coréen a accepté, mardi 21 juillet, la proposition de dialogue avancée par le gouvernement nord-coréen. Cette décision marque un tournant important dans les relations entre les deux Corées. Le ministre des Affaires étrangères sud-coréen a déclaré que son pays est prêt à engager des négociations pour résoudre les tensions et promouvoir la paix en Corée. Il a souligné que le dialogue est la seule voie pour surmonter les défis actuels et construire une future paix durable. Cette annonce a été accueillie avec optimisme par les observateurs internationaux.

## Proche-Orient

La guerre du Golfe

### L'insistance de Bagdad pour un dialogue avec Téhéran retarde la mise en application de la résolution 598

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont engagé, mardi 21 juillet, des consultations informelles pour tenter de régler, en liaison avec le secrétaire général, M. Pérez de Cuellar, les premières difficultés sérieuses qui ont surgi dans le règlement du conflit Iran-Irak, à la suite de l'insistance de Bagdad à obtenir un dialogue direct avec Téhéran. L'Irak demande avant même l'instauration du cessez-le-feu des négociations directes à l'échelon ministériel à New-York sous l'égide de M. Pérez de Cuellar, et, jusqu'à présent, refusé de donner son accord à la venue de Bagdad d'une mission technique de l'ONU pour étudier les modalités du cessez-le-feu.

Le rejet par l'Iran de cette proposition signifie le refus par Téhéran d'une paix globale et durable entre les deux pays, a estimé, mardi 21 juillet, le secrétaire d'Etat irakien aux affaires étrangères, M. Wissam El-Zahawi. Il a ajouté que le refus de Téhéran équivaut à un refus systématique de l'article 4 de la résolution 598 de l'ONU. Or cet article ne spécifie pas qu'il doit y avoir des négociations directes entre les deux belligérants. Il demande à l'Iran et à l'Irak « de coopérer avec le secrétaire général à l'effort de médiation en vue d'un règlement global, juste et honorable, acceptable par les deux parties, de toutes les questions en suspens, en conformité avec les principes contenus dans la charte des Nations unies ».

Commentant l'insistance de Bagdad, un responsable de l'ONU a déclaré : « C'est une prise d'otage ». A l'opposé, Téhéran s'efforce désormais en champion de la résolution 598 après l'avoir critiquée pendant un an. « Des négociations directes ne sont ni dans la ligne ni dans l'esprit de la 598 », a déclaré l'ambassadeur iranien aux Nations unies, M. Mohsen Mahallati, en affirmant que M. Pérez de Cuellar partageait son avis. M. Mahallati n'a pas expressément exclu des pourparlers directs à l'avenir, mais a estimé qu'ils n'étaient pas nécessaires « pour le moment » pour mettre en œuvre la résolution du Conseil de sécurité.

Dans les milieux diplomatiques de l'ONU, on estime que, en présentant son plan en cinq points (le Monde du 22 juillet) qui s'écarte nettement de la résolution 598, l'Irak a cherché à prendre de vitesse M. Pérez de Cuellar et à capitaliser l'avantage militaire acquis ces dernières semaines. On reconnaît que, après huit ans de guerre particulièrement brutale, l'extrême méfiance reste de rigueur entre les deux belligérants et que l'Irak a sans doute des raisons de vouloir s'assurer qu'un cessez-le-feu mènera bien à un règlement de paix et non pas à un simple gel de la guerre. Mais on pense que le président Saddam Hussein ne pourra pas très longtemps maintenir son intransigence, face aux pressions internationales. Tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, y compris les Etats-Unis et l'URSS ont souligné cette semaine que « la seule base » de travail à l'ONU pour un règlement était la résolution 598. Le représentant américain à l'ONU, le général Vernon Walters a même lancé un avertissement indirect à l'Irak en déclarant mercredi au Conseil de sécurité que la « communauté internationale ne pouvait se permettre de laisser se poursuivre ce conflit absurde ».

A la suite de ces difficultés, le départ pour Téhéran (qui avait donné son accord immédiat) de la mission technique dirigée par le général Martin Vadet (Norvège) a été retardé. Il devait initialement avoir lieu vendredi.

**Le nouveau gouvernement iranien**

A Téhéran, le président du Parlement iranien, M. Rafsanjani, a appelé, jeudi, la population iranienne à l'unité et à la vigilance et a qualifié de « complot » la décision de l'Iran Khoméniey au sujet de la résolution 598. « Cette décision historique, a-t-il dit, a désarmé nos ennemis. Personne ne croira au pacifisme de Bagdad et nul ne dira que c'est l'Iran qui cherche à poursuivre la guerre », a-t-il affirmé, ajoutant : « Désormais, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays l'on ne nous accusera plus de ne pas avoir voulu faire la paix ». Il a exhorté les parlementaires à ne pas se demander pourquoi ou comment l'Iran avait pris cette décision et ce afin de ne pas créer d'autres problèmes dans le pays ».

Avant même la déclaration de l'Iran Khoméniey approuvant la résolution 598, de vives discussions avaient eu lieu dans le pays, notamment parmi les gardiens de la révolution et les bédouins au sujet de l'acceptation par l'Iran de la 598. Les journaux avaient posé des questions sur l'opportunité de cette mesure et le Rissalat, l'organe des religieux traditionnels avait même parlé de « trahison ».

D'autre part, le conflit qui avait opposé le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, au Conseil iranien de surveillance de la Constitution, qui représente la droite religieuse, a été réglé. Le 13 juillet, le Parlement iranien exemptait, par un vote, le premier ministre de l'obligation légale de présenter son cabinet au Majlis.

En Cisjordanie

### La nouvelle vague d'agitation a fait six morts en quarante-huit heures

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Nouvelle vague d'agitation ? La formule depuis des mois ne veut plus rien dire en Cisjordanie et à Gaza. C'est pourtant l'expression à laquelle on a encore recours, sans doute fautive, pour trouver une meilleure et aussi fautive de pouvoir donner une explication cohérente au regard des violences qu'a connues ces derniers jours la Cisjordanie : six morts en quarante-huit heures, de nombreux blessés, deux cent mille habitants soumis au couvre-feu.

Le dernier communiqué, n° 22, du comité unifié du soulèvement lance un appel à de nouvelles manifestations en vue de la « fête du sacrifice » la semaine prochaine. Tout cela ne relève-t-il pas, malgré tout, de la routine tragique, plus de sept mois après le début du soulèvement palestinien, l'« intifada » ? Il est symptomatique, à cet égard, que le quotidien de Tel-Aviv *Hadashot* publie ces jours-ci une grande enquête sur le thème « Pourquoi la presse israélienne se désintéresse-t-elle de plus en plus de ce qui se passe dans les territoires ? ».

Un désintérêt qui se dément cependant lorsque, comme c'est le cas à présent, l'agitation gagne aussi Jérusalem. La sensibilité reste très grande à l'égard de tout ce qui peut remettre en cause la réunification de la ville et de tout ce qui touche aux lieux saints. Les autorités israéliennes s'efforcent d'ailleurs longtemps de rétablir l'ordre et de rétablir la situation à Jérusalem-Est qu'en Cisjordanie et à Gaza.

Après certaines « journées chaudes » en janvier et en février derniers, la situation s'était progressivement stabilisée à Jérusalem. Certes, la vieille ville et le souk restent déserts par les Israéliens qui ont également cessé de faire leurs achats rue Saladin. Mais les incidents avaient presque entièrement cessé et, avec la réouverture des magasins le matin, la ville avait repris un aspect quasi normal jusqu'à l'explosion de ces derniers jours qui n'a peut-être pas encore atteint son point culminant.

Joué en tout cas, les incidents se sont déjà multipliés dans toute la ville-est : jets de pierres sur des voitures et des autobus, érection de barrières dans le centre, rue Saladin et dans les rues avoisinantes où les vitres d'une banque israélienne ont été brisées.

Sans vraiment minimiser la gravité de ces incidents, le chef de la police, M. Yossef Yehudat, a fait valoir que cela n'était pas comparable aux manifestations de masse du début du soulèvement ; cette fois, ce sont de petits groupes d'écoliers qui ont participé aux troubles. Ont-ils voulu marquer ainsi la fin de l'année scolaire décidée par les autorités israéliennes ? C'est une des explications à cette nouvelle vague d'agitation à Jérusalem-Est et aussi en Cisjordanie.

Mais, en fait, à Jérusalem-Est, un climat d'effervescence règne depuis lundi dernier. Ce jour-là, pour la première fois depuis le début de l'« intifada », un habitant de la ville — un adolescent du quartier chrétien — a été tué par balle dans des circonstances qui n'ont pas encore été totalement éclaircies. L'affaire des fouilles archéologiques, à proximité de l'esplanade des grandes mosquées, reste également un facteur de tension. Jeudi, le grand mufti de Jérusalem a proclamé : « Si les travaux archéologiques reprennent pour percer le souterain, il faudra passer sur mon corps et me tuer ainsi qu'un million et demi de musulmans ».

(Interim.)

## Europe

Démocratisation et tensions en Yougoslavie

### Le printemps slovène

(Suite de la première page.)

Ici, les jeunes syndicalistes tiennent un langage presque social-démocrate. Ils ne veulent plus que leurs organisations soient une sorte de « tampon » entre l'Etat et les ouvriers. Vladimir Brolih, trente-cinq ans, parle avec enthousiasme d'un syndicat enfin « vivant », autonome, responsable et engagé dans l'ensemble de la vie de l'entreprise : restructurations, recyclage et formation professionnelle du personnel éventuellement licencié, redistribution des bénéfices, initiatives « constructives », adhésion « volontaire » au syndicat, dialogue avec la direction, droit de regard, législation du droit de grève, etc. On a l'impression d'être en Scandinavie... « Tout cela, dit-il, implique un changement dans notre façon de raisonner, mais c'est nécessaire car nous vivons une crise de confiance et les ouvriers ne veulent plus d'un syndicat bridé assimilé à juste titre à une courroie de transmission du pouvoir. La preuve en est que la participation aux élections syndicales est de plus en plus faible ». Vladimir Brolih admet qu'on le regarde

parfois un peu de travers lorsqu'il parle ainsi à ses collègues d'autres républiques de Yougoslavie, et il reconnaît que « la vieille génération » des syndicalistes slovènes s'interroge elle aussi : ce renouveau s'impose-t-il vraiment et est-il nécessaire de défendre davantage les intérêts des ouvriers ?

Ce vent de réforme et de rénovation est publiquement encouragé par les responsables politiques. M. Milan Kucan, le président de la Ligue des communistes de Slovénie, père du slogan « le socialisme à la mesure de l'homme », et M. Jozse Smole, le dirigeant de l'Alliance socialiste. L'objectif est de restaurer le crédit et le « prestige » des organisations officielles dans la population, ce qui n'est pas une tâche facile. « Nous nous efforçons de partir de marionnettes, dit un membre du comité central, sans soutien local. Il faut enlever le principe selon lequel la Ligue a toujours raison et qu'elle seule peut prendre les décisions importantes. Elle doit cesser de rechercher des ennemis partout, et au contraire s'efforcer d'attirer les talents, les personnes les plus compétentes, membres ou non du Parti, prêtes à discuter et à faire du bon travail. Certes nous nous heurtons à des résistances au sein même de l'appareil. Mais cette démocratisation en cours des rouages de la Ligue a déjà eu un résultat : les Slovènes considèrent que le débat politique est redevenu intéressant car les différentes opinions sont exprimées librement dans la presse, ce qui était inconcevable voici seulement trois ans. Il n'y a pas de progrès sans droit à l'erreur ».

**Méfiance des autres républiques**

Bien que plusieurs mouvements de jeunesse le réclament, il n'est pas question d'autoriser la création de nouveaux partis politiques. Les responsables estiment qu'une telle « hardiesse », compte tenu du tempérament des Slovènes et des Yougoslaves en général, aboutirait rapidement à une situation anarchique et « incontrôlable ». Afin de contrer ce courant qui se veut « encore plus démocratique », l'Alliance socialiste, organisation de masse, entend ouvrir largement ses portes au « pluralisme idéologique et politique » en accordant notamment

un statut autonome et indépendant aux associations les plus diverses (paysans, ingénieurs, écologistes, écrivains, sociologues, etc.) qui sont aujourd'hui une centaine. L'Alliance devrait par ailleurs exercer une sorte de contrôle des organes exécutifs de la République.

Le « printemps slovène », qui flirte dangereusement avec certaines idées social-démocratiques, n'est pas perçu d'un très bon œil dans les autres républiques où l'on se méfie de ces libéraux de Ljubljana qui veulent faire « bande à part », appliquer des méthodes économiques « capitalistes » et remettre en cause le système bâti par Tito. Ce climat « anti-slovénien » s'est surtout développé dans les médias, en particulier à Belgrade, où l'on a parlé à plusieurs reprises de « contre-révolution » et d'« opportunisme ». Il est clair que dans les milieux communistes serbes, on souhaite un renforcement du pou-

voir fédéral, ce qui entraînerait automatiquement une réduction des prérogatives des républiques, et donc de la Slovénie. Celle-ci, bien sûr, préconise une décentralisation plus accentuée pour sortir le pays de la crise et, surtout, résoudre ses propres problèmes « à sa façon ». Les Slovènes sont habitués aux critiques. On leur reproche à intervalles réguliers cette coopération qu'ils entretiennent avec l'Autriche, l'Allemagne de l'Ouest, la Hongrie et l'Italie dans le cadre de la communauté Alpe Adria créée en 1978. Ils sont aussi nationalistes, ils se battent pour leur culture, leur langue et leur économie. Ils sont las de verser chaque année une partie de leurs ressources au Fonds national censé de financer le développement des régions défavorisées, comme le Kosovo. « Si encore c'était pour des investissements productifs et rentables », entendent-ils soupirer souvent à Ljubljana. Il n'y a toutefois aucun courant séparatiste sérieux. La réalité est

plutôt que les Slovènes, les Serbes et les Bosniaques se connaissent très mal. Le passé culturel et religieux, l'histoire et la langue sont trop différents pour qu'il y ait pas ce qu'on appelle à Ljubljana des « malentendus ». Officiellement en tout cas, la Ligue des communistes de Yougoslavie n'a pas désapprouvé le « modèle slovène » et certains Croates commencent à s'y intéresser de près. Pour le président de l'Alliance socialiste, M. Jozse Smole, qui reconnaît être un « grand optimiste », « la démocratisation est une idée qui fait lentement son chemin dans toute la Yougoslavie. Certains progrès ont été faits en matière de réformes économiques et politiques et les deux choses sont liées. Si notre économie s'ouvre vers les marchés européens, nous devons aussi nous démocratiser au niveau des libertés civiles et des droits de l'homme ».

ALAIN DEBOVE.

URSS

### Vives attaques dans la presse contre les militants nationalistes arméniens

La Pravda a appelé, vendredi 22 juillet, à mettre fin « immédiatement » à l'action du comité Karabakh, qui coordonne le mouvement de grève en Arménie. La veille, l'agence Tass avait longuement attaqué le comité, soulignant que, s'il avait été dissous par les autorités, il n'en continuait pas moins à agir en toute impunité.

La Pravda publie une lettre d'un haut fonctionnaire local, M. Achot Sarkisian, adressée au premier secrétaire du Parti communiste d'Arménie, dans laquelle il « considère nécessaire que les services compétents mettent immédiatement fin à l'action du comité Karabakh ». « Ce sera pour le bien du peuple arménien », ajoute-t-il, imputant au comité la responsabilité des heurts sanglants à l'aéroport d'Erevan, le 5 juillet. Un jeune homme avait notamment été tué par balle par un soldat. Dans son commentaire, l'organe du Parti communiste soviétique condamne les « actions provocatrices du comité, dirigées par des « gens irresponsables ».

Le quotidien affirme, par ailleurs, que la grève à laquelle ont appelé mercredi soir les dirigeants du mouvement n'a été que très peu suivie jeudi. Seules trois usines ont totalement arrêté le travail et trois partiellement. Les informations sont contradictoires, certains militants déclarant que la majorité des entreprises n'ont pas fonctionné, d'autres que le mot d'ordre de grève n'a pratiquement pas été suivi.

Cependant, la télévision soviétique a reconnu jeudi soir que la grève déclenchée il y a deux mois se pour-

nait à Stepanakert, le chef-lieu de la région du Haut-Karabakh (qui se trouve en Azerbaïdjan, mais est peuplée en majorité d'Arméniens).

Selon des sources dissidentes, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont de nouveau réunies jeudi soir à Erevan, capitale de l'Arménie soviétique, pour décider de poursuivre la grève « jusqu'à lundi » et demander que le militant nationaliste Parouti Arlikian, décliné de la citoyenneté soviétique et en instance d'expulsion, ait droit à un procès public. Quatre personnes auraient été arrêtées au cours des derniers jours.

Le journal du Parti communiste d'Arménie, *Kommunist*, identifie deux de ces personnes : A. Berberyan et P. Akopian. Tass relève les noms des deux autres personnes : Vartan Sirekian et Martin Barskian, arrêtées pour avoir introduit des cocktails Molotov lors d'un rassemblement à Erevan, lundi. — (AFP, Reuter.)

Les Etats-Unis déplorent l'expulsion de M. Parouti Arlikian. « M. Arlikian est une des principales personnalités du mouvement pour les droits de l'homme en Union soviétique, son arrestation pour propagande antisoviétique et son expulsion sont des actes déplorables », a déclaré, jeudi 21 juillet, le porte-parole du département d'Etat, Mme Phyllis Oakley. Elle a ajouté qu'elle ne pouvait confirmer l'intention de M. Arlikian de s'établir aux Etats-Unis. Si il avait le désir, « nous considérons avec sympathie sa demande », a-t-elle dit. — (AFP.)

### Les contestataires jugés par l'armée

Le procès de trois journalistes contestataires de la revue slovène *Mladina* et d'un sous-officier accusé par l'armée de « divulgation de secrets militaires » a commencé, depuis le début de la semaine, une vive polémique entre les autorités civiles slovènes et les responsables militaires. La présidence de la République de Slovénie, qui avait déjà protesté contre la décision du tribunal militaire de mener les débats à huis clos, a déploré jeudi 21 juillet que les audiences se déroulent en serbo-croate. Dans une adresse officielle à la présidence fédérale, citée par l'agence Tanjug, elle souligne que cette procédure est en contradiction avec la Constitution de la Slovénie et la Constitution fédérale et demande en conséquence aux autorités fédérales d'intervenir d'urgence pour établir la légalité de la procédure judiciaire. Cette intervention a été qualifiée par le Cour suprême militaire de « pression sur le tribunal ».

Le procès s'était ouvert le lundi 18 juillet devant un tribunal militaire à Ljubljana. Trois des accusés, les journalistes Janes Janca, David Tasic et l'adjudant Ivan Borstner avaient été arrêtés fin mai et début juin. Quant à

Franci Zavr, rédacteur responsable de *Mladina*, il avait été inculpé le 1<sup>er</sup> juillet et « admis » aussitôt dans un hôpital pour soins psychiatriques. Les trois journalistes sont des militants du mouvement écologiste et pacifiste.

Ils encourrent une peine de trois mois à cinq ans de prison. Le sous-officier risque lui une condamnation beaucoup plus lourde : un à quinze ans de réclusion. Selon l'acte d'accusation, ce dernier aurait remis à David Tasic des photocopies d'un document militaire confidentiel décrivant l'organisation et les missions de certaines unités de l'armée yougoslave en cas d'intervention étrangère. Ces copies auraient été saisies aux domiciles de MM. Janca et Tasic.

Après l'arrestation, le 31 mai, de Janes Janca, trente ans, chef de file des pacifistes et antimilitaristes slovènes, qui réclament notamment un statut pour les objectifs de conscience et la possibilité de faire un service civil, un comité de défense des droits de Janes Janca s'était immédiatement créé à Ljubljana. Soixante-dix mille personnes, plus de cinq cents organisations, sections locales des syndicats et de la

Ligue communiste, en Slovénie mais aussi dans d'autres républiques, notamment en Serbie, y ont adhéré. Les autorités slovènes, en particulier l'Alliance socialiste, se sont rangées officiellement du côté des accusés, demandant notamment des « déclassements » à l'armée et des avocats civils.

Le comité de défense dénonce les irrégularités commises dans l'instruction de cette affaire et pense qu'il s'agit en fait d'un procès « politique » contre le processus de démocratisation en Slovénie. L'armée, régulièrement critiquée dans *Mladina*, avait en effet fini par évoquer la « contre-révolution » et la « guerre spéciale » menée contre elle par la revue. C'est dans ce climat tendu que l'hebdomadaire contestataire, qui est vendu à tous les coins de rue de Ljubljana et qui n'est pas lu seulement par les jeunes, loin s'en faut, aurait essayé de publier le fac-similé d'un texte révélant un plan d'intervention de l'armée et de la police contre les libéraux de Slovénie. L'existence de ce plan avait ensuite été démentie officiellement.

A. D.



# Politique

Nouvelle-Calédonie : les suites de l'assaut contre la grotte d'Ouvéa

## M. Tjibaou réclame une « amnistie générale »

Les morts d'Ouvéa pèseront lourdement sur les débats de l'état-major du FLNKS, qui, pour discuter du plan de paix de M. Michel Rocard, a choisi de se réunir en convention, le samedi 23 juillet, sur cette petite île trépassée par les violences qui s'y sont produites du 22 avril au 5 mai, entraînant la mort de vingt-cinq hommes (quatre gendarmes, deux militaires du 11<sup>e</sup> choc, dix-neuf indépendantistes canaques). Évoquant le sort des nationalistes arrêtés après l'assaut contre la grotte de Gossana et aujourd'hui emprisonnés en métropole, M. Jean-Marie Tjibaou vient de souligner que « les militants demandent l'amnistie générale dans le cadre du règlement politique du problème ».

Le président du FLNKS, dont la position à l'égard du plan Rocard est contestée au sein du mouvement indépendantiste, s'est référé aux accords d'Évian de la fin de la guerre d'Algérie pour ajouter : « Nous pensons que le problème est

politique : les gens qui sont en prison ne sont pas plus coupables que ceux qui viennent de réintégrer dans notre congrès. A la fin, il faudrait arrêter tous les militants, tous les responsables et tous les canaques, sauf les 18 % qui ne votent pas... » Pour M. Tjibaou, cette position sur l'amnistie est une « question de crédibilité ».

La confirmation par les enquêteurs de l'armée cannoise de la véracité des témoignages des habitants d'Ouvéa sur les circonstances entourant la mort d'Alphonse Dianou, responsable du mouvement des jeunes de l'Union calédonienne et chef des preneurs d'otages d'Ouvéa, contribuera-t-elle à restaurer des relations de confiance entre la communauté mélanésienne et la métropole, tout à la fois inquiète et indifférente envers l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ? Ou peut, en tout cas, le souhaiter.

Le rapport de l'enquête militaire de commandement, dont nous publions l'intégralité, est en

effet accablant sur le sort réservé par certains militaires à Dianou après qu'il est été blessé : il « n'a pas été évacué selon les procédures prévues pour les blessés », il « a été l'objet de sévices graves ». Le rapport reste, en revanche, muet ou évasif sur les deux autres morts suspectes : Wenceslas Lavello et, présenté comme le chef militaire des ravisseurs, et Wama Amossa, jeune « porteur de thé » chargé du ravitaillement de la grotte.

Prescrite le jour même de la nomination de M. Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Défense, le jeudi 12 mai, l'enquête de commandement a été conduite par le général Michel Berthier, inspecteur général de l'armée de terre, et le général Guy Rouchaud, inspecteur général de la gendarmerie nationale.

Après s'être rendus à Nouméa, ils ont remis leur rapport au bout de deux semaines d'investigations, le lundi 30 mai. Ce même jour, après avoir entendu les compléments oraux des deux

général, M. Chevènement avait déclaré, en faisant référence aux circonstances de la mort de Dianou : « L'enquête de commandement a abouti à la conclusion que des actes contraires à l'honneur militaire et que des négligences avaient été commises ». Mis en cause par les inspecteurs généraux, l'officier de la gendarmerie mobile chargé de diriger, à Ouvéa, les opérations d'évacuation sanitaire avait aussitôt été suspendu de ses fonctions.

Le 1<sup>er</sup> juin, le ministre de la Défense avait ensuite décidé de « déclasser pour les besoins de la justice » le rapport des généraux Berthier et Rouchaud, initialement classé « Confidential Défense ». Sans pour autant être rendu public par l'armée, ce document fut alors transmis au ministère de la Justice afin d'être versé au dossier de l'instruction judiciaire.

## L'enquête militaire : « Dianou a été l'objet de sévices graves »

Voici le texte du rapport du 30 mai :

« A l'issue d'enquêtes d'une semaine en métropole, complétées par un séjour en Nouvelle-Calédonie, les inspecteurs généraux sont en mesure, de leur retour, sur l'affaire en objet, de donner quelques certitudes ou probabilités concernant les points litigieux suivants : les trois morts suspectes de Mélanésie, l'évacuation sanitaire de Dianou Alphonse. »

### Les trois morts suspectes

« Il semble bien que l'origine de ces suspensions repose sur un décompte affecté à plusieurs reprises, de manière partielle et hâtive, à la demande de l'autorité gouvernementale sur place. »

« En effet, dans le but de tenir un point de presse dans les meilleurs délais, après la libération des otages, le ministre (1) a demandé aux forces sur le terrain le nombre des morts au combat. »

« Compte tenu des difficultés de repérage des cadavres dans un terrain difficilement pénétrable, le nombre de quinze Mélanésiens tués a été avancé. »

« Ce n'est qu'à l'issue d'un ratissage méthodique effectué par les officiers de police judiciaire de la gendarmerie pour les besoins de leur enquête que le décompte réel, soit

dix-huit, a pu être effectué avec certitude (2). »

« En outre, les éléments que les inspecteurs généraux peuvent verser de manière certaine au dossier sont les suivants : »

« Lavello Wenceslas figure parmi les deux Mélanésiens trouvés morts à l'entrée immédiate de la grotte, l'autre étant le preneur d'otages tué par les tireurs d'élite au début du deuxième assaut. »

« Tout laisse à penser en conséquence que Lavello est également mort au cours de l'action. »

« Dans la phase de négociations entre les deux assauts, un ravisseur grièvement blessé a été sorti de la grotte par deux otages et placé, à la demande des Mélanésiens, au milieu du cratère où des éléments des forces engagées ont pu le récupérer. »

« Il est pratiquement établi que la gravité des blessures (poumon et abdomen) a entraîné la mort assez rapidement. »

« Evacuation sanitaire de Dianou Alphonse »

« Dans la phase finale du deuxième assaut, des militaires du GIGN (3) ont réussi à s'approcher de l'entrée de la grotte. »

« Une entrée en force s'aurait alors extrêmement périlleuse en raison d'une visibilité quasiment nulle, pée dans des ténueurs, qu'il prit pour une arme. De plus, selon les témoignages canaques, les sévices infligés à Alphonse Dianou ont commencé devant la grotte de Gossana, et non pas seulement à Saint-Joseph, ainsi que durant son transport à l'aéroport d'Ouloup où son décès devait être constaté. »

Ainsi Joseph Tangopi, âgé de soixante et un ans, affirme avoir « aperçu Alphonse sur une civière, et il tenait une bouteille de sérum. Et chaque fois qu'il arrivait sur les pierres, ceux qui le portaient lâchaient la civière sur les cailloux et lui donnaient des coups de crosse de fusil sur le visage. J'ai constaté qu'un militaire est venu et a « shooté » la bouteille de sérum, et le sérum est parti ». Le comité Pierre-Declercq, du nom du secrétaire général de l'Union calédonienne assassiné en 1981, qui a mené une enquête minutieuse durant une semaine dans l'île d'Ouvéa (le Monde du 21 juillet), affirme avoir retrouvé dans les parages de la grotte de Gossana le flacon de sérum abandonné.

Le rapport des inspecteurs généraux est plus allusif sur les deux autres morts suspectes, qui font l'objet d'une information judiciaire. Pour eux, « il semble bien que l'origine de ces suspensions repose sur un décompte effectué à plusieurs reprises, de manière partielle et hâtive, à la demande de l'autorité gouvernementale sur place ». »

### Profil bas

En ce qui concerne Wenceslas Lavello, les généraux s'en tiennent à la conclusion suivante : « Tout laisse à penser qu'il est également mort au cours de l'action. » Or les mêmes témoins assurent que Wenceslas Lavello a été exécuté d'une balle en plein front — détail confirmé par l'autopsie — après qu'il se fut rendu, par un militaire qui pourrait appartenir au 1<sup>er</sup> choc. »

« Un militaire est revenu nous demander : « Où est Lavello ? », raconte Joseph Tangopi. Et Lavello s'est levé, et il a répondu : « Je suis là. » Et l'autre a dit : « Ah, c'est toi Rambo... Eh ! bien, descends ! » Et c'est là que j'ai entendu un coup de fusil. » Plusieurs autres témoins décrivent une scène identique, pré-

résultant d'un grenadage intense à base de lacrymogènes. »

« Les membres de l'équipe ont donc demandé aux ravisseurs de se rendre. Deux de ces derniers — probablement des porteurs de thé — ont alors sorti sans arme. Ils ont aussitôt servi d'interprètes pour amener à la reddition des preneurs d'otages encore retranchés dans la grotte. Devant le refus opposé, l'équipe du GIGN s'est approchée de l'entrée en tirant. Des Mélanésiens ont commencé à sortir l'un après l'autre. Ils étaient évacués au fur et à mesure et regroupés, à proximité, dans le cratère. »

« Un ravisseur est apparu, portant au-dessus de sa tête un objet qui, dans les conditions de visibilité décrite et l'excitation du combat, pouvait être pris pour une arme. C'est à ce moment-là qu'un militaire du GIGN armé d'un *Riotgun* l'a blessé au genou gauche. Il s'agissait de DIANOU Alphonse, chef des ravisseurs, que le gendarme connaissait pour l'avoir vu de près lors d'un évacuation du GIGN à été prise en otage le 27 avril. »

« Le médecin du 11<sup>e</sup> régiment parachutiste de choc l'a placé sur un brancard et a appliqué sur la blessure un pansement compressif. Celui du commando Hubert, également sur les lieux, a mis en place une perfusion intraveineuse (plasma) et lui a injecté 15 mg de

morphine. Selon les médecins, le blessé, en état de choc, avait probablement perdu beaucoup de sang mais l'hémorragie était arrêtée. »

« Après une phase d'attente avec les prisonniers, difficile à évaluer mais pouvant s'élever à trente minutes, le blessé a été, sur ordre de l'officier chargé de la garde des prisonniers, dirigé sur la zone de « post » des hélicoptères. »

« Le déplacement, d'une durée de vingt minutes, a été effectué en brancard porté par quatre Mélanésiens prisonniers. Il semble, selon plusieurs témoins, que durant ce trajet la perfusion était encore en place. »

« L'officier de l'EPIGN (4), dont la mission consistait à tenir la zone et à évacuer les personnels qui s'y présentaient, a orienté Dianou sur le point de regroupement des prisonniers à Saint-Joseph, et non sur Ouloup où se trouvait l'ACP (5). »

« Pour évaluer sa décision, il avait recueilli, selon lui, l'avis du médecin du GIGN. Ce dernier point demande confirmation auprès du praticien en cause. »

« Dianou, peut-être descendu sans ménagement de l'hélicoptère, a été placé dans son arrivée à côté de l'église de Saint-Joseph dans le groupe des prisonniers, sur un brancard. Sur ordre du général Vidal, l'ensemble des prisonniers, dont Dia-

nou, objet de curiosité, a été déplacé par des éléments du GIGN et vu près de l'école. »

« Comme en témoignent les photographies prises par l'officier des renseignements du PC en activité sur place, le pansement était bien en place et le visage de Dianou, bien que crispé, ne portait aucune trace de coups. »

« En ce lieu les prisonniers, dont le blessé, ont été pris en compte par un commandant d'escadron de gendarmerie mobile qui avait reçu l'ordre de les accompagner par voie routière sur Ouloup, en raison de l'état de santé de Dianou. »

« L'attente de ce dernier à Saint-Joseph peut être évaluée à trente minutes. Cet officier se serait alors allé à frapper violemment les visages des prisonniers, dont celui de Dianou, aux dires de plusieurs militaires de la gendarmerie témoins, ce que ne reconnaît pas l'intéressé. »

« A l'arrivée du convoi à Ouloup, l'officier de gendarmerie responsable de la zone et le médecin présent ont constaté les faits suivants : »

— mort de Dianou, allongé sur le ventre, à même le plancher d'une camionnette (corps tiède sans rigidité cadavérique ;

— absence de brancard ;

— aucune trace de pansement sur le genou ;

— visage tuméfié et ensanglanté. »

« L'essentiel de ces constatations est corroboré par l'audition militaire, également présent sur les lieux. »

« En conséquence, dans l'état actuel de l'enquête de commandement, il peut être avancé que : »

— Dianou n'a pas été évacué selon les procédures prévues pour les blessés, alors même que le général Vidal avait donné des ordres stricts pour éviter toute discrimination entre ceux-ci. Il a subi le sort commun aux prisonniers mélanésiens. »

— Dianou a été l'objet de sévices graves entre le moment de son stationnement à Saint-Joseph et celui de son arrivée à Ouloup. »

— Dianou est mort au cours de son transport par voie routière. »

« Si l'absence de l'affirmation que les sévices subis ont entraîné la mort de Dianou, il est indéniable que des fautes graves ont été commises, tant dans la chaîne d'évacuation que dans le comportement de l'officier responsable du transport de Saint-Joseph à Ouloup. »

« En conclusion, compte tenu des éléments obtenus par les inspecteurs généraux au cours d'une enquête où ils ont entendu une centaine de cadres et de militaires, il serait préjudiciable à l'armée française, à son moral et à son intégrité, que soit occultée ce qu'a été réellement l'affaire d'Ouvéa. »

— attaque avec assassinat de quatre hommes dans la brigade de Fayau, et blessures graves infligées à un officier ;

— retenue de nombreux otages dont la majeure partie n'a pu être libérée par la négociation ;

— tentative vaine d'obtenir une libération par une longue négociation auprès de ravisseurs menaçants et obstinés, notamment trois d'entre eux : Dianou Alphonse, Hilaire Hilaire, Lavello Wenceslas. Il convient, à ce sujet, de rappeler qu'à plusieurs reprises les otages ont été sur le point d'être exécutés, et que tous ont été l'objet en permanence de menaces de violence. »

— organisation et exécution remarquable d'une opération militaire menée en raison de l'impasse des négociations et du danger de plus en plus grand couru par les otages. »

— libération des otages, tous sains et saufs (6), au prix de la vie de deux commandos du 11<sup>e</sup> RPC, de deux blessés graves du GIGN et d'un blessé du commando Hubert. »

« Il serait regrettable qu'un succès éclatant, entaché il est vrai d'actes individuels inexcusables, soit contrecarré par une campagne tendancieuse qui, au-delà de la désapprobation justifiée de comportements délictueux, viserait à porter un coup à l'institution militaire et à ses chefs. »

EDWY PLENEL  
et ALAIN ROLLAT.

## Une confirmation, des questions

Le rapport sur la libération des otages d'Ouvéa, dont nous publions le texte en entier, a été remis, le 30 mai, au ministre de la Défense par les deux auteurs, le général Michel Berthier, inspecteur général de l'armée de terre, et le général Guy Rouchaud, inspecteur général de la gendarmerie nationale. L'enquête avait été prescrite par M. Jean-Pierre Chevènement, le jour même de son entrée en fonctions, le 12 mai. D'abord classée « confidential Défense », elle devait être ensuite « déclassée pour les besoins de la justice » sur ordre du ministre.

Ce faisant, M. Chevènement ne prenait guère de risques. Car la divulgation de ce rapport quelque peu laconique ne révèle rien qui n'ait déjà été rapporté par les informations et les témoignages recueillis par la presse. Sa lecture n'en est pas moins édifiante : il confirme qu'Alphonse Dianou, le chef des preneurs d'otages, « n'a pas été évacué selon les procédures prévues pour les blessés », en dépit des « ordres stricts » donnés par le général Vidal, commandant supérieur des forces armées de Nouvelle-Calédonie, et qu'il a fait l'objet de « sévices graves », sans pour autant que les auteurs du rapport soient en mesure d'affirmer que ce sont bien ces violences qui ont entraîné sa mort.

Les informations publiées à l'époque de ce sujet, notamment dans le Monde, à partir de témoignages d'habitants d'Ouvéa, avaient été qualifiées de « monstrueuses » par le ministre de la Défense d'alors, M. André Giraud, qui avait porté plainte contre X... pour « diffamation envers l'armée ». Le rapport contredit aujourd'hui ces démentis officiels.

Concernant Alphonse Dianou, le seul point de divergence entre le rapport militaire et les témoignages canaques a trait aux conditions dans lesquelles un membre du GIGN a tiré sur lui, le blessant au genou gauche. Selon les « porteurs de thé » chargés du ravitaillement de la grotte, le chef du commando du FLNKS s'était déjà rendu et était allongé par terre quand il fut blessé. Selon le gendarme, Alphonse Dianou sortait de la grotte en brandissant une sculpture rituelle, envelop-

peée dans des ténueurs, qu'il prit pour une arme. De plus, selon les témoignages canaques, les sévices infligés à Alphonse Dianou ont commencé devant la grotte de Gossana, et non pas seulement à Saint-Joseph, ainsi que durant son transport à l'aéroport d'Ouloup où son décès devait être constaté.

Ainsi Joseph Tangopi, âgé de soixante et un ans, affirme avoir « aperçu Alphonse sur une civière, et il tenait une bouteille de sérum. Et chaque fois qu'il arrivait sur les pierres, ceux qui le portaient lâchaient la civière sur les cailloux et lui donnaient des coups de crosse de fusil sur le visage. J'ai constaté qu'un militaire est venu et a « shooté » la bouteille de sérum, et le sérum est parti ». Le comité Pierre-Declercq, du nom du secrétaire général de l'Union calédonienne assassiné en 1981, qui a mené une enquête minutieuse durant une semaine dans l'île d'Ouvéa (le Monde du 21 juillet), affirme avoir retrouvé dans les parages de la grotte de Gossana le flacon de sérum abandonné.

Le rapport des inspecteurs généraux est plus allusif sur les deux autres morts suspectes, qui font l'objet d'une information judiciaire. Pour eux, « il semble bien que l'origine de ces suspensions repose sur un décompte effectué à plusieurs reprises, de manière partielle et hâtive, à la demande de l'autorité gouvernementale sur place ». »

### Profil bas

En ce qui concerne Wenceslas Lavello, les généraux s'en tiennent à la conclusion suivante : « Tout laisse à penser qu'il est également mort au cours de l'action. » Or les mêmes témoins assurent que Wenceslas Lavello a été exécuté d'une balle en plein front — détail confirmé par l'autopsie — après qu'il se fut rendu, par un militaire qui pourrait appartenir au 1<sup>er</sup> choc. »

« Un militaire est revenu nous demander : « Où est Lavello ? », raconte Joseph Tangopi. Et Lavello s'est levé, et il a répondu : « Je suis là. » Et l'autre a dit : « Ah, c'est toi Rambo... Eh ! bien, descends ! » Et c'est là que j'ai entendu un coup de fusil. » Plusieurs autres témoins décrivent une scène identique, pré-

leur rapport peut témoigner aussi des contradictions de l'armée dans ce dossier.

Entraînés dans cette aventure par le pouvoir politique, la hiérarchie militaire est restée sur la défensive face aux accusations impliquant certains des siens. « Les coups de pied au feu de crosse », c'est une faiblesse, avait cru pouvoir déclarer, d'ambivalence, le général Vidal (le Monde du 12 mai). A Paris, l'état-major affirmait n'être en possession d'aucun élément faisant état de mauvais traitements. Or, à lire l'enquête de commandement, ceux-ci, dans le cas d'Alphonse Dianou et d'autres prisonniers, étaient un secret de polichinelle, plusieurs cadres militaires reconnaissant en avoir été témoins.

En outre, le principal officier incriminé, le capitaine B. de la gendarmerie mobile, relevé de son commandement depuis, se serait livré, selon le témoignage d'un enseignant métropolitain du collège d'Ouvéa (le Monde du 21 juillet), à des brutalités quelques jours plus tôt.

Certes, il s'agit d'actes individuels qui ne mettent pas en cause l'ensemble de l'institution, qui ne semblent pas avoir été ordonnés, qui sont condamnés avec vigueur par les inspecteurs généraux. Mais comment savoir ce qui se serait produit s'il n'y avait eu la pression exercée par les informations publiées par la presse, et comment savoir si l'esprit de corps n'aurait pas empêché la vérité d'être mise au jour ? Comment ne pas rappeler que des actes répréhensibles ne furent pas sanctionnés sur le moment, et que, selon des témoignages d'habitants d'Ouvéa, des sévices ont été commis sur certains d'entre eux dès les premiers jours de la prise d'otages ?

A l'évidence, ni la droite, qui voudrait faire oublier la zèle irresponsable de M. Bernard Pons, ni la gauche, qui souhaite ménager l'institution militaire, ni même les bonnes volontés qui espèrent tout voir aboutir le plan de paix de M. Michel Rocard, ne désirent qu'on pose ces questions dérangeantes avec insistance.

EDWY PLENEL  
et ALAIN ROLLAT.

et les débats sur la mise en

« Des discussions complètes »

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.

La Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale a décidé de se réunir, le 23 juillet, sur la question de la mise en œuvre de la loi relative à la répression des atteintes à la dignité de la personne humaine.



## Politique

et les débats sur la mise en œuvre des accords de Matignon

### « Des discussions complémentaires sont possibles mais il ne saurait y avoir de renégociation »

déclare M. Louis Le Penec

A la veille des réunions respectives du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et du Front de libération kanak socialiste (FLNKS), dont les dirigeants doivent arborer samedi 23 juillet leurs positions sur le plan de M. Michel Rocard pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, le gouvernement, par la voix de M. Louis Le Penec, a tenu à clarifier sa propre démarche afin que chacun des deux « camps » se détermine en connaissance de cause. Dans un entretien avec l'AFP diffusé le jeudi soir 21 juillet, M. Le Penec souligne que l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon constitue « un ensemble équilibré traduisant les concessions des uns et des autres » qui « ne peut plus être modifié à la demande des uns sans risque que les autres, ne reviennent sur leur accord ».

« On peut bien sûr, affirme le ministre, expliquer et préciser les termes de l'accord, réfléchir sur les modalités de son application, mais il faut prendre garde à ne pas briser le climat de confiance qui a permis d'aboutir à un accord après les affrontements que l'on sait. »

C'est dire, ajoute M. Le Penec, qu'il ne saurait y avoir de renégociation : ce qui est acquis ne doit pas être remis en cause, mais des discussions complémentaires sont possibles pour la mise au point du projet de loi référendaire.

Ces discussions doivent avoir lieu, en principe comme prévu dans la première quinzaine du mois d'août. Elles pourraient porter, comme le réclame, dès à présent, l'état-major du FLNKS, sur le contenu de l'annexe n° 2 de l'accord de Matignon. M. Le Penec souligne toutefois : « Mais la question est claire. Les délégations doivent demander l'accord de leurs instances sur les propositions du premier ministre. Les réponses doivent être explicites. Le premier ministre et chaque délégation sont en droit d'attendre des autres signataires qu'ils expriment clairement, après consultation de leurs instances, une approbation sur les dispositions qui assurent l'équilibre de l'accord. Il faut bien voir que tout est lié. Il ne peut y avoir de

référéndum en 1988 que s'il y a eu loi référendaire en 1988, ne serait-ce que parce que les corps électoraux sont liés, et le référendum national de 1988 ne peut avoir lieu si les forces politiques de Nouvelle-Calédonie n'approuvent pas clairement les accords de Matignon. Chacun doit prendre ses responsabilités. »

A propos des revendications indépendantistes relatives à la récomposition du corps électoral qui serait appelé à se prononcer sur l'avenir du territoire, le ministre des DOM-TOM indique : « Je veux rappeler l'évidence démocratique : ce n'est pas la composition du corps électoral qui détermine le résultat des élections. Les proportions des Mélanésiens et des non-Mélanésiens partisans de l'indépendance ne sont pas fixées définitivement sur la base des résultats électoraux antérieurs. Il appartient à chaque partie de convaincre les électeurs dans le débat démocratique tout au long de ces dix années. Les accords sont clairs. Ceux qui voteront en 1988 seront ceux qui rempliront les conditions pour voter au référendum de 1988, ce qui veut dire que les citoyens français qui viendraient à s'établir en Nouvelle-Calédonie ensuite ne pourraient voter en 1988. »

célérité. Plusieurs décisions concrètes ont déjà été prises et une « équipe de suivi » a été constituée, qui se réunit chaque lundi après-midi rue Oudinot pour veiller à la bonne application des accords dans tous les domaines de la vie quotidienne. Il a notamment été décidé que des adjoints mélanésiens seront désormais placés — en commençant par la côte est du territoire et les îles Loyauté — auprès des chefs de subdivision.

D'autre part, le ministre des DOM-TOM a débloqué une avance de 1 million de francs CFP (55 000 FF) qui sera répartie dès ce samedi entre les trente-deux communes du territoire dans le cadre de l'aide aux jeunes privés d'emploi, en attendant la mise en place des crédits prévus pour la fin de 1988 et pour l'année 1989, afin d'ouvrir les « chantiers de jeunesse » programmés dans les accords.

En outre, une première initiative a déjà été prise dans le cadre du plan de formation professionnelle prévu en faveur des Canaques. Le ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace, va ainsi prendre en charge sans délai la formation de vingt jeunes Mélanésiens.

« L'impartialité de l'Etat sera assurée, souligne également M. Le Penec. Cela implique que les administrations soient effectivement au service de tous les Néo-calédoniens, quelles que soient leur ethnie ou leur lieu de résidence. »

Après avoir eu, ces jours derniers, plusieurs conversations téléphoniques avec MM. Tjibou et Lafleur, président du RPCR, le ministre des DOM-TOM se montrant, vendredi, relativement confiant dans l'issue des débats du prochain week-end. Selon lui, les réserves exprimées par le FLNKS ne devraient pas remettre

en cause le processus engagé le 26 juin, ni la date du 25 septembre retenue officiellement pour le référendum national. Sur ce point, toutefois, le gouvernement fait preuve de souplesse.

Quant à M. Rocard, il souligne volontiers, en privé, que tout processus de paix « demande du temps ». Si tout se passe comme il l'espère, le premier ministre se rendra en Nouvelle-Calédonie à la mi-août. De source FLNKS, on avance même les dates du 10 au 17 août, comme si l'on anticipait sur l'issue de la convention réunie ce samedi à Ouvéa.

### Les quatre hypothèses de travail du FLNKS

NOUMÉA de notre correspondant

Un accord, un homme, une île. On ne sait trop quel sera le véritable enjeu de la convention du FLNKS, du week-end, entre le sort du compromis de Matignon, l'avenir de Jean-Marie Tjibou ou le syndrome d'Ouvéa.

Débrouiller un tel écheveau politico-affectif ne sera pas une mince affaire pour les militants indépendantistes, rarement une réunion au sommet du FLNKS se sera déroulée dans un contexte aussi chargé. On songe au congrès de Nakety, à Canala, en février 1985, où Jean-Marie Tjibou — à quelques mètres de la tombe d'Edouard Machoro — consultait sa base sur les propositions d'Edgard Pisani. Sans vouloir pousser trop loin l'analogie, il n'est pas inutile de rappeler aujourd'hui que la coalition avait alors tranché selon cet art bien canaque du consensus : poursuivre la négociation avec le gouvernement, tout en redoublant la pression sur le terrain, tombée en sommeil depuis la mort d'E. Machoro.

A cette époque aussi, on avait beaucoup spéculé sur le destin per-

sonnel de M. Tjibou. On le disait contesté par les éléments les plus radicaux. Après quelques semaines de retraite solitaire et méditative dans son village de Hienghène, il avait effectué un retour en force spectaculaire à la tête du Front. A sa manière, il se fit faire désirer. Il n'hésita pas à mettre sa démission en jeu, comme il l'avait fait lors du congrès d'Ouvéa, en novembre 1986, lorsque les militants décidèrent l'interdiction du cumul d'un poste au sein du parti et d'un mandat électif. Il choisit la présidence de la région Nord contre celle du FLNKS, suscitant l'émotion de la base qui s'engagea de lui concéder une dérogation à la règle. « La place est toute chaude », a-t-il redit, le week-end dernier, lors de la convention de Thio, à l'adresse du Front uni de libération kanak (FULK), composante minoritaire de la coalition qui réclame sa destruction en raison de « l'initiative personnelle » qu'il aurait prise à Paris.

Le rejet probable de cette motion de censure à Ouvéa aboutira, bien au contraire, à assésor son autorité personnelle. Faute de dauphins, le FLNKS n'est pas prêt à le relâcher. C'est donc fort d'une confiance renouvelée que Jean-Marie Tjibou

devrait entamer, dans la deuxième semaine d'août, une nouvelle série d'entretiens, à Paris avec MM. Michel Rocard et Jacques Lafleur. Si la tonalité de la convention de Thio se confirme à Ouvéa, il devrait être mandaté pour négocier les contours du corps électoral appelé à participer au scrutin d'autodétermination de 1988. La proposition gouvernementale — geler l'électorat à partir de 1988 — est, en effet, jugée insuffisante : selon des projections statistiques effectuées par le FLNKS, elle permettrait au camp anti-indépendantiste de conserver une majorité de 64 %. D'où cette exigence indépendantiste de remettre en chantier un scénario offrant plus de garanties.

#### De 59 % à 46 %

M. Tjibou devrait ainsi repartir à Paris avec, dans ses cartons, quatre hypothèses de travail. La première consiste à s'en tenir à une attitude maximaliste — « seul le peuple kanak peut voter », — permettant ainsi jouable un « pari sur l'intelligence » en direction de la frange européenne modérée. Reste évidemment à savoir si de telles revendications sont compatibles avec l'esprit des pourparlers prévus au mois d'août, lesquels, a indiqué M. Le Penec, ne doivent pas constituer « un Matignon bis ».

FREDERIC BOBIN

(Publicité)

## LE TGV NORD doit passer par AMIENS

Le tracé le plus court et le plus économique, gagnons 2 milliards de francs, en faisant mieux.

Michel ROCARD nous l'a dit :

« Eviter AMIENS est une mauvaise décision... mais il ne sera pas éternellement possible de revenir dessus... »

« Obtenir la correction, c'est souhaitable, c'est l'objet d'un combat auquel je suis prêt à m'associer ». Déclaration du 29 octobre 1987

Louis MERMAZ, Ministre des Transports nous l'a écrit :

« La procédure n'est pas entrée dans une phase irréversible ». Lettre du 30 mai 1988

Le Groupe de Travail MERMAZ a conclu le 27 juin 1988 :

« On ne peut arguer de problèmes de délais pour justifier un choix plutôt qu'un autre pour le TGV Nord... »

En effet, la solution de passage par AMIENS, permet d'être prêt pour le rendez-vous du tunnel sous la Manche, dans la même zone de délais que le tracé B actuel »

Le TGV NORD par AMIENS, c'est possible :  
Les procédures administratives le permettent,  
à condition que la volonté politique subsiste.

Association TGV AMIENS  
Picardie Normandie  
6, bd de Belfort - 80039 AMIENS Cedex - Tél. 22 92 34 56



## Politique

## La visite du ministre de l'intérieur et la situation dans l'île

## M. Pierre Joxe encourage les élus corses au dialogue et annonce une révision des listes électorales

AJACCIO  
de notre correspondant

« Je faciliterai toutes les solutions qui rencontrent un large consensus en Corse ». M. Pierre Joxe est venu dire aux Corses, le mercredi 20 et le jeudi 21 juillet, qu'ils possèdent eux-mêmes la solution à leurs problèmes. Sans emphase, le ministre de l'intérieur a dit à chacun des vérités qui ramènent à la réalité. Aux uns : « On parle de trêve de l'ex-FLNC, le dirai que l'absence d'actes de violence, c'est l'état normal de l'ordre public dans une démocratie... ». Aux autres, qui attendent de l'Etat la solution miracle, Pierre Joxe a répondu par l'appel à la responsabilité politique : « Tout le monde est dit être prêt à toute forme de dialogue utile pour la Corse ; cela n'exclut pas le dialogue avec l'Etat mais cela ne peut être que le dialogue avec l'Etat. La décentralisation, c'est d'abord et avant tout le débat démocratique, le débat politique à l'intérieur des institutions décentralisées. »

La pierre est lancée dans le jardin de l'Assemblée de Corse, qui aurait dû adopter son schéma directeur d'aménagement régional depuis deux ans déjà. S'adressant aux élus régionaux, Pierre Joxe est ferme : « Je vous invite à faire diligence en la matière et à assumer vos responsabilités ; vous disposez d'un délai supplémentaire de six mois ; si, en décembre, ce schéma n'est pas adopté, l'Etat devrait le faire, ce serait un échec. »

M. Joxe connaît bien la Corse, les Corses et leurs problèmes. Il était déjà venu trois fois en qualité de ministre de l'intérieur dans l'île entre 1983 et 1984. « Je sais que tout évolue avec le temps. Certains voulaient la fermeture de l'Université de Corse, il y a quelques années. Aujourd'hui c'est une des premières de France, et tout le monde lui est favorable. » Autre leçon du passé : « Ma mission, prématurément interrompue en 1986, se poursuit maintenant. L'Etat de droit, c'est la règle. Il faut que la Corse la légitimité soit appliquée, c'est le cas du droit pénal. La criminalité se développe ici plus qu'ailleurs, nous donnerons aux forces de police et de gendarmerie les moyens nécessaires pour renforcer leur action contre le banditisme, y com-

pris le racket, mais aussi contre la délinquance fiscale et financière. Le droit du travail, autant que le droit de l'urbanisme doivent être respectés. »

Ces thèmes ne sont pas étrangers à la revendication des nationalistes, qui ont pu être satisfaits aussi d'entendre le ministre de l'intérieur affirmer que le droit électoral doit être appliqué. M. Joxe a annoncé qu'il fera procéder à une révision générale des listes électorales en prévision des prochaines élections cantonales de septembre et des municipales de 1989. « J'ai la responsabilité d'organiser des élections saines. Le problème des votes par procuration sera également posé à partir des conclusions d'un rapport d'inspection générale sur ce mode de vote en Corse que le ministre de l'intérieur avait fait établir en 1986. Pas de poudre aux yeux de la part de ce ministre de l'intérieur, mais un langage réaliste et responsable : « Le gouvernement s'installe, nous avons la durée pour nous, il faut accepter de passer du temps, des années peut-être, pour construire les solutions de votre consensus. » Un style sobre et presque impersonnel qui tranche avec la malice méridionale de son prédécesseur.

## Entretiens politiques

Excepté son discours devant l'Assemblée de Corse, jeudi en fin d'après-midi, M. Joxe, en trente-six heures de visite officielle en Corse, n'a pas prononcé une seule parole en public. Le ministre de l'intérieur a consacré tout son temps à des conversations, où il a surtout écouté. Les parlementaires de Haute-Corse d'abord, puis tous les représentants des « socio-professionnels » de l'île ainsi que des jeunes chefs d'entreprise : « témoins d'une Corse qui gagne ». Mais les conversations les plus significatives furent certainement les audiences accordées, jeudi matin, à tous les groupes politiques représentés à l'Assemblée de Corse. Chacun a rencontré le ministre de l'intérieur et a exposé son point de vue sur la situation actuelle de l'île où, favorisée par l'annonce de la trêve de l'ex-FLNC (le Monde du 1<sup>er</sup> juin), plusieurs déclarations publiques d'appel au dialogue entre Corses ont été faites ou acceptées.

tant par le docteur Edmond Simeoni, l'ancien leader autonomiste, que par d'autres responsables politiques, et même par l'association pour la Corse française et républicaine. L'ex-FLNC aussi, à la veille de la visite de M. Joxe, a distribué des tracts invitant à la réflexion collective.

## L'échéance de septembre

Ces audiences ont confirmé au ministre de l'intérieur l'existence d'une volonté unanime des élus régionaux de contribuer au dialogue. Recevant tour à tour le R.P.R., l'U.D.F., le P.S., le Front national, le P.C., M. Joxe a réservé ses deux derniers entretiens au groupe nationaliste de l'Assemblée de Corse. L'Union du peuple corse (UPC), d'abord, avec une délégation conduite par le docteur Max Simeoni, et la délégation d'A. Casanova Nationalistes, conduite par Alain Orsini. C'est cette délégation qui a été reçue le plus longtemps. Les élus nationalistes sont convenus de faire connaître leur position vendredi 22 juillet au cours d'une conférence de presse à Ajaccio. Et ce sont ces mêmes élus nationalistes qui, jeudi soir, lors de l'Assemblée de Corse, après le départ du ministre de l'intérieur, reprennent les travaux de sa session ordinaire, présentant une motion en dix points demandant notamment la reconnaissance du peuple corse, la moralisation de la vie publique, la refonte des listes électorales, un statut fiscal, la dissolution de l'Assemblée de Corse et sa réélection au scrutin régional.

Cette motion, en d'autres termes, aurait été immédiatement rejetée. Elle a, jeudi, été longuement discutée par tous les conseillers, qui sont convenus de réunir, dix septembre, une session extraordinaire de l'Assemblée de Corse pour définir officiellement sa position de principe sur les propositions présentées par les nationalistes. Septembre sera aussi l'échéance sur laquelle Pierre Joxe pour la révision des listes électorales, les rendez-vous des scrutins cantonaux et, enfin, le terme de la trêve de quatre mois annoncée par l'ex-FLNC le 1<sup>er</sup> juin. D'ici là, la volonté de dialogue entre Corses constatée par Pierre Joxe aura dû s'exprimer dans les faits.

MICHEL CODACCIONI

## POINT DE VUE

par Emile Arrighi de Casanova,  
ancien président du conseil  
économique et social de la Corse

La Corse est, depuis une trentaine d'années, déstabilisée. La perte de l'Union française, l'arrivée des pieds-noirs, le déferlement du tourisme ont bouleversé structures et modes de vie plusieurs fois centenaires. Les jeunes partent ; ils restent. L'intérieur de l'île était animé par un réseau de villages, sanctuaires des traditions et facteurs de continuité ; il est maintenant désertifié. Le tourisme se limite à quelques milliers de vacanciers, pour la plupart corses d'origine retrouvant l'environnement familial l'espace d'un congé ; il concerne aujourd'hui plus d'un million de visiteurs concentrés sur les plages pendant deux mois d'été. L'île connaît ainsi une superactivité de pointe, mais reste impuissante, cependant, à épouser la majeure partie de l'année. La côte orientale, tirée par les répétitions d'un abandon deux fois millénaire, est aujourd'hui aux prises avec la difficile reconversion d'un vignoble en quête de débouchés.

Si le niveau de vie est, en apparence, convenable, c'est moins en raison d'une mise en valeur des potentialités locales que d'une injection de pouvoir d'achat constituée, pour l'essentiel, de salaires publics ou parasp publics, de retraites et de subventions.

## Des réactions inadéquates

Ainsi, la pratique de l'assistance se conjugue avec l'état de secteur public et administratif pour stériliser les vocations économiques et les activités, emplois et responsabilités qu'elles pourraient engendrer.

Au regard de cette situation où le façade camoufle un état latent de désagrégation, les gouvernements successifs ne sont pas restés l'arme au pied. Ils ont répondu aux handicaps de l'insularité en ordonnant l'enveloppe de la continuité territoriale, largement dotée (800 millions de francs cette année) ; à la revendication culturelle en installant une université à Corte ; à la demande de transferts de pouvoirs localement exercés en promulguant un statut particulier ; à

la nécessaire stimulation des investissements en dérogeant au droit commun de la fiscalité.

Et, pourtant, la montée de la violence n'a pas été enrégulée, la revendication autonomiste s'est radicalisée, le pessimisme s'est généralisé.

Pourquoi cette impuissance à inverser le cours des événements ?

Les raisons sont multiples et complexes à la fois. Les gouvernements, pris de court, ont agi ou plutôt réagi au coup par coup, le plus souvent sous la pression des événements, sans vues d'ensemble ni perspectives d'avenir.

Les élus locaux et régionaux n'ont pas mesuré l'ampleur des mutations en train de s'accomplir. L'Assemblée de Corse en est, hélas, l'illustration. Soumise, en six ans, à quatre renouvellements, tribunaire de majorités fragiles incapables de grands projets, elle a transformé une espérance en désillusion.

## Les voies du redressement

Il est vrai que les Corses eux-mêmes ne sauraient être exonérés de leur part de responsabilité : hostiles à l'assistance, ils en réclament davantage ; sévères à l'égard de la classe politique, ils la reconduisent à chaque scrutin. Capables de réussir, et parfois de façon spectaculaire, hors de l'île, ils éprouvent, à capacités égales, les difficultés de passer, sur place, du discours à l'action.

Ces contradictions, pour déconcertantes qu'elles soient, témoignent, cependant, de plus de désarroi que d'inconscience. Elles traduisent l'absence d'un retournement.

La récente élection présidentielle peut en fournir l'occasion. Comme tout événement important de la vie nationale, elle crée une attente et une disponibilité. Que la trêve actuellement observée lui soit ou non liée, elle permet de prendre au mot ceux qui l'ont décidée. S'ils acceptent d'entrer dans les voies de la légalité, tout invite à les y animer en rappelant que, si le retournement impose de combattre la violence, il impose tout autant d'en combattre les causes en même temps que les effets.

Dans cette perspective, trois voies sont à explorer.

La première a trait au rôle de l'Assemblée régionale. A elle incombe d'établir le plan de développement économique, social et culturel ainsi que le schéma d'aménagement de la Corse. Elle ne l'a pas fait. L'Etat doit l'y aider. Ce sort, en effet, deux documents essentiels de clarification, de programmation et d'impulsion. Les Corses, qui devraient être largement consultés à travers toutes les structures d'expression, y trouveront l'occasion de dire comment ils entendent définir et construire leur avenir.

Une deuxième voie concerne le rôle de l'Etat. Décentralisation n'est pas synonyme de désengagement. Or, si l'Assemblée de Corse plénière, c'est en grande partie faute de mesures de transition et d'accompagnement. Aussi convient-il que l'Etat fasse l'inventaire des domaines où son assistance donnerait plein effet au statut particulier : la cohérence de l'action interministérielle, l'accélération des décisions, l'appui, aux instances régionales, de la DATAR et du Commissariat du plan, la création éventuelle d'un organisme mixte de stimulation économique, sorte de commissariat au développement.

Une troisième voie, enfin, conduirait à la recherche d'un rôle spécifique pour la Corse au cœur de la Méditerranée occidentale. En sus de ses vocations agricoles et touristiques, elle pourrait s'imposer comme plate-forme d'accueil et de redistribution de technologies de pointe, foyer de cultures en tant que trait d'union entre la grotte de Gènes et le golfe de Tunis, lieu de conciliation du développement et de la protection de l'environnement et, pourquoi pas, archétype des problèmes de l'insularité tels que la CEE aura à les appréhender et à les résoudre ?

Si ces perspectives étaient non seulement explorées, mais reprises et solennisées dans les contrats de Plan et les dispositions d'une loi-cadre, la volonté politique de retourner la situation ne resterait pas sans effets sur les comportements. Il serait, certes, irréaliste de croire au miracle. Mais il serait désolant pour les Corses de ne pas accorder crédit ni à leur bon sens ni à leur détermination, dès lors que seraient réunies les conditions leur permettant d'apaiser leurs ambitions et d'être les artisans de leur propre redressement.

## Trois militants nationalistes, dont M. Yves Stella, sont remis en liberté

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a remis en liberté trois nationalistes corses, dont M. Yves Stella, directeur de la publication hebdomadaire *U. Ribombu*, qui était incarcéré depuis le 30 novembre 1987. Les deux autres nationalistes libérés sont MM. Dominique Bianchi, quarante ans, secrétaire général du syndicat corse de l'enseignement, et Marc Cassat, un jeune militant âgé de vingt ans.

L'inculpation de M. Yves Stella, chambre d'accusation en relation avec une entreprise terroriste dans les termes de la loi du 30 septembre 1986, a pour origine la découverte en octobre 1987 dans les locaux de son journal, à Bastia, d'un document de vingt-cinq pages très controversé, et selon lequel l'ex-FLNC, définissant ses objectifs,

évoquait l'éventualité d'une « élimination physique » de contingents résidant dans l'île. Les résultats de l'expertise qui avait fait attribuer ce document à la direction de l'ex-FLNC et sa dactylographie sur une machine à écrire de « U-Ribombu » avaient été vivement contestés.

Les deux autres militants corses libérés, MM. Bianchi et Cassat, avaient été arrêtés respectivement le 27 février dernier et le 17 mars 1987. Précisons que la libération de M. Stella a été subordonnée par la chambre d'accusation au versement d'une caution de 50 000 F. Ses décisions n'en devraient pas moins apaiser les esprits en Corse au moment où M. Pierre Joxe y effectue un voyage dans le dessein de renouer les contacts, à la faveur de la trêve observée par les indépendantistes depuis le 1<sup>er</sup> juin.

## La Nouvelle Acropole et l'intrus

La Nouvelle Acropole, association d'extrême droite organisant des cours de philosophie et d'écotéisme, ne se laisse pas facilement approcher (1). M. Bernard Fouchereau, correspondant du journal *Politix*, l'a appris à ses dépens. Dans le cadre d'une enquête sur ce sujet, il s'était rendu, le vendredi 15 juillet, à un rassemblement intitulé Olympiades au château de Chery, à Saussillanges (Puy-de-Dôme), accompagné d'une photographe.

Selon lui, après de longues discussions, il fut admis à pénétrer seul dans l'enceinte du château. Entré dans une pièce isolée, il y aurait été retenu par cinq « initiés » en uniforme (veste kaki, pantalon noir et casquette noire) et au crâne rasé. M. Fouchereau aurait alors subi un interrogatoire « musclé ». Refusant de répondre aux questions sur son identité et le but de ses recherches, il aurait été « projeté contre le mur, insulté, bousculé », avant d'être libéré sur l'intervention du « pro-

priétaire du château, cadre de la secte ».

M. Fouchereau a déposé une plainte auprès de la gendarmerie locale pour « voies de fait et violences légères ». De son côté, la Nouvelle Acropole, également contactée par la gendarmerie, nous a affirmé qu'elle s'est « employée à dissuader » M. Fouchereau de participer à « une fête qui était prévue ».

Devant l'insistance et l'« emportement » de celui-ci, on l'aurait « refoulé ».

(1) La Nouvelle Acropole est une organisation internationale créée en 1977 en Amérique du Sud par un Argentin, M. Jorge Angel Livraga, implantée en France depuis 1974 par M. Fernand Schwartz. Elle se définit comme « une structure qui se nourrit d'hommes, les transforme en surhommes et laisse les incapables derrière dans quelque structure hyène » (extraits du rapport Vivica, 1983).

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

C'EST bien à tort que les journaux sont accusés de mal rendre compte de la réalité. Ils en sont au contraire les reflets fidèles, même lorsque leur contenu renvoie l'image peu stimulante d'un pays étroit.

Ce mercredi, *France-Soir* se bat les flancs à faire sa diatribe « une » sur les paroles lâchées d'un tel ou d'un tel. *Libération* vit sur le même mode en consacrant des pages et des pages à ce riche sujet creux qu'est « la société civile ». Le *Figaro* n'accorde pas moins de trois colonnes de sa première page aux quatorze blessés de la gare de Toulouse. Les crimes de sang font relâche pour nuire à *France-Soir*, *Libération* en est en panne de problèmes « de société » et le *Figaro* cherche vainement l'actualité du jour quelque méfait de gauche à se mettre sous la dent — méfait que le *Quotidien* a, lui, découvert, comme chaque jour, conformément à son titre. La France dort.

Encore heureux que l'iran chemine vers la paix, que l'Arménie paraisse suivre le chemin inverse, sinon les journaux devraient mettre la chef sous le porte ou s'adonner entièrement à la commémoration du bicentenaire à venir. Pour ce qui concerne l'actualité intérieure, macache, « pas un seul petit morceau de mouche ou de vermines » qui appellerait le reportage coloré, le définitif papier d'analyse, l'éditorial de haute tenue, si ce n'est même une déclaration gouvernementale, ou encore, sommet de solennité, un propos du chef de l'Etat.

Miracle ! Le président a parlé. Inquiet comme nous le sommes tous de la répétition des accidents survenus dans les transports collectifs, il a demandé que soient prises les mesures propres à empêcher le renouvellement de ces désastres. Il n'a pas ajouté que ces mécomptes ternissent l'image de la France, mais on sent bien que c'était moins une. Comme ce pays n'a pas, qui plus est, la facilité d'accuser de ses malheurs quelque Grec qui passait par là, saboteur travesti en touriste, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même et ne compter que sur lui pour redresser la barre.

Ne nous laissons pas cependant emporter par un tel espoir. La machine à relater n'en est pas relancée pour autant. C'est à peine si l'on peut espérer qu'un syndicaliste protestera contre cette déclaration présidentielle qui fait fi des conditions de travail (lesquelles, au choix, empiraient, s'aggravaient ou se dégradent) ; qu'un hérald de droite dénoncera les effets du sectarisme socialiste sur la sécurité ; ou qu'un porte-voix dudit parti soulignera que, la droite maintenant au pouvoir, ce n'est pas quatorze mais vingt-huit blessés qu'il aurait fallu déplorer à Toulouse. La France dort. Et, comme disait Alphonse Allais, à moins que ce

ne soit Alfred Capus : « Moi-même, je ne me salue pas très bien. »

Même les dîners en ville et leur juste réputation de cannibalisme mondain qui battent de l'aile. Sans qu'il en coûte la moindre sueur froide à l'imprudent ou perverse maître de maison qui réunit autour d'un menu choisi ennemis, rivaux et adversaires, ceux-ci font patte de velours, comme s'ils ne voulaient pas partir en vacances en ayant pour bagage le poids de leur dernier éclat.

Parce que l'heure est à la transhumance et fait, pour chacun, avant même qu'elle intervienne, le gros de sa conversation, l'heure est aussi au pardon. Les fidélités intermittentes sont mises sur le compte de l'ultime coup de coïtier, les mensonges ne sont plus que d'ordinaire lapsus, les trahisons ne dépassent pas le stade du quiproquo, les parjures se muent en excusables distractions. Qu'ils sont beaux, qu'ils sont séduisants, nos parrains, dès lors qu'il est assuré de ne plus les voir pendant assez longtemps pour qu'ils soient de nouveau supportables quand il faudra les retrouver ! La France dort.

## Prix

DANS ce désert (intérieur) du fait, il y en a quand même un qui aurait mérité mieux que le très discret traitement dont il a été l'objet, c'est le coût de la campagne présidentielle.

Rien qu'à eux cinq, MM. (dans l'ordre de la prodigalité) Mitterrand, Chirac, Barre, Le Pen et Lajoinie ont dépensé officiellement autour de 3,3 milliards de francs pour que sorte la fumée blanche indiquant l'« habemus papam » républicain.

Un tel chiffre est fou à un double titre. D'abord par l'importance des sommes dépensées. Car il signifie que, pour participer à la course, il faut être riche, très riche, ou (et) se mettre entre les mains des banques, ou bien à la merci de donateurs dont le générosité n'est par définition pas gratuite.

A un moment ou à un autre, sous une forme ou sous une autre, directement ou indirectement, au grand jour ou sous le manteau, il faudra bien rendre le monnaie. La démocratie n'a pas de prix, dira-t-on. Oui, mais au sens où l'entendait Sacha Guity qui, voulant à toutes forces acquiescer l'original de la Colombe de Picasso, expliquait : « Je la voulais à n'importe quel prix. Je l'ai eue à ce prix-là. »

Puisque la démocratie elle-même est aujourd'hui atteinte, on voit bien que la société contemporaine est une société neuve. Il faut toujours plus d'argent : pour les avions, pour les bombes, pour les trains, pour la recherche, pour les agents de change, et jusque la naïve démocratie qui ne se manifeste qu'à prix d'argent.

Elles ont belle mine les critiques séculaires contre la folie de dépenses des monarchies d'Ancien Régime. En fait de cela, à côté d'un candidat à la présidence de la République, le plus prodigue des Bourbons fait figure de bouffon.

F OUS encore, ces 3,3 milliards de francs, parce que le premier acte est aussi celui qui a le plus battu monnaie. C'est dire que cette somme est non seulement folle, mais aussi inquiétante. Il y a là matière au plus détestable des sophismes : gagner, c'est une question de fric. Qu'importe d'avoir des idées si, paradoxe des mots, on n'a pas d'argent pour les vendre.

Heureusement, le dessous des cartes est là pour nous rassurer. Du moins à demi. Nombre de dépenses n'ont pas été prises en compte. C'est ainsi que M. Bernard Ridaud, ancien « conseiller-image » (quel titre bouffon) de M. Giscard d'Estaing, a déclaré au *Carnet* anachronique que M. Chirac, en réalité, avait « dû dépenser dans les 300 millions de francs ».

Rien n'est dit sur les arrangements des autres candidats, mais il est évident que, pour eux aussi, il conviendrait de rectifier en hausse les chiffres qu'ils ont rendus publics. Malgré cela, il ressort (et l'impression générale de la campagne en portait témoignage) que c'est à M. Chirac que revient la palme de la campagne la plus coûteuse. Comme il n'a pas gagné, le postulat « fric = victoire » se trouve amoindri. Mais, hélas ! pas l'addition. Nous voilà rassurés sur un plan, mais qui nous ramène, sur l'autre, un surcroît d'inquiétude.

Bof ! Voilà bien le type même de l'article inutile. Il ne donne même pas bonne conscience. Mais on ne se pose pas forcément des questions pour avoir des réponses. La France dort.

Post-scriptum. La décision du Conseil constitutionnel sur la loi d'amnistie contraire à ce qui précède, mais un peu et pour un temps. N'en déplaise toutefois à la CGT et à l'Humanité, le plus remarquable de cette décision n'est pas ce qui concerne les salariés protégés licenciés pour faute lourde. Certes, cette disposition est aussi riche d'opportunité que de droit. Mais l'important, c'est la confirmation d'un précédent de... 1937 selon lequel une loi d'amnistie peut intervenir dans des rapports de droit privé. La droite s'en irrite et, de son point de vue, n'a pas tort.

G  
Seize



# Grand Prix d'Hockenheim

## Seize Alfa 164 mordent l'asphalte.

Ce week-end, la température va monter sur le circuit.

Trois mois avant son lancement, prévu fin septembre, la nouvelle et prestigieuse Alfa 164 fait, pour la troisième fois, son apparition sur tous les circuits des Grands Prix Européens. Pour célébrer la naissance de sa toute dernière création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile et lance: "La Course des Célèbrités".

Une première originale qui, tout l'été, passionnera le monde du sport automobile.

### La Course des Célèbrités Alfa 164.

Dimanche 24 juillet, sur la ligne de départ, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits.

En position de tête, les coureurs ayant fait les meilleurs temps, lors des essais, la veille.

Au volant, 16 personnalités allemandes très connues, 16 V.I.P. issus d'univers aussi différents que la finance, le sport, la mode, l'industrie et le cinéma.

Pendant une demi-heure, faisant jouer à fond les performances hors du commun de la nouvelle Alfa 164, 16 héros vont se livrer combat. Que le meilleur gagne!

### Alfa 164: du circuit à la route.

C'est exactement cette même Alfa 164 que vous aurez le plaisir de découvrir sur les routes, d'ici très peu de temps.

Si vous ne pouvez être présent ni au Grand Prix d'Hockenheim ni aux autres Grands Prix Européens, mais voulez être informé en avant première sur cette prestigieuse Alfa Romeo, contactez dès maintenant votre concessionnaire Alfa Romeo.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
3 JUILLET	LE CASTELLET (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
25 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)

Informez-vous chez votre concessionnaire









## CYCLISME : le Tour de France

## Pedro Delgado innocenté par le règlement

Le Tour est joué. Le président du jury des commissaires internationaux a rendu public, jeudi soir 21 juillet, le résultat de la contre-expertise réclamée par l'Espagnol Pedro Delgado, soupçonné de dopage dans l'étape contre la montre de Villars-de-Lans. L'analyse a confirmé la présence dans les urines du coureur de probénécide, un « produit masquant » interdit par le Comité international olympique et par la plupart des fédérations internationales. La probénécide permet, en effet, d'empêcher de déceler la présence dans l'organisme des anaboli-

sants. Toutefois, la probénécide ne figurant pas encore sur les listes des substances interdites par l'Union cycliste internationale, aucune sanction n'a été prise contre le maillot jaune du Tour.

En revanche, le Néerlandais Gert-Jan Thunnisse, quatrième de l'épreuve, positif au contrôle antidopage de l'étape de Morzine pour avoir fait usage d'un produit anabolisant, est sanctionné de 10 minutes au classement général, d'une amende de 1 215 francs et d'une suspension d'un mois

avec sursis. Vendredi matin, au départ de Clermont-Ferrand, les coureurs ont observé une « grève revendicative » de dix minutes pour protester contre l'organisation des contrôles antidopage sur le Tour de France.

A la suite de ce double verdict, Pedro Delgado est le grand bénéficiaire de l'étape Limoges-Le Puy-de-Dôme, gagnée le 21 juillet par le Danois Johnny Weir. Troisième après avoir lâché tous ses adversaires dans les derniers hectomètres de côte, l'Espagnol a encore accru son avance, à trois jours de l'arrivée à Paris.

## Le spectacle continue

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyé spécial

Comme l'Alpe d'Huez, le Vercors, Guzet-Neige et Luz-Ardiden, le puy de Dôme a confirmé la supériorité de Pedro Delgado. Un Delgado égal à lui-même qui a distancé ses principaux adversaires pour s'octroyer la troisième place derrière Weir et Goltz, échappés depuis 120 kilomètres, avec une avance supérieure à dix minutes. Le meilleur coureur du peloton n'a pas gagné au sommet de la montagne clermontoise : en revanche, il a escaladé l'obstacle plus rapidement que tous les autres. Il a, en effet, repris cinq minutes aux hommes de tête au cours des cinq derniers kilomètres et cinquante-deux secondes supplémentaires à Rooka. Son rival le plus coriace, à défaut d'être le plus menaçant, fut une fois encore Thunnisse, mais celui-ci s'est battu pour rien, étant donné qu'il a coupé d'une pénalisation de dix minutes pour dopage à la suite d'un contrôle effectué à Morzine.

De cette ascension du puy de Dôme survient alors que la cause était entendue, on retiendra le match Boyer-Penno pour la place de premier Français et le flicage inattendu de Luis Herrera. Le grimpeur colombien, dont beaucoup faisaient leur favori à l'entrée des Alpes, paie manifestement les efforts qu'il a produits sur le plat. On l'attendait dans les cols, mais ce tour était à la fois trop dur et trop long pour une cylindrée de son calibre. Pour reprendre la formule de Bernard Thévenet, authentique athlète du vélo qui remporta deux fois le Tour de France : « Quand on pèse 48 kgs et qu'on a vu dix jours à 44 de

moyenne, il est difficile d'éviter le naufrage ».

Les esprits curieux qui voulaient comparer les moyennes de l'étape Ruelle-Limoges, commune aux hommes et aux femmes avaient dû déclencher le chronomètre au pied du puy de Dôme. Maria Caminos et Jeanne Longo l'ont gravi à une telle allure qu'elles auraient probablement laissé derrière elles un grand nombre de concurrents masculins. Désormais, la championne française a virtuellement cours gagnée.

Quand à Delgado, il abordera les dernières étapes avec une sérénité et une confiance qui, à vrai dire, ne l'avaient jamais abandonné.

JACQUES AUGENDRE.

## LES CLASSEMENTS

## TOUR DE FRANCE

Dix-seizième étape :  
Limoges-Puy-de-Dôme  
(188 kilomètres)

1. Weir (Dan.), 5 h 14 min 34 s ;  
2. Goltz (RFA), 43 s ; 3. Delgado (Esp.), à 5 min 25 s.

Classement général - 1. Delgado (Esp.), 72 h 25 min 49 s ;  
2. Rooka (PB), à 4 min 58 s ;  
3. Parra (Col.), à 7 min 18 s ;  
4. Bauer (Can.), à 9 min 48 s ;  
5. Boyer (Fr.), à 10 min 42 s.

## TOUR FÉMININ

Dixième étape :  
Guzet-Neige-Dôme  
(61,5 kilomètres)

1. Caminos (It.), 1 h 55 min 7 s ;  
2. Longo (Fr.), à 15 s ; 3. Gonid (Aut.), à 1 min 29 s.

Classement général - 1. Longo (Fr.), 18 h 58 min 52 s ; 2. Caminos (It.), à 1 min 20 s ; 3. Hepple (Aut.), à 13 min 4 s.

## Epreuves à l'épreuve

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyé spécial

Du départ de Limoges à l'arrivée à Clermont-Ferrand, une seule préoccupation agissait : les coureurs, peu enclins à se livrer à des performances après trois semaines de dur labeur. Tous voulaient connaître le résultat de la contre-expertise demandée au laboratoire parisien Lafarge.

Tout au long de la journée, des coureurs avaient exprimé leur point de vue sur cette savante affaire. Alors que Dominique Amond, le vieux routier compagnon d'équipe de l'accusé, affirmait qu'il voulait aider « ce grand seigneur injustement sali », le jeune Eric Boyer, de l'équipe Système U, constatait : « Il a pris un gros risque, il a triché et il a perdu. » Opposition entre rivaux, opposition entre coureurs de générations différentes.

Le petit Philippe Casado résumait la situation en assurant que « dans deux ou trois ans toutes ces pratiques auront disparu ». Bel optimisme d'un « coureur », ainsi qu'il se désigne lui-même, convaincu qu'il peut encore bousculer des habitudes fortement enracinées dans le milieu.

Les commentateurs de la chaîne espagnole TVE se voulaient rassurants. Ils avaient rencontré le secré-

taire d'Etat aux sports de leur pays, venu spécialement à Limoges pour calmer la tension, et surtout la vedette de Ségovie. Ils prétendaient que « tout allait s'arranger sans problème ». Mais l'attente se poursuivait. A 20 heures, Xavier Louy, le directeur de la Société du Tour de France, annonçait qu'il n'avait pas vu le président et qu'il ne savait rien.

La grande épreuve vivait des moments de cafonillage peu dignes de sa réputation. Finalement, après de longues délibérations, le jury de l'Union cycliste internationale (UCI) faisait son apparition pour annoncer tout et son contraire. « La contre-expertise confirme les résultats du premier examen, à savoir la présence de probénécide. Mais ce produit ne figure pas sur la liste des substances interdites par l'UCI. » Fort de cette explication, Mario Precce précise même, pour ceux qui ne saisissent pas toutes les subtilités des instances du cyclisme, que, « ce produit n'étant pas interdit à ce jour, il ne saurait être question de sanctionner le coureur Pedro Delgado ».

Voilà donc le maillot jaune lavé officiellement de tout soupçon après deux analyses révélant la présence d'une substance interdite par le Comité international olympique.

SERGE BOLLOCH.

## Beau masque

Deux éléments nouveaux et importants permettent aujourd'hui de mieux saisir la nature, la portée et les conséquences à venir de l'affaire Delgado. Il apparaît en effet que si le champion espagnol a bien été reconnu comme « positif » à partir du dosage effectué sur ses urines prélevées au terme de l'étape de Villars-de-Lans, cette positivité n'a pas été prise en compte par l'Union cycliste internationale (UCI), qui ne compte pas les probénécides au nombre des substances interdites.

Le laboratoire national antidopage (Laboratoire Lafarge, de Cligny) est le seul habilité en France à pratiquer les contrôles officiels, parce qu'officiellement habilité par le Comité international olympique. C'est sans doute à ce titre que la recherche des substances dopantes s'est effectuée sur la base de la réglementation du Comité international olympique, qui a, depuis quelques mois seulement, ajouté « les produits masquants de type probénécide » à la longue liste des produits considérés comme étant dopants, une modification adoptée en vue des prochains Jeux olympiques de Séoul. Or il apparaît aujourd'hui que l'Union cycliste internationale, qui est responsable du contrôle antidopage pour le Tour de France, n'a pas encore adopté cet ajout à la liste des substances qu'elle considère, elle, comme dopantes.

Ainsi, Pedro Delgado serait « positif » vis-à-vis de la réglementation du Comité international olympique, mais « négatif » aux yeux de l'Union cycliste internationale, qui précise qu'elle n'adopte pas les règles du CIO que dans quelques mois. On comprend mieux, dès lors, l'embarras

des responsables du Tour de France et des autorités cyclistes, l'incompréhension du champion espagnol, persuadé de sa bonne foi et de la colère de beaucoup de ceux qui, directement impliqués dans cette affaire, en veulent à la presse d'avoir révélé la « positivité ». Reste le fond de l'affaire. Pourquoi l'UCI se refuse-t-elle à prendre en compte un produit masquant l'utilisation des anabolisants, alors que l'utilisation de cette substance constitue le meilleur symptôme biologique indirect d'un dopage réel ? Un dopage d'autant plus volontaire qu'on cherche précisément à le camoufler ? Comment croire que les « prescripteurs » de ces produits ne cherchent pas consciemment à échapper à la réglementation en vigueur, et quel crédit peut-on raisonnablement apporter aux professions de foi, des coureurs ou des soigneurs, qui vont expliquer que l'on ne peut pas parler de « positivité » dans le cas de Delgado dans la seule mesure où le produit masquant n'est pas - encore - prohibé officiellement ?

Si personne ne conteste l'authenticité des efforts auxquels se soumettent les champions cyclistes et si l'on peut comprendre combien il est illusoire de vouloir lutter avec succès contre toute forme de soutien psychologique ou médicamenteux des coureurs la découverte faite à l'occasion du Tour 88 de la tarifier du plus grand nombre des responsables nationaux ou internationaux du cyclisme tardera à ne pas douter de manière grave et durable l'image d'un sport parmi les plus populaires.

JEAN-YVES NAU.

## LES HEURES DU STADE

## Automobilisme

Grand prix d'Allemagne de formule 1. - Dimanche 24 juillet à Hockenheim. (TF 1 à 14 h 25).

## Cyclisme

Tour de France. - Jusqu'au dimanche 24 juillet. (A 2, le 23 à 16 h et le 24 à 15 h 05).

## Football

Championnat de France. - Deuxième journée, samedi 23 juillet. Troisième journée, mercredi 27, sauf Bordeaux-Montpellier (Canal +, le 26 à 20 h 05).

## Golf

Open de Paris. Jusqu'au samedi 23 juillet à La Boule (Canal +, le 23 à 16 h 50).

## Motocyclisme

Grand Prix de France de vitesse. - Dimanche 24 juillet au Castellet (Var).

## Sports équestres

CSIO de Stockholm. - Jusqu'au dimanche 24 juillet. CSI de Royan. - Jusqu'au lundi 25 juillet.

## Tennis

Coupe Davis. - Demi-finales : RFA-Yougoslavie à Dortmund et Suède-France à Bastad (La Cinq, samedi 23 à 14 h 15 et le 24 à 12 h 10). Tournoi féminin d'Albi-Provence. - Jusqu'au dimanche 24 juillet (FR 3, le 24 à 18 h).

## Voile

Course du « Figaro ». - Jusqu'au jeudi 4 août. Tour de France. - Jusqu'au dimanche 14 août.

## Volley-ball

Tournoi de France. - Jusqu'au dimanche 24 juillet à Cannes (FR 3, Argentine-Bresil, le 23 à 14 h et France-Corée du Sud, le 24 à 15 h 30).

## MOTOCYCLISME : le Grand Prix de France

## Christian Sarron enfourche à l'américaine

Le Grand Prix de France de motocyclisme se déroulera le dimanche 24 juillet sur le circuit Paul-Ricard du Castellet. Cette onzième épreuve du championnat du monde pourrait sourire aux frères Sarron, auteurs de belles performances au dernier Grand Prix de Yougoslavie. Dominique Sarron s'y était classé troisième en 250 centimètres cubes. Christian avait terminé deuxième en 500 centimètres cubes après avoir obtenu sa quatrième pole-position consécutive aux essais de qualification. Certains laissent entendre qu'un nouveau Sarron apparaît. Lui, concède simplement qu'il s'adapte, qu'il mûrit plus qu'il ne change.

LE CASTELLET  
de notre envoyé spécial

La carrière de Christian Sarron est une longue course tranquille. A treize ans, le pilote de l'écurie Yamaha Gauloise blonde figure parmi les aînés du Continental Circus, cette caravane des meilleurs motards du monde qui a installé son bivouac sur le circuit du Castellet dès le mercredi 20 juillet. Il a franchi régulièrement les étapes qui mènent au sommet. Prochaine victoire en 250 centimètres cubes au Grand Prix d'Allemagne à Hockenheim en 1977 ; champion du monde des 250 centimètres cubes en 1984 ; première et seule victoire à ce jour en 500 centimètres cubes au Grand Prix d'Allemagne en 1985.

Malgré deux saisons (1986-1987) relativement décevantes, c'est une progression sans à-coups qui l'a placé parmi les meilleurs. Aussi s'est-il donné du sursis, fait sursis de sa « nouvelle façon de piloter ». Certains ont cru voir un tournant dans une trajectoire rectiligne là où il ne parle que d'une inflexion.

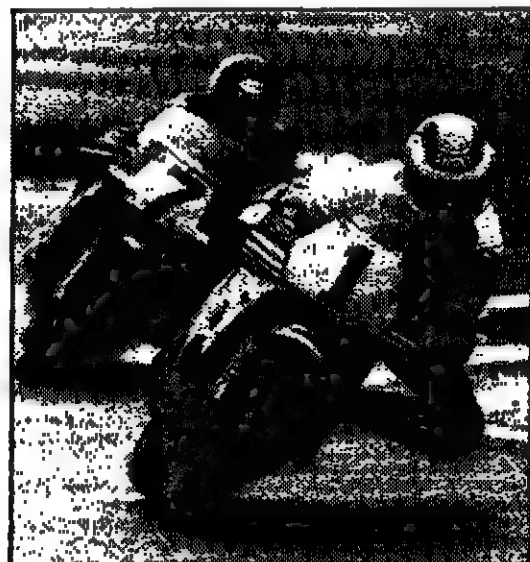
A l'image des pilotes américains, pionniers de ce nouveau style, Christian Sarron se déhanche dans les virages. Son bassin quitte l'alignement de la moto quand celle-ci se penche et ne le retrouve qu'une fois la machine redressée. « Dans les grandes courbes,

La voix douce, le regard aussi bleu que sa moto, l'ancien champion des 250 centimètres cubes évoque alors ce monde de la vitesse qui, lui, a changé au point que tout relâchement se paie. « Les machines sont plus fiables. Elles roulent en surrégime continuellement. Et cependant, il ne faut plus compter sur un incident mécanique pour gagner des places. Physiquement, les Grand Prix sont de plus en plus éprouvants. Il y a quelques années, on pouvait se caler contre le dossier pendant les accélérations. Aujourd'hui, on pose à peine les fesses sur la selle, on s'appuie essentiellement sur les jambes et les bras. »

## Faire travailler les bons muscles

L'âge des Sarron a donc adapté son programme hivernal aux nouvelles exigences de la conduite en 300 centimètres cubes. « Rien ne sert de passer des heures dans une salle si l'on ne fait pas travailler les bons muscles. » L'Américain a opté pour le ski de fond, sport complet, et pour l'enduro, histoire de ne pas perdre la main.

Affûté par cette préparation, appuyé par une équipe qui exploite au mieux les moyens mis à sa disposition, il prend l'assurance. Actuellement cinquième du championnat du monde avec des podiums en Allemagne, aux Pays-Bas et en Yougoslavie, il n'égale pas encore sa performance de 1985, où seuls les Américains Spencer et Law-



Christian Sarron (n° 7) a affirmé ses nouvelles ambitions en terminant deuxième du Grand Prix de France de motocyclisme, dans les rangs de l'Américain Wayne Gardner, le champion du monde.

je ne me déhanche pas afin de conserver un maximum de précision dans ma trajectoire, précise le pilote de Yamaha. Dans les virages serrés, je ne suis toujours pas certain que cela améliore les performances. En revanche, cela apporte un plus indéniable dans le domaine de la sécurité. La moto se relève plus vite au moment de l'accélération. On contrôle la glissade. Jusqu'à, on la subissait et on virait toujours à la limite de l'adhérence. »

Christian Sarron reconnaît donc qu'il a modifié par petites touches son style. A son âge, certains se demandent si c'est bien raisonnable. « J'ai appris à piloter instinctivement, je me suis débrouillé seul à mes débuts, explique-t-il. Et je n'ai jamais prétendu avoir la science infuse. Maintenant, je me déhanche naturellement. 1987 n'a servi d'année de transition marquée par plusieurs chutes. Ma fiabilité en course reste mon point faible. »

Enfin une constante chez lui. Trois fois cette saison, il est allé goûter l'herbe ou têter les barrières de protection qui entourent la piste. De ce côté-là, la métamorphose n'est guère probante. Mais l'impression est trompeuse. « Je n'ai pas commis d'erreurs sur des attaques. Je travaille beaucoup les trajectoires. J'utilise plus de largeur de piste que mes adversaires. Et il suffit d'un instant de déconcentration pour que je heurte une bordure comme en Autriche ou que je glisse sur une bande blanche comme en Belgique. »

son l'envient, devancé au classement général des pilotes. Il ne s'en inquiète pas. Rome ne s'est faite en un jour. « A Rijeka, j'étais derrière Wayne Gardner. Mais je roulais aussi vite. J'ai même battu le record du Tour. Et j'ai préféré assurer une deuxième place sur un circuit où il est difficile de dépasser en vue du Grand Prix de France. »

Le Français ne nourrit plus de complexes vis-à-vis des pilotes américains. « Eux sont persuadés, chacun dans leur coin, d'être le meilleur quand ils arrivent sur la grille de départ. En ce moment, je suis bien dans ma peau. Je ne m'imaginais pas rencontrer des problèmes. »

Plus « américain » dans le style comme dans l'état d'esprit, le Christian Sarron formule une ambition plutôt que nouvelle formule : sache sa gestion. « Si 1988 se termine comme je l'entends, je pourrai me permettre de plus grandes ambitions en 1989. Quand je suis arrivé en 500 centimètres cubes, je n'aurais jamais pensé être champion du monde. Maintenant, il m'arrive de douter. »

THIERRY CERNATO.

● Accident mortel. - Un accident de side-car a entraîné, le jeudi 21 juillet, les premiers essais libres du Grand Prix de France motocyclisme au Castellet. Le pilote Alfred Heck, un Allemand de quarante-trois ans, a été tué. Son passager, Andreas Racke, est grièvement blessé.

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES

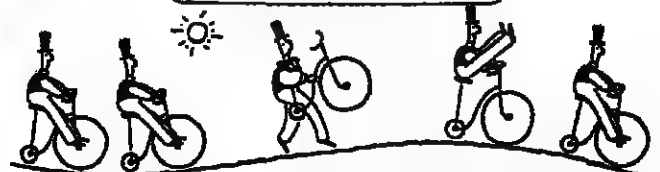
Chronométrier officiel des Grand Prix de Formule 1 et de l'Écurie Ferrari

Grand Prix d'Allemagne, Hockenheim



CONQUEST VHP (pour Very High Precision), la montre la plus précise du monde. Titane et or. Blanc à 30 mètres. Chronométrage automatique de haute précision. Indicateur de fin de vie de pile. Glace saphir.

Le Monde  
dossiers et documents



LE TOUR EN FRANCE

JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL, 24 PAGES







# Le Monde SANS VISA

La Côte-d'Ivoire  
qui expose sa vie quotidienne  
au Centre Pompidou  
jusqu'au 29 août  
est une république  
parsemée de... royaumes.  
A Betté, quand Koumi danse,  
les génies parlent.



## Loin d'Abidjan, une nuit chez le roi de Betté

par Jean-Claude  
Charles

**S**ANS doute est-ce la nuée d'insectes virvoltant devant les phares, tandis que nous entrons dans Betté, je pense à cette superbe notation de Michel Leiris dans *L'Afrique fantôme* : « Un clair de lune complètement malsain en même temps que splendide, avec des nuages louches barrant l'astre et une lueur très étendue de marécage sur la mer » (1).

C'était l'époque — début des années 30 — où un écrivain pouvait se payer le luxe d'une expédition de deux ans, entre Dakar et Djibouti, aux basques d'une mission ethnologique. L'homme pressé d'aujourd'hui ne verra peut-être jamais la lune de Leiris. Il se contentera de quelques moments, de quelques lieux, de quelques rencontres.

Je me souviens de Mariama, Feule du Niger, guérisseuse de rue à Abidjan. Il y en a beaucoup comme elle dans la capitale de la Côte-d'Ivoire. Nomades urbaines, émigrées de nulle part, elles se baladent avec leurs baluchons pleins de secrets : contre les maux de tête, contre les congestions nasales, contre les brûlures d'estomac, contre l'impuissance... « Dis-moi où t'as mal ? »

Mariama avait voulu me refiler un truc de médecine traditionnelle pour soigner une maladie dont je ne souffrais pas. Elle portait seize boucles d'oreilles, était très belle et prétendait détenir sa science d'un « arbre parlant ». Après tout, pourquoi pas ? Sauf que je n'avais rien. Elle n'a pas insisté. Elle est repartie en souriant, me disant que la prochaine fois que j'aurai quelque chose...

Maintenant, nous sommes loin d'Abidjan. A moins de 200 kilomètres vers le nord, toujours dans le sud-est du pays, au cœur du monde akan. Une heure et demie plus tôt, juste avant la tombée du jour, à peu près au niveau d'Adzopé, bourg d'environ dix-sept mille habitants flanqué de nombreuses exploitations forestières, nous avons quitté la route bitumée. Elle conduit à Abengourou, où siège Bonzo II, roi des Agnis, une des ethnies qui forment le groupe des Akans, peuple venu de l'Est, du Ghana, vers le début du dix-huitième siècle. Implanté, par vagues de migra-

tions liées à divers bouleversements dans le royaume ashanti, au bord du fleuve Comoé. Les Akans sont l'un des quatre grands peuples qui composent aujourd'hui la Côte-d'Ivoire — les autres étant les Krous, les Mandingues et les Sénoufos.

Par la piste de latérite, nous avons avancé dans la forêt, à travers cette dense végétation masquée de temps à autre par les trombes de poussière au passage des grumiers, à travers les parois de cacao et de café, les plantations fauves et les campements de brousse à cette heure plus ou moins désertés. Jusqu'au fleuve.

En principe, le dernier bac est à 18 h 30. A la vérité, même plus tard, pour peu que votre voiture soit encore visible de l'autre rive, n'importe quel villageois de Betté se fera un plaisir d'aller chercher le passager. Il faut dire que peu de touristes vont à Betté.

Fondé probablement en 1740 par un chef de guerre akan connu sous le nom d'Ehri Moro, auteur en 1718 d'un raid contre Kumasi, capitale de la puissante confédération ashantie, Betté est historiquement un royaume à lui tout seul. Un de ces minuscules États coutumiers de l'Afrique occidentale, où les lois écrites de la République coexistent avec les lois orales de la société traditionnelle.

### De la poudre, des balles et « l'éponge du fusil »

Dans une étude sur les *Aryt-Ndonye et le pouvoir aux dix-huitième et dix-neuvième siècles*, Claude-Hélène Perrot, historienne et ethnologue, raconte un épisode de l'histoire de ce village qui suffit à rendre compte de la dimension de son passé comme de la mentalité de ses hommes. Oh ! il est question, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, d'une « guerre victorieuse contre Betté » (2).

La cause immédiate de cette guerre serait l'adultère commis par un asafoné (chef guerrier) de Alu Pie, roi de Betté, avec une épouse de Ebe Koa, chef de Bokasso, asafoné du roi d'Abengourou. De cette vieille affaire, les villageois d'aujourd'hui donnent une version transmise de génération en génération.

L'asafoné, racontent-ils, était le chef d'Akrebi — village situé à

une cinquantaine de kilomètres au nord de Betté. « Il a connu la femme... La femme l'a dénoncé ». Afin qu'il répare ou demande pardon, une délégation fut envoyée au roi de Betté. Les gens d'Akrebi en parlent encore comme si c'était hier.

« Pour toute réponse, rapporte M<sup>me</sup> Perrot, qui a recueilli, transcrit et traduit de la langue agni ce récit, Alu Pie leur fit don (aux membres de la délégation) de poudre, de balles et d'éponge (« l'éponge du fusil ») : c'est avec cela qu'on chargeait les fusils d'autrefois chaque fois qu'on voulait tirer. Et c'est cela qu'il leur donna... Et Sa Majesté de lâcher le mot de Cambronne à l'adresse d'Abengourou, ajoutant : « Dites-lui que je n'ai rien d'autre pour lui. »

C'était une très officielle déclaration de guerre. Et la guerre fut. Me voilà donc, en ce début de la saison des pluies, à la nuit tombée, entrant dans Betté. Je suis avec Jean-Marie Adiaffi, quarante-sept ans, ancien de l'IDHEC, enseignant la philo à Abidjan, quand il n'écrit pas. Ses deux derniers livres, publiés la même année, lui ont valu le Grand Prix littéraire d'Afrique noire (3).

Adiaffi est né à Betté. Il appartient à un lignage dont l'histoire se confond avec celle du peuple akan : son frère n'est autre que l'actuel roi de Betté, Adé Pia.

Qui a lu, au hasard de quelques guides et fictions approximatifs, de quelle manière cérémonieuse les monarques du continent noir ont coutume de recevoir les étrangers s'attend évidemment au siège en or, au trône et tout le trébuchement. « Mon frère est un libre penseur », prévient Adiaffi.

Grand, mince, la soixantaine alerte, Adé — ainsi l'appelle tout le monde — nous accueille sous la veranda de sa villa : poignées de main à n'en plus finir. Adiaffi : « C'est la politesse africaine classique. D'abord vous serrez la main aux gens. Ensuite vous vous asseyez, ils défilent devant vous, vous serrez de nouveau la main. Enfin on vous offre à boire. Il ne vous reste plus qu'à raconter ce qui s'est passé au cours du voyage, en attendant que quelqu'un vienne vous dire où vous allez manger et dormir. N'importe quel touriste peut débarquer dans n'importe quel village africain, sans prévenir, et s'y sentir chez lui, y rester long-

temps. A condition de respecter deux ou trois règles essentielles... Rires.

Inutile de chercher midi à quatorze heures.

Dans la chaleur moite, l'homme qui s'inquiète discrètement de savoir si nous avons assez de glaçons dans notre gin n'est pas seulement le chef d'une commune de sept mille habitants. Adé est aussi conseiller municipal de Betté. Et secrétaire général de la section locale du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire.

En termes économiques, il pèse environ 300 hectares de cacao, de café et d'hévéas. Une quarantaine d'ouvriers employés à longueur d'année (pour un salaire de 15 000 francs CFA, soit 300 francs français, par mois). Autour de cent cinquante saisonniers pendant la période dite de « traite » — où se négocie la production (de juillet à février).

A quoi il faudrait ajouter, sans s'en moquer ni s'en offusquer —

puisque l'on évalue un lignage royal aussi bien à l'étendue géographique que de son influence et à ses richesses que, disent les spécialistes, à la « capitalisation d'hommes et de femmes », — sept épouses et trente enfants !

Nous sommes passés chez Koumi, la plus puissante, dit-on, parmi la dizaine de féticheuses du village. Elle a été formée non loin de là, à la prestigieuse école initiatique de Tenguelan. Jean-Marie Adiaffi est un défenseur actif de l'animisme. « D'ailleurs, la mot animisme ne convient pas, s'insurge-t-il. Je viendrais m'expliquer sur ce point au Centre Georges-Pompidou cet été. Il faudrait parler de bossomisme ou de la religion des bossoms. Le bossom, c'est ce que les Occidentaux appellent génie ou dieu. Koumi est une konyan : à la fois féticheuse, guérisseuse, intermédiaire entre les êtres humains et les bossoms ».

A mi-chemin entre la trentaine et la quarantaine, Koumi est sou-

riante, parle d'une voix très douce : « Oui, la danse aura lieu ce soir... ». Nous sommes, selon le système calendaire agni, dans la semaine sacrée. Elle est l'ordonnatrice, à cette occasion, de la danse sacrée des fétiches.

Nous devions sous l'acacia, devant sa maison, modeste cube de ciment jaune posé sur la terre blanche. Elle nous invite à entrer. La porte est gardée par deux statues. Dans l'entrée, à main gauche, des boules de kaolin empilées. A main droite, des banquettes en bois blanc.

(Lire la suite page 14.)

(1) Michel Leiris : *L'Afrique fantôme* (Gallimard, 1934).

(2) Claude-Hélène Perrot : *Les Aryt-Ndonye et le pouvoir aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles* (Publications de la Sorbonne [Paris et Coda Abidjan], diffusion Hatier, 1982).

(3) Jean-Marie Adiaffi : *La Carte d'identité* (Coda Hatier, 1980) et *D'écrits et de foudres* (Coda, Abidjan, 1980).

PARIS/NEW YORK A PARTIR DE 2000 F A/R.

## DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES.....	ALLER 1500 A/R	5000	MONTREAL.....	ALLER 1200 A/R	2500
SAN FRANCISCO.....	ALLER 1500 A/R	5000	CALGARY.....	ALLER 2800 A/R	4700
MIAMI.....	ALLER 1450 A/R	2250	RIO DE JANEIRO.....	ALLER 3295 A/R	5600
CHICAGO.....	ALLER 1400 A/R	2800	MEXICO.....	ALLER 2595 A/R	4500
DALLAS.....	ALLER 1850 A/R	3500	BANGKOK.....	ALLER 3590 A/R	4700
WASHINGTON.....	ALLER 1300 A/R	2600	SYDNEY.....	ALLER 4500 A/R	7700
ORLANDO.....	ALLER 1895 A/R	3500	ANTILLES.....	ALLER 1450 A/R	2900

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET PAYER VOTRE VOYAGE AU +013.02.02 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES. TÉL. +013.02.02 OU +231.46.94.  
**ACCESS VOYAGES: DES PRIX QUI MÉRITENT LE VOYAGE.**







# ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 23 juillet 1988 15

## Acadie et Gaspésie

On ne dira jamais assez aux Français qui débarquent au Canada, et se contentent trop souvent de demeurer au Québec, qu'à l'est il y a du nouveau. Qu'il s'agisse de la Gaspésie ou des provinces maritimes qui portent aussi le beau nom d'Acadie. Longtemps ignorée des voyageurs, l'Acadie est aujourd'hui à portée de budget grâce à des spécialistes comme Jet'America, qui propose un circuit individuel de 15 jours de Montréal à Montréal incluant l'hébergement et une voiture pour 4 520 F par personne (en vente dans les agences Air France et les agences de voyages) ou le nouveau venu Carrefour du Canada 5, place André-Maillet, 75001 Paris, tél. : 40-15-06-60, qui programme un circuit de 15 jours pour 9 800 F par personne en chambre double, comprenant avion, transport en autocar ou mini-bus et un repas par jour.

On part de Montréal, on longe le Saint-Laurent jusqu'à Tadoussac et Baie-Comeau, où on traverse le fleuve pour Matane et la Gaspésie. Après Percé et l'île de Bonaventure, on pénètre en terre acadienne avec deux visites passionnantes, celle du village historique canadien de Caraquet et celle du musée marin de Shippegan.



AGNÈS PATALUX

Cap sur Fredericton, capitale du Nouveau-Brunswick, puis retour vers Québec par la majestueuse vallée de la rivière Saint-Jean.

Une formule « Bienvenue » permet de suivre cet itinéraire en voiture de location avec une chambre réservée à chaque étape. Comptez environ 3 800 F par personne plus l'avion. Une formule « à la carte » qui vous permet d'établir un autre itinéraire et, par exemple, d'aller visiter une pure merveille : la forteresse de Louisbourg, au cap Breton, au nord de la Nouvelle-Écosse.

## Etretat, arts et lettres

Les falaises et les galets ne doivent pas cacher le reste : les manoirs, villes et châteaux autour d'Etretat, dans le pays de Caux. Une société brillante — peintres, écrivains, musiciens — hante ces lieux et fit, du village de pêcheurs, une station balnéaire à la mode. Pour évoquer leur mémoire, il fallait se rendre sur place. Ce à quoi nous convie, les 6, 7 et 8 août prochain, Le monde et son histoire (82, rue Tai-

bout, 75009 Paris, tél. : 45-26-26-77), profitant d'une exposition, « Etretat 1830-1930, la mémoire du siècle », organisée sur place par l'association des Amis et propriétaires d'Etretat.

Cette mémoire passera par des demeures privées et habitées : le château de Filaines, un logis Renaissance agrandi à la veille de la Révolution par l'architecte Louis, le château de Cuverville où l'on évoquera André Gide qui repose au cimetière du village, celui, en briques claires, d'Anglequerville, qui date du dix-septième siècle, celui d'Imbleville, au milieu de plans d'eau, avec ses deux façades dissimulables.

Trois jours en pension complète, 3 050 F tout compris, logement à l'Hôtel Altéa, à Saint-Vaast-en-Caux, transport en car depuis Paris.

## Le Sahara des Sahraouis

Une nouvelle conception du voyage. Une itinérance plus qu'un itinéraire, alliant la détente, l'évasion et une ouverture sur le monde. Un nouvel état d'esprit visant à rencontrer et à connaître d'autres peuples. Une aventure exigée à des voyageurs plus qu'à des touristes. Hors des sentiers battus mais sans être ni un rallye ni une compétition et en faisant alterner le confort

des grands hôtels avec la simplicité de bivouac en pleine nature.

C'est ce que propose la société Le Détour (Cap 18, porte E 21, 189, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris, tél. : 40-36-22-77), une association spécialisée dans les voyages en 4x4 et qui, ayant obtenu l'autorisation de rallier Béchar à Tindouf, a déjà réalisé, en mai, un raid Paris-Tindouf-Nouakchott-Dakar. Ainsi, pour la première fois depuis 1975, des voyageurs étrangers ont-ils été reçus par les Sahraouis et ont-ils pu découvrir la Mauritanie du nord au sud, de Bir Moghrein à Rosso. Deux voyages semblables seront organisés du 7 au 24 octobre et du 11 au 28 novembre. Quinze équipages de deux personnes s'élanceront alors sur les quelque 5 000 kilomètres d'une aventure dont on regrettera qu'elle soit réservée aux seuls possesseurs d'un 4x4 Toyota. En contrepartie, il est vrai, Toyota France assure l'assistance technique.

Une balade qui coûtera 10 000 F par auto (aller retour Marseille-Oran et retour bateau Dakar-Le Havre) et 12 000 F par personne comprenant l'avion de retour, l'hébergement, les repas, l'assistance médicale et technique mais n'incluant pas le carburant.



ABBA-MAGNUM

## Pêcher en paix

Le pêcheur, avec son attirail de cannes et de nasses, est pour l'hôtelier ordinaire un client encombrant qui appelle plus une caricature à la Jacques Tati que la sollicitude. Dans les hôtels Relais Saint-Pierre, au contraire, il est traité en hôte privilégié. En effet, ces établissements, situés à proximité des lieux de pêche, mettent à sa disposition des installations appropriées : un local pour y entreposer son matériel, un vivier pour la conservation des appâts vivants et un congélateur pour celle du poisson pêché. Dans certains cas, on lui prête même des barques. Enfin, s'il le souhaite, truites et brochets seront cuisinés gracieuse-

ment par l'hôtelier, qui le renseignera aussi sur les meilleurs coins. L'édition 1988 du guide de ces relais recense cent douze hôtels dans trente-deux départements français, huit dans les Ardennes belges et un dans le Grand-Duché de Luxembourg. Pour le recevoir, envoyer 30 F en chèque ou en timbres aux hôtels Relais Saint-Pierre, Le Moulin du Plain, Goumois, 25470 Trevilliers (tél. : 81-44-41-99).

Toujours dans le domaine aquatique, *Rivières d'Ile-de-France*, publié par les éditions Evidant (75 F), présente soixante parcours touristiques et sportifs et décrit l'environnement, la géologie et la faune de rivières aujourd'hui célèbres grâce au pinçage des impressionnistes. Des cartes, des croquis et des conseils pratiques complètent la présentation.

**LA CROIX DU SUD**  
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS  
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681

DECOUVREZ

**LA NOUVELLE-ZÉLANDE**

**VOYAGE UNIQUE**  
12 novembre au 13 décembre 1988  
Tout compris en demi-pension  
33 500 F

**VOYAGES - AVENTURES**  
à pied, en 4x4  
et sous les étoiles

**SAHARA - KENYA**  
Maroc, Mali, Turquie, etc...

Doc. 30, av. des Termes  
75017 Paris - 43.42.45.45

**NOMADE**

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC

**HOTEL RESTAURANT \*\*\*\***  
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, plein  
jogging et cyclable, prox. golf.  
LES ARDILLIÈRES, 33100 SALAUNES.  
Tél. 56-53-58-08.

#### Côte d'Azur

NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Mayotel Best Western \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
59 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-67-62-66 - Tél. 47-61-18.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-68-39-60

Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur.  
tél. direct, minibus.

#### Gascogne

**CHATEAU BELLEVUE \*\*\***  
Calme et repos en Gascogne.  
25 chambres, haut confort, toutes avec  
s.d.b. et w.c. Parc et piscine. Prox. : lac,  
golf, tennis. Restaurant gastronomique.  
Tél. 62-09-51-95. Tél. 621 425.

#### Montagne

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc régional. Site classé.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Chamb. - studio + cuisinette-grill. Tennis.  
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Piscine, Tennis.  
1/2 pers. : 1029 F à 1617 F sem.  
Personnes : 1309 F à 1848 F la sem.

#### Paris

SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-65.

#### Provence

ARDECHE

**07260 JOYEUSE**  
**HOTEL LES CÈDRES \*\***  
Découvrez les paysages de l'Ardecne en  
canoë. 1/2 pers. 5 jours 1 705 F. Piscine,  
parc, parking.  
Tél. 75-39-46-49.

#### Allemagne

**D 7570 BADEN-BADEN**  
**GOLF HOTEL \*\*\*\***  
Grand parc, piscines plein air + couvertes,  
sauna, tennis, fitness, 18 ha. golf, prix spé-  
cial. Chambre avec douche ou bain, w.c.  
Demi-pension à partir de 350 FF par pers.  
Tél. (13-49 7221) 23691 - Tél. 781 174

#### Suisse

**LAC MAJEUR**  
**LOCARNO**  
**GRAND HOTEL**  
Complètement rénové. Nouvelle piscine.  
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre  
de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Casti  
tél. 19-41/93/33022 - Tél. 846143  
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

**CH-1854 LEYSIN - Rég. Léman, 1350 m**

A 41 30 de PARIS TGV  
**HOTEL-CHALET PAIK**  
Familial, gourmand, 2\*\*NN, vue  
panor., bon air alpin, 7 j. demi-pens. t.c.  
1890 FF (douches).  
Tél. 19-41/25/341375.

## Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

**Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE**

### LES REPONSES

1. Une cathédrale a été construite dans une mosquée. Dans quelle ville européenne se trouve-t-elle ?

REPONSE

CORDOUE

2. La première Caravelle repue par Air France a été mise en service sur la ligne Paris-Rome-Athènes-Istanbul. A quelle date (mois et année) ?

REPONSE

MAI 1959

3. Quel Anglais de la fin du dix-neuvième siècle, haï par les Français, donna son nom sans le vouloir à la postérité ?

REPONSE

BOYCOTT

4. En 1987, combien d'échelles la compagnie Air France a-t-elle ouvert en Europe ?

REPONSE

14

5. Sur quelle île se trouvent les falaises qui servirent au tournage des « Canons de Navarone » ?

REPONSE

RHODES

6. Combien y-a-t-il actuellement de sièges en classe affaires sur les Airbus A 300 B2 (moyen-courriers) d'Air France desservant la ligne Paris-Londres ?

REPONSE

60

7. Quel est le célèbre bateau de guerre scandinave qui ne navigue jamais ?

REPONSE

WASA

8. Air France recevra à partir de mars 1988 ses nouveaux Airbus A 320, l'avion commercial, moyen-courrier technologiquement le plus avancé du monde. De quel type de réacteurs sont-ils équipés ?

REPONSE

CFM 56-41

9. Quelle ville fut construite au seizième siècle par un prince, puis pratiquement abandonnée pendant quatre cents ans.

REPONSE

SABBIONETA

10. Air France propose ses tarifs « jeunes » aller simple en Europe. Sur combien de liaisons, au départ de Paris et de la province, ces tarifs étaient-ils disponibles en février 1988 ?

REPONSE

69

11. Parmi ces trois endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe Auguste ?

REPONSE

PARKING MAZARINE

12. Air France est la compagnie aérienne qui dessert en vols réguliers le plus d'échelles en Europe. Quel sera au 1<sup>er</sup> avril 1988 le nombre de ces échelles (territoire national exclu) ?

REPONSE

80

13. De ces cinq pays, lequel est le premier producteur de bananes ?

REPONSE

ISLANDE

14. Combien de villes européennes seront desservies par Air France au départ de Nice pendant la saison d'été d'avril à octobre 1988 ?

REPONSE

20

15. Où se trouve le village dont le nom possède 48 lettres ?

REPONSE

PAYS DE GALLES

16. Combien la compagnie Air France a-t-elle effectué de vols (un aller = un vol) entre Paris et ses neuf échelles en République fédérale d'Allemagne au cours de l'année 1987 ?

REPONSE

10 135



## JEUX

## échecs

N° 1290

LA MULE  
DU CHAMPION  
DU MONDE

(Coupe du monde, Belfort, 1988)

Blancs : KASPAROV  
Noirs : G. KASPAROV  
Défense sicilienne.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c4 c6 5. f4 f5 6. g4 g5 7. h4 h5 8. g3 g4 9. f2 f3 10. e3 e4 11. d3 d4 12. c3 c4 13. b3 b4 14. a3 a4 15. f4 f5 16. g4 g5 17. h4 h5 18. g3 g4 19. f2 f3 20. e3 e4 21. d3 d4 22. c3 c4 23. b3 b4 24. a3 a4 25. f4 f5 26. g4 g5 27. h4 h5 28. g3 g4 29. f2 f3 30. e3 e4 31. d3 d4 32. c3 c4 33. b3 b4 34. a3 a4 35. f4 f5 36. g4 g5 37. h4 h5 38. g3 g4 39. f2 f3 40. e3 e4 41. d3 d4 42. c3 c4 43. b3 b4 44. a3 a4 45. f4 f5 46. g4 g5 47. h4 h5 48. g3 g4 49. f2 f3 50. e3 e4 51. d3 d4 52. c3 c4 53. b3 b4 54. a3 a4 55. f4 f5 56. g4 g5 57. h4 h5 58. g3 g4 59. f2 f3 60. e3 e4 61. d3 d4 62. c3 c4 63. b3 b4 64. a3 a4 65. f4 f5 66. g4 g5 67. h4 h5 68. g3 g4 69. f2 f3 70. e3 e4 71. d3 d4 72. c3 c4 73. b3 b4 74. a3 a4 75. f4 f5 76. g4 g5 77. h4 h5 78. g3 g4 79. f2 f3 80. e3 e4 81. d3 d4 82. c3 c4 83. b3 b4 84. a3 a4 85. f4 f5 86. g4 g5 87. h4 h5 88. g3 g4 89. f2 f3 90. e3 e4 91. d3 d4 92. c3 c4 93. b3 b4 94. a3 a4 95. f4 f5 96. g4 g5 97. h4 h5 98. g3 g4 99. f2 f3 100. e3 e4 101. d3 d4 102. c3 c4 103. b3 b4 104. a3 a4 105. f4 f5 106. g4 g5 107. h4 h5 108. g3 g4 109. f2 f3 110. e3 e4 111. d3 d4 112. c3 c4 113. b3 b4 114. a3 a4 115. f4 f5 116. g4 g5 117. h4 h5 118. g3 g4 119. f2 f3 120. e3 e4 121. d3 d4 122. c3 c4 123. b3 b4 124. a3 a4 125. f4 f5 126. g4 g5 127. h4 h5 128. g3 g4 129. f2 f3 130. e3 e4 131. d3 d4 132. c3 c4 133. b3 b4 134. a3 a4 135. f4 f5 136. g4 g5 137. h4 h5 138. g3 g4 139. f2 f3 140. e3 e4 141. d3 d4 142. c3 c4 143. b3 b4 144. a3 a4 145. f4 f5 146. g4 g5 147. h4 h5 148. g3 g4 149. f2 f3 150. e3 e4 151. d3 d4 152. c3 c4 153. b3 b4 154. a3 a4 155. f4 f5 156. g4 g5 157. h4 h5 158. g3 g4 159. f2 f3 160. e3 e4 161. d3 d4 162. c3 c4 163. b3 b4 164. a3 a4 165. f4 f5 166. g4 g5 167. h4 h5 168. g3 g4 169. f2 f3 170. e3 e4 171. d3 d4 172. c3 c4 173. b3 b4 174. a3 a4 175. f4 f5 176. g4 g5 177. h4 h5 178. g3 g4 179. f2 f3 180. e3 e4 181. d3 d4 182. c3 c4 183. b3 b4 184. a3 a4 185. f4 f5 186. g4 g5 187. h4 h5 188. g3 g4 189. f2 f3 190. e3 e4 191. d3 d4 192. c3 c4 193. b3 b4 194. a3 a4 195. f4 f5 196. g4 g5 197. h4 h5 198. g3 g4 199. f2 f3 200. e3 e4 201. d3 d4 202. c3 c4 203. b3 b4 204. a3 a4 205. f4 f5 206. g4 g5 207. h4 h5 208. g3 g4 209. f2 f3 210. e3 e4 211. d3 d4 212. c3 c4 213. b3 b4 214. a3 a4 215. f4 f5 216. g4 g5 217. h4 h5 218. g3 g4 219. f2 f3 220. e3 e4 221. d3 d4 222. c3 c4 223. b3 b4 224. a3 a4 225. f4 f5 226. g4 g5 227. h4 h5 228. g3 g4 229. f2 f3 230. e3 e4 231. d3 d4 232. c3 c4 233. b3 b4 234. a3 a4 235. f4 f5 236. g4 g5 237. h4 h5 238. g3 g4 239. f2 f3 240. e3 e4 241. d3 d4 242. c3 c4 243. b3 b4 244. a3 a4 245. f4 f5 246. g4 g5 247. h4 h5 248. g3 g4 249. f2 f3 250. e3 e4 251. d3 d4 252. c3 c4 253. b3 b4 254. a3 a4 255. f4 f5 256. g4 g5 257. h4 h5 258. g3 g4 259. f2 f3 260. e3 e4 261. d3 d4 262. c3 c4 263. b3 b4 264. a3 a4 265. f4 f5 266. g4 g5 267. h4 h5 268. g3 g4 269. f2 f3 270. e3 e4 271. d3 d4 272. c3 c4 273. b3 b4 274. a3 a4 275. f4 f5 276. g4 g5 277. h4 h5 278. g3 g4 279. f2 f3 280. e3 e4 281. d3 d4 282. c3 c4 283. b3 b4 284. a3 a4 285. f4 f5 286. g4 g5 287. h4 h5 288. g3 g4 289. f2 f3 290. e3 e4 291. d3 d4 292. c3 c4 293. b3 b4 294. a3 a4 295. f4 f5 296. g4 g5 297. h4 h5 298. g3 g4 299. f2 f3 300. e3 e4 301. d3 d4 302. c3 c4 303. b3 b4 304. a3 a4 305. f4 f5 306. g4 g5 307. h4 h5 308. g3 g4 309. f2 f3 310. e3 e4 311. d3 d4 312. c3 c4 313. b3 b4 314. a3 a4 315. f4 f5 316. g4 g5 317. h4 h5 318. g3 g4 319. f2 f3 320. e3 e4 321. d3 d4 322. c3 c4 323. b3 b4 324. a3 a4 325. f4 f5 326. g4 g5 327. h4 h5 328. g3 g4 329. f2 f3 330. e3 e4 331. d3 d4 332. c3 c4 333. b3 b4 334. a3 a4 335. f4 f5 336. g4 g5 337. h4 h5 338. g3 g4 339. f2 f3 340. e3 e4 341. d3 d4 342. c3 c4 343. b3 b4 344. a3 a4 345. f4 f5 346. g4 g5 347. h4 h5 348. g3 g4 349. f2 f3 350. e3 e4 351. d3 d4 352. c3 c4 353. b3 b4 354. a3 a4 355. f4 f5 356. g4 g5 357. h4 h5 358. g3 g4 359. f2 f3 360. e3 e4 361. d3 d4 362. c3 c4 363. b3 b4 364. a3 a4 365. f4 f5 366. g4 g5 367. h4 h5 368. g3 g4 369. f2 f3 370. e3 e4 371. d3 d4 372. c3 c4 373. b3 b4 374. a3 a4 375. f4 f5 376. g4 g5 377. h4 h5 378. g3 g4 379. f2 f3 380. e3 e4 381. d3 d4 382. c3 c4 383. b3 b4 384. a3 a4 385. f4 f5 386. g4 g5 387. h4 h5 388. g3 g4 389. f2 f3 390. e3 e4 391. d3 d4 392. c3 c4 393. b3 b4 394. a3 a4 395. f4 f5 396. g4 g5 397. h4 h5 398. g3 g4 399. f2 f3 400. e3 e4 401. d3 d4 402. c3 c4 403. b3 b4 404. a3 a4 405. f4 f5 406. g4 g5 407. h4 h5 408. g3 g4 409. f2 f3 410. e3 e4 411. d3 d4 412. c3 c4 413. b3 b4 414. a3 a4 415. f4 f5 416. g4 g5 417. h4 h5 418. g3 g4 419. f2 f3 420. e3 e4 421. d3 d4 422. c3 c4 423. b3 b4 424. a3 a4 425. f4 f5 426. g4 g5 427. h4 h5 428. g3 g4 429. f2 f3 430. e3 e4 431. d3 d4 432. c3 c4 433. b3 b4 434. a3 a4 435. f4 f5 436. g4 g5 437. h4 h5 438. g3 g4 439. f2 f3 440. e3 e4 441. d3 d4 442. c3 c4 443. b3 b4 444. a3 a4 445. f4 f5 446. g4 g5 447. h4 h5 448. g3 g4 449. f2 f3 450. e3 e4 451. d3 d4 452. c3 c4 453. b3 b4 454. a3 a4 455. f4 f5 456. g4 g5 457. h4 h5 458. g3 g4 459. f2 f3 460. e3 e4 461. d3 d4 462. c3 c4 463. b3 b4 464. a3 a4 465. f4 f5 466. g4 g5 467. h4 h5 468. g3 g4 469. f2 f3 470. e3 e4 471. d3 d4 472. c3 c4 473. b3 b4 474. a3 a4 475. f4 f5 476. g4 g5 477. h4 h5 478. g3 g4 479. f2 f3 480. e3 e4 481. d3 d4 482. c3 c4 483. b3 b4 484. a3 a4 485. f4 f5 486. g4 g5 487. h4 h5 488. g3 g4 489. f2 f3 490. e3 e4 491. d3 d4 492. c3 c4 493. b3 b4 494. a3 a4 495. f4 f5 496. g4 g5 497. h4 h5 498. g3 g4 499. f2 f3 500. e3 e4 501. d3 d4 502. c3 c4 503. b3 b4 504. a3 a4 505. f4 f5 506. g4 g5 507. h4 h5 508. g3 g4 509. f2 f3 510. e3 e4 511. d3 d4 512. c3 c4 513. b3 b4 514. a3 a4 515. f4 f5 516. g4 g5 517. h4 h5 518. g3 g4 519. f2 f3 520. e3 e4 521. d3 d4 522. c3 c4 523. b3 b4 524. a3 a4 525. f4 f5 526. g4 g5 527. h4 h5 528. g3 g4 529. f2 f3 530. e3 e4 531. d3 d4 532. c3 c4 533. b3 b4 534. a3 a4 535. f4 f5 536. g4 g5 537. h4 h5 538. g3 g4 539. f2 f3 540. e3 e4 541. d3 d4 542. c3 c4 543. b3 b4 544. a3 a4 545. f4 f5 546. g4 g5 547. h4 h5 548. g3 g4 549. f2 f3 550. e3 e4 551. d3 d4 552. c3 c4 553. b3 b4 554. a3 a4 555. f4 f5 556. g4 g5 557. h4 h5 558. g3 g4 559. f2 f3 560. e3 e4 561. d3 d4 562. c3 c4 563. b3 b4 564. a3 a4 565. f4 f5 566. g4 g5 567. h4 h5 568. g3 g4 569. f2 f3 570. e3 e4 571. d3 d4 572. c3 c4 573. b3 b4 574. a3 a4 575. f4 f5 576. g4 g5 577. h4 h5 578. g3 g4 579. f2 f3 580. e3 e4 581. d3 d4 582. c3 c4 583. b3 b4 584. a3 a4 585. f4 f5 586. g4 g5 587. h4 h5 588. g3 g4 589. f2 f3 590. e3 e4 591. d3 d4 592. c3 c4 593. b3 b4 594. a3 a4 595. f4 f5 596. g4 g5 597. h4 h5 598. g3 g4 599. f2 f3 600. e3 e4 601. d3 d4 602. c3 c4 603. b3 b4 604. a3 a4 605. f4 f5 606. g4 g5 607. h4 h5 608. g3 g4 609. f2 f3 610. e3 e4 611. d3 d4 612. c3 c4 613. b3 b4 614. a3 a4 615. f4 f5 616. g4 g5 617. h4 h5 618. g3 g4 619. f2 f3 620. e3 e4 621. d3 d4 622. c3 c4 623. b3 b4 624. a3 a4 625. f4 f5 626. g4 g5 627. h4 h5 628. g3 g4 629. f2 f3 630. e3 e4 631. d3 d4 632. c3 c4 633. b3 b4 634. a3 a4 635. f4 f5 636. g4 g5 637. h4 h5 638. g3 g4 639. f2 f3 640. e3 e4 641. d3 d4 642. c3 c4 643. b3 b4 644. a3 a4 645. f4 f5 646. g4 g5 647. h4 h5 648. g3 g4 649. f2 f3 650. e3 e4 651. d3 d4 652. c3 c4 653. b3 b4 654. a3 a4 655. f4 f5 656. g4 g5 657. h4 h5 658. g3 g4 659. f2 f3 660. e3 e4 661. d3 d4 662. c3 c4 663. b3 b4 664. a3 a4 665. f4 f5 666. g4 g5 667. h4 h5 668. g3 g4 669. f2 f3 670. e3 e4 671. d3 d4 672. c3 c4 673. b3 b4 674. a3 a4 675. f4 f5 676. g4 g5 677. h4 h5 678. g3 g4 679. f2 f3 680. e3 e4 681. d3 d4 682. c3 c4 683. b3 b4 684. a3 a4 685. f4 f5 686. g4 g5 687. h4 h5 688. g3 g4 689. f2 f3 690. e3 e4 691. d3 d4 692. c3 c4 693. b3 b4 694. a3 a4 695. f4 f5 696. g4 g5 697. h4 h5 698. g3 g4 699. f2 f3 700. e3 e4 701. d3 d4 702. c3 c4 703. b3 b4 704. a3 a4 705. f4 f5 706. g4 g5 707. h4 h5 708. g3 g4 709. f2 f3 710. e3 e4 711. d3 d4 712. c3 c4 713. b3 b4 714. a3 a4 715. f4 f5 716. g4 g5 717. h4 h5 718. g3 g4 719. f2 f3 720. e3 e4 721. d3 d4 722. c3 c4 723. b3 b4 724. a3 a4 725. f4 f5 726. g4 g5 727. h4 h5 728. g3 g4 729. f2 f3 730. e3 e4 731. d3 d4 732. c3 c4 733. b3 b4 734. a3 a4 735. f4 f5 736. g4 g5 737. h4 h5 738. g3 g4 739. f2 f3 740. e3 e4 741. d3 d4 742. c3 c4 743. b3 b4 744. a3 a4 745. f4 f5 746. g4 g5 747. h4 h5 748. g3 g4 749. f2 f3 750. e3 e4 751. d3 d4 752. c3 c4 753. b3 b4 754. a3 a4 755. f4 f5 756. g4 g5 757. h4 h5 758. g3 g4 759. f2 f3 760. e3 e4 761. d3 d4 762. c3 c4 763. b3 b4 764. a3 a4 765. f4 f5 766. g4 g5 767. h4 h5 768. g3 g4 769. f2 f3 770. e3 e4 771. d3 d4 772. c3 c4 773. b3 b4 774. a3 a4 775. f4 f5 776. g4 g5 777. h4 h5 778. g3 g4 779. f2 f3 780. e3 e4 781. d3 d4 782. c3 c4 783. b3 b4 784. a3 a4 785. f4 f5 786. g4 g5 787. h4 h5 788. g3 g4 789. f2 f3 790. e3 e4 791. d3 d4 792. c3 c4 793. b3 b4 794. a3 a4 795. f4 f5 796. g4 g5 797. h4 h5 798. g3 g4 799. f2 f3 800. e3 e4 801. d3 d4 802. c3 c4 803. b3 b4 804. a3 a4 805. f4 f5 806. g4 g5 807. h4 h5 808. g3 g4 809. f2 f3 810. e3 e4 811. d3 d4 812. c3 c4 813. b3 b4 814. a3 a4 815. f4 f5 816. g4 g5 817. h4 h5 818. g3 g4 819. f2 f3 820. e3 e4 821. d3 d4 822. c3 c4 823. b3 b4 824. a3 a4 825. f4 f5 826. g4 g5 827. h4 h5 828. g3 g4 829. f2 f3 830. e3 e4 831. d3 d4 832. c3 c4 833. b3 b4 834. a3 a4 835. f4 f5 836. g4 g5 837. h4 h5 838. g3 g4 839. f2 f3 840. e3 e4 841. d3 d4 842. c3 c4 843. b3 b4 844. a3 a4 845. f4 f5 846. g4 g5 847. h4 h5 848. g3 g4 849. f2 f3 850. e3 e4 851. d3 d4 852. c3 c4 853. b3 b4 854. a3 a4 855. f4 f5 856. g4 g5 857. h4 h5 858. g3 g4 859. f2 f3 860. e3 e4 861. d3 d4 862. c3 c4 863. b3 b4 864. a3 a4 865. f4 f5 866. g4 g5 867. h4 h5 868. g3 g4 869. f2 f3 870. e3 e4 871. d3 d4 872. c3 c4 873. b3 b4 874. a3 a4 875. f4 f5 876. g4 g5 877. h4 h5 878. g3 g4 879. f2 f3 880. e3 e4 881. d3 d4 882. c3 c4 883. b3 b4 884. a3 a4 885. f4 f5 886. g4 g5 887. h4 h5 888. g3 g4 889. f2 f3 890. e3 e4 891. d3 d4 892. c3 c4 893. b3 b4 894. a3 a4 895. f4 f5 896. g4 g5 897. h4 h5 898. g3 g4 899. f2 f3 900. e3 e4 901. d3 d4 902. c3 c4 903. b3 b4 904. a3 a4 905. f4 f5 906. g4 g5 907. h4 h5 908. g3 g4 909. f2 f3 910. e3 e4 911. d3 d4 912. c3 c4 913. b3 b4 914. a3 a4 915. f4 f5 916. g4 g5 917. h4 h5 918. g3 g4 919. f2 f3 920. e3 e4 921. d3 d4 922. c3 c4 923. b3 b4 924. a3 a4 925. f4 f5 926. g4 g5 927. h4 h5 928. g3 g4 929. f2 f3 930. e3 e4 931. d3 d4 932. c3 c4 933. b3 b4 934. a3 a4 935. f4 f5 936. g4 g5 937. h4 h5 938. g3 g4 939. f2 f3 940. e3 e4 941. d3 d4 942. c3 c4 943. b3 b4 944. a3 a4 945. f4 f5 946. g4 g5 947. h4 h5 948. g3 g4 949. f2 f3 950. e3 e4 951. d3 d4 952. c3 c4 953. b3 b4 954. a3 a4 955. f4 f5 956. g4 g5 957. h4 h5 958. g3 g4 959. f2 f3 960. e3 e4 961. d3 d4 962. c3 c4 963. b3 b4 964. a3 a4 965. f4 f5 966. g4 g5 967. h4 h5 968. g3 g4 969. f2 f3 970. e3 e4 971. d3 d4 972. c3 c4 973. b3 b4 974. a3 a4 975. f4 f5 976. g4 g5 977. h4 h5 978. g3 g4 979. f2 f3 980. e3 e4 981. d3 d4 982. c3 c4 983. b3 b4 984. a3 a4 985. f4 f5 986. g4 g5 987. h4 h5 988. g3 g4 989. f2 f3 990. e3 e4 991. d3 d4 992. c3 c4 993. b3 b4 994. a3 a4 995. f4 f5 996. g4 g5 997. h4 h5 998. g3 g4 999. f2 f3 1000. e3 e4

## NOTES

a) Ce développement du F-D annonce un système mis au point par les maîtres anglais Nunn, Short, Chandler, Mestel, reposant sur la construction Dd2, f3, g4, 0-0-0 à l'instar de la formation des Blancs dans la « variante du Dragon ». Cette continuation agressive coûte aux Blancs une grande vigilance.

b) Ou 7. Dd2, b5 : 8. f3, Cb-d7 ; 9. 0-0-0, Fb7 ; 10. g4, h6 ; 11. Fd3, Cc5 ; 12. Rb1, b4 ; 13. Cc2, d5 ; 14. Fd2, Fc7 ; 15. h4, Dd7 (Hjastarson-Polugaevsky, Reykjavik, 1987) et aussi 12. Tb-d1, Fc8 ; 13. Rb1, Fc7 ; 14. h4, b4 ; 15. Cc4, Dc5 ; 16. b5, Cc-d7 ; 17. g5, g6 ; 18. f4, Cxd3 ; 19. gxd3,

hxc5 ; 20. hxc5, d5 ; 21. f5 comme dans la célèbre partie Short-Kasparov de Bruxelles - 1986 - que remportèrent les Blancs au quarante-cinquième coup.

c) Le champion du monde, qui a dû réfléchir longuement sur sa défaite de Bruxelles contre le même adversaire, renonce maintenant à la suite b5 et Cb-d7.

d) Ou 8... 0-0 ; 9. 0-0-0, Cc5 ; 10. g4, Cxd4 ; 11. Dxd4, b5 ; 12. e5, dxc5 ; 13. Dxc5, Cd7 (Short-Polugaevsky, Londres, 1986).

e) Après 9. 0-0-0, d5 : 10. g4, dxc4 ; 11. Dd2, Dc7 ; 12. g5, Cc5 ; 13. Cxd5, exd5 ; 14. exd4, exd4 ; 15. Fc4, 0-0 ; 16. Cxc5, Dxc5 ; 17. Fxd5, Dc5 ; 18. Df4, Fc6 ; 19. Dxc4, Ta-68 les Blancs obtiennent une position égale (Short-Ljubovitch, Vijk aan Zee, 1986).

f) Dans cette position comme les Blancs pourraient en finir selon les analyses actuelles par 10... Cxd4 comme dans la partie Short-Polugaevsky précitée ou comme dans la partie Nunn-Ribbi (Londres, 1985) qui continua par 11. Dxd4, Cd7 (ou 11... b5 ; 12. g5, Cd7 ; 13. h4, Tb8 ; 14. Rb1, Dc5 ; 15. Fh3, Tc8 Short-Pinner de même tournoi) ; 12. h4, Cc5 ; 13. Fc2, Polugaevsky, Reykjavik, 1987) et aussi 12. Tb-d1, Fc8 ; 13. Rb1, Fc7 ; 14. h4, b4 ; 15. Cc4, Dc5 ; 16. b5, Cc-d7 ; 17. g5, g6 ; 18. f4, Cxd3 ; 19. gxd3,

chaque fois que celui de Ribbi, tout en assurant l'idée. A noter que les Blancs ne peuvent plus jouer 11. g5 à cause de 11... Cxh4.

g) Menace 12... Cxd4 et 13... Cdxh3. Sur la défense normale 12. Fc2, les Blancs peuvent répondre par 12... Cxd4 mixte de 13... Cc5.

h) D'où est échangé qui n'est pourtant pas satisfaisant, l'ouverture de la colonne b à la Ta8 ne pouvant que favoriser les Blancs.

i) 15. f4 peut encore arriver, mais menaçant les Blancs est réglé le problème du centre tout en ouvrant la diagonale f8-a3 à leur F-R. Les Blancs tentent de gagner un temps mais l'idée ne sera pas payante.

k) Si 17. Fxc6, g5 ; 18. Fd2, d4 ; 19. Cc2, Ta7 ; 20. Fxc6, Dxc6 ; 21. Rb1, Cc5.

l) Si 18. Fxc6, Tb8 ; 19. Fc2 (ou 19. Fxc6, Dxc6), Dc5 avec une énorme attaque qui vaut beaucoup plus que le pion a6.

m) Avec l'obstruction d'une reine, le C-R se transforme en C-D (la logique de défense coup) afin de supprimer la seule pièce forte des Blancs, le Fd4. Cette manœuvre perd du temps mais Kasparov a déjà vu très loin.

n) Si 22. Fxg7, Cxd2 ; 23. Dxc2, Tf8 et le pion a7 est perdu (et non

22... Txe7 à cause de 23. Cxd5). La perte de la qualité ne paraît pas affecter les Blancs, qui surestiment sans doute leur attaque sur le R ennemi et qui ne viennent pas non plus se défendre passivement après 22. Dxd4, Fc5.

o) Décisif et de toute beauté.

p) La pointe de la combinaison. A noter que si les Blancs avaient joué 23... Tb8 (au lieu de 23... Tb8), les Blancs auraient pu répondre ici 26. Cxd5 (si 26... Fxd4 ; 27. Txd4, Dxd4 ; 28. Dxd4, exd4 ; 29. Cc6+, Rxc7 ; 30. Cxd6+).

q) Les Blancs ont trois pions pour le C mais doivent perdre le pion g7 et, par conséquent, la partie.

r) Toute défense est vain.

s) Si 41. b7, Txc2.

## SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1289

A. STUDENITZKY 1962.

(Blancs : R6d, Tc2, Fd2 et c4, Fd6. Noirs : Rb6, Ff7, Fb2 et c3.)

1. Fd3, c2 ; 2. Fxc2, Fg6+ ; 3. Rd5, Fxc2 ; 4. Tc6+, Rb7 ; 5. Tc7+, Rxc6 ; 6. Fc3+, Rxc7 ; 7. Ta7+, Rb6 ; 8. Fc5+, Rb5 ; 9. Ta8 mat.

Si 1... Fg6+ ; 2. Rd5, Fxd3 ; 3. Rg6, Fb3+ (et non 3... Fx2) ; 4. b7+, Rb7 ; 5. Fc3+, Rb7 ; 6. b7+, Rb7 ; 7. Fc3+, Rb7 ; 8. b7+, Rb7 ; 9. Fc3+, Rb7 ; 10. b7+, Rb7 ; 11. Fc3+, Rb7 ; 12. b7+, Rb7 ; 13. Fc3+, Rb7 ; 14. b7+, Rb7 ; 15. Fc3+, Rb7 ; 16. b7+, Rb7 ; 17. Fc3+, Rb7 ; 18. b7+, Rb7 ; 19. Fc3+, Rb7 ; 20. b7+, Rb7 ; 21. Fc3+, Rb7 ; 22. b7+, Rb7 ; 23. Fc3+, Rb7 ; 24. b7+, Rb7 ; 25. Fc3+, Rb7 ; 26. b7+, Rb7 ; 27. Fc3+, Rb7 ; 28. b7+, Rb7 ; 29. Fc3+, Rb7 ; 30. b7+, Rb7 ; 31. Fc3+, Rb7 ; 32. b7+, Rb7 ; 33. Fc3+, Rb7 ; 34. b7+, Rb7 ; 35. Fc3+, Rb7 ; 36. b7+, Rb7 ; 37. Fc3+, Rb7 ; 38. b7+, Rb7 ; 39. Fc3+, Rb7 ; 40. b7+, Rb7 ; 41. Fc3+, Rb7 ; 42. b7+, Rb7 ; 43. Fc3+, Rb7 ;



# Culture

## AVIGNON 88 Hors les murs, les piscines

A toute heure il se passe quelque chose au Festival. Le off ouvre à partir de 11 heures du matin. Les spectateurs y vont, avec une impression délicieusement insolite. C'est un peu comme un fruit défendu. Les spectacles de rue se donnent au long de la journée. L'après-midi, il y a en plus les films, les lectures, les rencontres. A 17 heures, les débats du Verger. Pour une place à l'ombre, on a intérêt à arriver une bonne demi-heure à l'avance. On trouve déjà des gens qui dorment, étendus sur les bancs verts. Ce ne sont pas des clochards. Ils ont chaud.

Quand il fait chaud, aller l'après-midi à un spectacle en plein air est impensable. Les lieux fermés dégagent des vapeurs d'étuve. On peut se dire qu'après tout, les comédiens supportent, pourquoi pas le public ? On peut répondre que les motivations ne sont pas les mêmes. On peut même avancer qu'après plusieurs jours de théâtre intensif, on a besoin de se changer les idées.

Le paysage du Festival est complexe mais pas immense. On finit par se cogner aux mêmes têtes. Ainsi, le matin, au Jardin du festival, où se donnent les conférences de presse, où règne une effervescence bourdonnante, jusqu'à une heure de l'après-midi. Ensuite, les chaises blanches restent vides, une interview se chuchote dans un coin, c'est tout. A côté, dans la cour de la Maison Jean-Vilar, le va-et-vient autour de la «roulotte des auteurs» ne cesse pratiquement pas. Les lecteurs feuillettent, et même achètent. Christian Dupeyron — éditeur d'Actes Sud/Papiers, inventeur de cette librairie ponctuelle — disait — c'est juste une estimation — que le chiffre d'affaires pendant le Festival égale celui de FNAC pendant le reste de l'année.

Il y a bon nombre de librairies bien diversifiées à Avignon, et rue de la République, une sorte de braderie

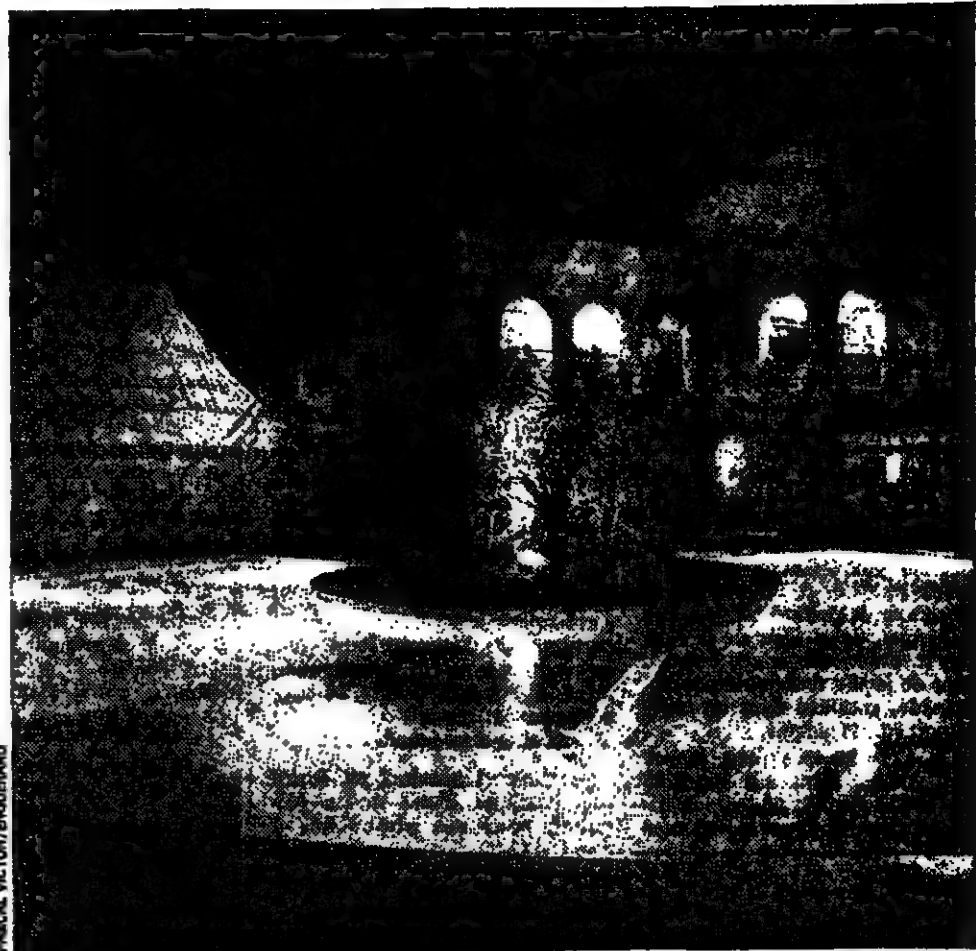
en plein air, elle aussi très fréquentée. Les Français ne lisent pas, sauf ceux qui viennent au Festival.

Mais il y a des jours où le plus fervent des gourmets de la culture n'en peut plus de traîner d'un Soviétique annonçant que son pays est en train de changer, à un débatteur acharné, expliquant ce qu'il «interroge» dans tel ou tel spectacle. Il y a des jours où la promiscuité de la place de l'Horloge, lieu obligé de passage et de «tchache», où l'on voit à nouveau des visages célèbres, devient insupportable, où les murailles qui encerclent la ville vous rendent claustrophobe.

RESTE la solution des piscines. La plupart des hôtels hors les murs en possèdent une. La plus célèbre, celle de La Vista, domine superbement la vallée du Rhône. Mais là, vous risquez de retrouver les gens qui, comme vous, ont voulu fuir la foule. La foule, on peut s'y perdre. La piscine municipale est suffisamment fréquentée pour y passer inaperçu. D'autant que le public y est autant festivalier qu'avignonnois. On y drague et on y bronze. Il y a un coin pour les enfants et une pelouse un peu à l'écart où les seuls nus sont autorisés. Il y a un flipper et du Coca-Cola. La piscine se trouve entre deux campings, au bord du Rhône où des vieux pêcheurs en baret, tellement typiques qu'ils en paraissent faux, côtoient des gamins en short louchant sur leur canne à pêche, des lecteurs affalés dans l'herbe jaunée, des dessinateurs qui, bien en face, croquent le pont le plus célèbre du monde.

Plus loin, entre les vignes, une piscine en fer à cheval reflète dans son eau d'un bleu de carte postale les arcades blanches d'un restaurant style marocain. Plus loin encore, au pont du Gard, il n'y a pas de piscine, mais la rivière, claire et froide. Très loin d'Avignon et de son Festival.

COLETTE GOGAARD.



« Simplement compliqué », de Thomas Bernhard

### Un maniaque du désastre

Thomas Bernhard est un pervers, un inguérissable mijoteur de catastrophes. La fine équipe Colin-Roussillon n'a peut-être fait qu'obtempérer, le petit doigt sur la couture du pantalon, en lui sabotant sa pièce. Mission accomplie.

Un homme aux cheveux argentés, aux gestes ralentis. Il nous dit avoir quatre-vingt-deux ans. Des hommes de cet âge sont encore assez vifs. Pas celui-là. Il s'est assis par terre pour boucher un trou de souris. Plancher, clous, marteau. Se remette debout, lui demande un grand effort. Mais pour les rires qui restent à faire, en fin de course, il n'appelle plus les ouvriers. Il dit : « Les travailleurs manuels aussi, nous en avons marre. Et justement les soi-disant gens simples. Les compliqués nous les avons toujours eus mais maintenant nous en avons aussi les simples. Quand nous sortions dans la rue, tous nous dégoûtait ».

Thomas Bernhard a appelé sa pièce « Simplement compliqué ». Son octogénaire, qui a été acteur, est, comme tant d'entre nous, simple et compliqué. Un râleur de fond. « Je suis récalcitrant, fanatique de l'irréductibilité », dit-il. Exactement comme Thomas Bernhard, qui libas, chez lui, en Autriche, fait une vie impossible à ses éditeurs, libraires, lecteurs, au plus grand nombre possible de ses concitoyens. Il sait qu'il peut tout se permettre, la tournure de sa furie est d'un charme irrésistible.

Irrésistible, à la condition que les metteurs en scène, les comédiens,

qui font main basse sur ses pibos, ne le dégingent pas, ce charme. Car ce n'est pas un charme mais, c'est un charme intelligent, dont chaque note compte. « Je suis récalcitrant mais pas idiot », dit l'acteur, en se remettant enfin debout.

Comment ne pas se dire parfois que c'est une chance, que les personnages de théâtre ne soient pas des êtres vivants, qui viendraient aujourd'hui par le TGV à Avignon, qui assisteraient à la pièce où ils apparaissent. La crise que piquerait le personnage de Simplement compliqué s'il se voyait, mis en scène par Christian Colin et joué par Jean-Paul Roussillon ! Un massacre. Thomas Bernhard, lui, peut venir : plus c'est raté, plus il jubile. Il est si teigne qu'il vomit ses propres œuvres, qu'il se vomit lui-même.

Quand même, doit-on être à Bernhard, au point de bouillir les pièces de Bernhard, comme cela est fait là, au Théâtre municipal d'Avignon (qui, ce ne change pas d'un festival à l'autre, est une chaudière. L'asphyxie. Les spectateurs en sortent hagards, Thomas Bernhard apprécierait).

Prenez par exemple une donnée première du texte : l'heure qu'il est. Thomas Bernhard a écrit sa pièce en trois scènes : le matin, midi, le soir. N'oublions pas que son acte n'a pas bien vieilli, qu'il ne bouge plus qu'à peine, qu'il regarde et écoute les heures passer.

Surtout, car le talent de Thomas Bernhard est là, il « exprime » les heures qui passent, celles qui lui restent. Pierre Roussillon, qui met en scène à Avignon des choses de Tchekhov, et qui a tenu à ce que ce soit joué dehors avant la fin du jour (d'où le nom du spectacle, Chronique d'une fin d'après-midi), a remarqué, c'est très vrai, que des pièces de Tchekhov sont situées à une heure précise de la journée ou de la nuit. Et que ce qui est dit par les protagonistes ne pourrait pas être dit, de cette manière, sur ce ton, à une autre heure.

A ce propos, un souvenir du tournage du film de Clouzot Les Espions. C'était une chambre de clinique, et un personnage, de son lit, montrait la fenêtre, et disait : « Regardez là, sur le toit ! ». Le chef-opérateur, Christian Matras, dit : « Vous parlez du toit, mais il est quelle heure, Monsieur Clouzot ? »

— 9 heures du matin !  
— Fin février ?  
— Début mars.  
— Ciel ouvert ?  
— Ah non, pas du tout.  
— 9 heures, vous êtes sûr, par pitié ?  
— Non, Christian, pas plus ! Et Christian Matras, levant la tête vers les électriciens, sur la passerelle, disait : « Messieurs, vous avez entendu, 9 heures du matin, début mars, ciel sans nuages, vous ne resterez s'il vous plaît le 5 et je vous prie, vous m'envoyez le 11, sur le volet de droite, avec une tarlatane ». Puis, se tournant de nouveau vers Clouzot, qui allumait sa pipe dans l'ombre, plus loin dans le studio, Matras dit : « Vous êtes certains qu'il dit cela, comme cela, si tôt le matin, encore sur son lit ? »

— Pourquoi, il ne fait pas encore assez jour, à 9 heures, en mars, pour distinguer le toit ?  
— Non, ce sont les mots qu'il dit ! Ce n'est pas trop brusque ? Les voyelles ne sonnent pas trop vif ? Il se réveille à peine, non ?

— Non, Christian, c'est un agent secret, en mission, il est sur le coup depuis trois heures déjà !

— Vous entendez, Messieurs, trois heures déjà, alors si vous voulez les bien, vous m'êtes les tarlatanes sur le lit !

Simple et compliqué comme Christian Matras, Thomas Bernhard, qui fait marmotter sans cesse son râleur de vieux comédien, ne lui fait pas penser et dire la même chose aux heures différentes du jour. Il n'est séparé de la mort que par un fil. Chaque battement de son cœur comme chaque rayon du soleil saisisent ou perdent des voix.

« Compliquement compliqué »

La mise en scène de Christian Colin, à Avignon, paralyse la pièce dans une boîte sans franchise ouverture sur le dehors. Nous sommes dans un noir éternel, avec des lampes. Les heures ne sont plus sensibles. Le texte perd son assise, son écho.

La fenêtre, dans le décor, n'est pas une image de fenêtre, mais un genre d'imposte qui donne sur du

rien. La porte de la chambre s'inscrit dans une surface que Christian Colin nous présente comme une surface fictive, qui ne donne sur rien elle non plus. Ni par l'imitatif réaliste ni par l'invention ou le décalage imaginaire, ce décor ne transcende la vérité et l'illusion. C'est du « faux » sans plus. Or, les trois scènes de la pièce de Bernhard sont un peu comme des débris de vie qu'un reste de sang, de souffie, forcé d'aller et venir de la fenêtre à la porte. Le vieil acteur ne peut s'empêcher d'aller écouter si rien ne vient, ne bouge, au-delà de la porte, et d'aller avaler un coup d'air à la fenêtre qui, malgré tout, restera jusqu'à la fin une ouverture sur l'univers, l'infini, l'éternel.

Presque toute la mise en scène, que l'on pourrait dire « compliquement compliquée », est comme cela en partie, par excès de sobriété, et le jeu du grand acteur, pas du tout octogénaire, Jean-Paul Roussillon est en porte à faux lui aussi. Il fait passer les innombrables idées et nuances et beautés du texte par le rostre d'un moulinet vocal, incolore. C'est une blande répétitive, ténue, vaguement gogardes, comme si un distributeur automatique balançait les paroles dans le vide.

MICHEL COURNOT.  
★ Théâtre municipal, 21 h 30, jusqu'au 27 juillet.

### Cinq lectures à la Chartreuse Créations en huis clos

Des auteurs jeunes, des élèves comédiens pleins d'ardeur, et le souffle de l'épopée dans ces textes écrits et mis à l'épreuve à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Cinq pièces écrites cet hiver dans une solitude monastique ont été livrées au public de Villeneuve-lès-Avignon. Les auteurs, Michel Azama, Roland Fichet, Philippe Minyana, Jean-Pierre Rezaoui et Yves Reynaud, avaient été choisis comme écrivains résidents de la Chartreuse pour une expérience d'écriture dramatique à la commande, dans les cellules où travaillaient Bernard Noël, Anne Hébert et quelques autres.

La règle : un isolement supposé propice à la création, seulement rompu le soir, comme au temps des chartreux, par le dîner communautaire. Une expérience « très étonnante », disent-ils, de réclusion à cinq sur fond de mistral, avec « visites de fondue » des moines dévots et choix de sensibilité aboutissant à des dialyses d'idées ou d'obsessions « bien au-delà de l'échange intellectuel prévisible ».

Le travail de chacun des auteurs a été marqué par ce contexte commu-

nautaire ; en particulier, par les réflexions entrecroisées sur les techniques et les finalités de l'écriture dramatique, sur son statut dans l'entreprise théâtrale. En même temps, le lien et la situation de clôture apaisaient, à l'évidence, sur l'imagination et la pensée des auteurs, travaillés par des visions de déserts érémitiques, des interrogations sur le sens du combat religieux dans l'histoire, des méditations très chartreuses, enfin, sur les valeurs relatives de l'engagement et du mythe.

Il en résulte des sortes de parcours initiatiques, voyages parfois immobiles dans un espace temps mental jusqu'à la « terre promise » où se résout — dans le sang ou l'illumination de la connaissance — les conflits et les doutes.

Les cinq pièces rendent compte aussi de la cohabitation fortuite de quelques étrangers condamnés au partage et qui débattent, comme on peut le faire dans une communauté transitoire, des souvenirs et autres « pièces » d'identité. Ainsi « les autres » deviennent-ils personnages aux apparences de papes, de schismatiques, de combattants palestiniens... ou même de clowns à la dérive, chacun des auteurs fantasme à sa manière sur le huis clos forcé.

En attendant d'être éditées dans la collection « Théâtrales » d'Édilig.

### OFF

#### Les enfants de la Basoche

En 1986, pour créer dans le off le Lavoir, le Théâtre de la Basoche a « osé se défaire ». Bien lui en a pris. Cette saga quotidienne des lavoirs, un certain jour de 1914, fut, deux ans plus tard, traduite dans une dizaine de langues et parut à l'Avant-Scène. La Basoche a joué le Lavoir dans la France entière, à Paris, en Italie, en Angleterre, où le spectacle a reçu le prix Fryd du festival d'Edimbourg. Le tacta est co-signé Dominique Durvin, metteur en scène de la compagnie, et Hélène Prévost, comédienne. La production était lourde — quatorze personnes — elle est à présent plus qu'amortie.

En juin dernier, à Amiens, dans une salle des fêtes prêtée par un hôpital, la Basoche répétait le Lavoir, co-signé encore par Dominique Durvin et Hélène Prévost. Après la mythologie populaire du Lavoir, voici la mythologie culturelle d'une petite ville de province.

Amiens — où parvinrent des échos des brillants salons parisiens du dix-huitième siècle.

Dominique Durvin et Hélène Prévost sont tous deux enseignants : il faut bien vivre. Ils ne se posent pas en écrivains, et parlent de leur plaisir à fabriquer des « machines à spectacles ».

Amiens, sans passerelle, dans la mémoire collective, ils avaient créé, depuis la fondation

de la Basoche, des auteurs contemporains, mais également Racine, Molière, et tourné dans la région : « Pendant des années, nous avons vécu uniquement sur nos recettes ». Un jour, face à l'indifférence des subventionneurs, ils ont décidé de « faire un spectacle dont personne ne puisse nous dire qu'il a déjà été monté ». Ainsel est né le Lavoir.

Dans les faits, rien n'a vraiment changé. La compagnie ne dispose toujours pas de local de répétition, ni de lieu de représentation. Et le Lavoir a été scanné cinq fois à la Maison de la culture, dont quatre fois à la recette. L'Etat (50 000 F) et la ville d'Amiens (150 000 F) ont tout de même débouqué depuis deux ans des subventions. Et la région, pour la création à Avignon du Lavoir, a accordé une aide de 150 000 F.

Depuis un an, déjà, la Basoche prépare parallèlement, avec les enfants des écoles d'Amiens, les Saints Innocents, une pièce, co-signée toujours, sur les mêmes ouverts dans les manufactures picardes du dix-neuvième siècle. Si tout va bien, la compagnie espère trouver un coproducteur, en 1989.

ODILE QUIROT.  
★ Le Salon, au Roseau Théâtre, 18 h 30.

### Un document des élus socialistes sur la politique culturelle

Le PS vient de publier un document sur les Enjeux culturels du septennat à l'issue des Dialogues pour la culture et la communication, organisés au Festival d'Avignon par la Fédération des élus socialistes et républicains. Dans un « contexte nouveau », estiment ces derniers, marqué notamment par la décentralisation, l'évolution du paysage audiovisuel, les rapports entre économie et culture, etc., « réflexion » et « évaluation » sont nécessaires. Si le rôle croissant de la culture doit continuer à être popularisé « comme le fait Jack Lang », la « légitimité de l'action publique », dans ce secteur, doit être redéfinie.

Les signataires du document estiment qu'il y a urgence à redonner « impartialité » et « sérénité » à l'action de l'Etat. N'est-il pas souhaitable, se demandent-ils, que les principales forces s'entendent sur des « objectifs communs », et de mettre la culture « à l'abri » des « luttes partisans et de son utilisation abusive au profit de la carrière d'un ministre ? »

Pour ces textes, comme pour la Tentation d'Antoine, d'Yves Reynaud, une vraie mise en scène semble presque superflue. Il est même probable que la pièce de Minyana, comme jadis En attendant d'expo de Grunberg, lue à Théâtre ouvert par la troupe de Jean-Pierre Vincent, a trouvé là son traitement idéal. En revanche, Désert désert, de Jean-Pierre Renaud, requiert un mode de représentation plus élaboré. C'est une partition scénique où l'auteur prévoit d'étonnantes manipulations d'images et d'objets, autour de personnages de vieux comiques, qui font rêver de vrais grands professionnels cheus...

Il reste que, globalement, les élèves comédiens ont manifesté une verve prometteuse et que les cinq auteurs ont assuré ceux qui lamentent sur le tarissement de l'écriture théâtrale. Surtout, ils ont montré qu'après le temps des monologues et du théâtre récit, des personnages pouvaient engager un dialogue, inscrire les rêves individuels dans un mouvement collectif, annoncer en somme le retour de l'épopée.

BERNADETTE BOST.

★ D'autres lectures de pièces contemporaines proposées par les éditions Edilig et Actes Sud-Papiers ont lieu tous les jours à 17 h 30, jusqu'au 1<sup>er</sup> août, à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, cloître Marchettes.







Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33) - 01 46 34 50 71

**GALERIE DE FRANCONY**  
19 MAI - 25 JUILLET  
**CARZOU**  
LES ANNÉES 30-40  
59 rue de Seine 75006 Paris - tel. 01 46 34 50 71















# Économie

Après la décision du Conseil constitutionnel sur la loi d'amnistie

## Réactions mesurées des partenaires sociaux

L'éditorial de l'Humanité du vendredi 22 juillet a un caractère beaucoup moins vif que celui de la veille après la modification de la loi d'amnistie par le Conseil constitutionnel (le Monde du 22 juillet). Il semble s'aligner sur la réaction plus modérée exprimée, jeudi, par la CGT. Cette modération se retrouve au CNPF qui « prend acte de la décision du Conseil

constitutionnel » rendant « satisfaction au droit ». Même si le patronat note que certaines réintégrations de salariés risquent de provoquer « des remous préjudiciables au climat social », il se félicite de l'impossibilité, selon lui, pour « les auteurs de violences graves légitimement sanctionnées de regagner leur lieu de travail ».

La CFDT « prend acte » que la Cour suprême « reconnaît expressément, après les tribunaux et le Parlement, le droit des délégués à la réintégration dans leur emploi », en estimant que « cette décision a une signification symbolique de la plus haute importance ». Cependant, cette centrale reproche aux neuf sages de limiter « la modalité de réintégration des

délégués » alors que « le Parlement avait mis au point une formule équilibrée ».

La CFDT « s'étonne d'autant plus que la modification apportée n'aura que peu d'influences réelles ». M. André Bergeron, secrétaire général de FO, estime qu'il n'a pas « à commenter » la décision, mais précise ce qu'il dit « toujours aux militants » de son organisation : « Quand il faut faire grève, il faut la faire, mais sans entraîner de violences car alors se produit un enchaînement diabolique ».

Pour sa part, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, souligne qu'il lui « appartient seulement (...) de veiller à l'application de la loi d'amnistie telle qu'elle a été promulguée par le président de la République après la décision du Conseil constitutionnel ».

■ Renault-Céron : les deux ouvriers « licenciés » cessent leur grève de la faim. — Depuis le 27 juin, deux ouvriers de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) observaient une grève de la faim pour protester contre leur licenciement économique. Ils étaient soutenus par la CGT, qui n'approuvait, cependant, pas leur mode d'action. A la suite d'un accord intervenu le 18 juillet, les deux hommes ont cessé leur grève, après avoir obtenu des promesses de reclassement. Au total, cent dix salariés ont accepté un départ volontaire assorti d'une prime de 50 000 francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### CANAL + : PRÉVISIONS TENUES

Depuis le début de l'année 1988, 290 000 nouveaux abonnés ont été enregistrés, ce qui porte le nombre d'abonnés individuels à fin juin à 2 360 000, chiffre auquel il convient d'ajouter 60 000 prises collectives. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé du deuxième trimestre s'est élevé à 1,07 milliard, contre 0,84 milliard pour la période correspondante de 1987, soit une augmentation de 27 %. Au niveau semestriel, les chiffres d'affaires consolidés 1987 et 1988 ont été respectivement de 1,61 et 2,11 milliards. En termes de résultat net consolidé, la progression pour le semestre sera d'au moins 50 %. Ainsi se trouvent confirmées les perspectives tracées lors de l'introduction en Bourse pour l'année 1988. En ce qui concerne les exercices suivants, la société avait indiqué dès novembre dernier son intention de procéder en quelques années et à partir de 1989 au renouvellement du parc de décodage avec une dernière génération d'appareils, projet dont le plein impact financier, de l'ordre de 2 milliards de francs, avait été pris en compte dans les prévisions établies à cette époque et qui s'inscrit dans le déroulement normal de l'activité de la société. Les développements les plus récents dans ce domaine comme dans d'autres permettront de confirmer pleinement les hypothèses retenues alors tant en termes d'investissement et de trésorerie que de résultats.



### COMPAGNIE OPTORG

#### GILBERT SALOMON

Dans le cadre d'une levée d'option, 42 % du capital de la Compagnie ont été cédés, au cours de 292,50 F s'entendant coupon détaché, par Suzel International, Union d'études et d'investissements et le groupe de l'UAP, à M. Gilbert Salomon.

Dans le cadre de la réglementation applicable aux cessions des blocs de contrôle, M. Gilbert Salomon se portera acquéreur au cours ci-dessus durant les quinze prochaines séances de Bourse à compter du 21-07-1988 de toutes les quantités de titres qui seront présentés.

L'opération a pour objectif : — de développer et de rentabiliser le dispositif opérationnel de la Compagnie Optorg, tant en Afrique qu'en France ; — et de constituer, au sein de la Compagnie Optorg, un troisième pôle destiné à élargir et à rééquilibrer les activités actuelles par une intégration des sociétés agro-alimentaires animées par M. Gilbert Salomon ; — de façon à déboucher sur un ensemble diversifié représentant un chiffre d'affaires global supérieur à 8 milliards de francs français.

L'opération a été initiée par Pallas-Finance.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## GENERALI Assicurazioni Generali

### Compte rendu 1987

(000 \$US)	1987	1986
Primes brutes	3.787.401	3.052.498
Primes cédées	— 508.722	— 480.000
Primes nettes	3.278.679	2.572.498
Revenus nets des placements	707.830	630.035
Intérêts techniques servis à la Branche Vie	— 368.926	— 315.242
Résultat de la gestion technique	— 9.726	— 81.587
Profits et charges diverses	— 8.359	— 21.222
Résultat des activités ordinaires	320.819	211.984
Profits sur cessions de titres et d'immeubles	71.653	77.489
Moins-values sur dépréciation de titres	— 94.762	— 12.465
Affectation à la réserve pour plus-values réalisées à réinvestir	— 6.274	— 18.920
Impôts	— 73.996	— 71.608
Résultat des autres produits et charges	— 103.379	— 25.504
Bénéfice de l'exercice	217.440	186.480

On a converti tous les chiffres au change Lire/Dollar 1.169,25.

• Le total des primes émises en 1987 s'élève à 3.787,4 millions de \$US, dont 1.375,9 millions pour la Branche Vie et 2.411,5 millions pour les Branches Domages.

• Le total des placements est de 8.546,9 millions de \$US soit une augmentation de 21,8%.

• Les revenus nets des placements ont atteint 707,8 millions de \$US soit une augmentation de 12,3% dans des conditions homogènes : le taux moyen de rendement ressort à 9%. Les profits réalisés ont atteint 65,4 millions sur les ventes de titres, 6,3 millions sur les ventes d'immeubles, entièrement affectés à la réserve pour plus-values réalisées à réinvestir.

• Le bénéfice de l'exercice, marquant une augmentation de 16,6% par rapport à l'exercice précédent, s'est élevé à 217,4 millions de \$US, dont 93,3 millions pour la Branche Vie et 124,1 millions pour les Branches Domages.

• Bénéfice par action (\$US)

	1987	1986
Bénéfice (A)	1,035	1,066
Dividende (B)	0,513	0,513
B/A (pour cent)	50	48

• 87,9 millions de \$US, prélevés du bénéfice, ont été affectés à la réserve extraordinaire.

• Le patrimoine net, y compris le bénéfice de l'exercice, a atteint 1.375,4 millions de \$US soit une augmentation de 187,6 millions par rapport à l'exercice précédent.

• Le dividende par action est de 0,513 \$US avec une hausse de 20% sur 1986 compte tenu de l'augmentation du capital de 350 à 420 milliards de Lires.

• En séance extraordinaire, l'Assemblée a approuvé une augmentation du capital, qui passe de 420 à 1.060 milliards de Lires, à effectuer en deux phases. Le capital passera, à titre gratuit, de 420 à 840 milliards de Lires, par l'attribution d'une action nouvelle pour chaque action déjà possédée, et à titre payant, de 840 à 1.060 milliards, par émission de 110 millions d'actions nouvelles à proposer en option aux actionnaires, à raison d'une nouvelle action pour 2 actions détenues avant l'augmentation gratuite, au prix de Lires 10.000 (valeur nominale de 2.000 Lires, plus 8.000 Lires de supplément de prix). Cinq millions d'actions seront attribuées aux employés, toujours au prix de Lires 10.000. Toutes les actions nouvellement émises auront pour date de jouissance le 1er Janvier 1988.

### ACTIF (000 \$US)

	1987	1986
Immeubles et entreprises agricoles	3.853.880	3.472.898
Titres à revenu fixe	11.343.805	9.801.772
Actions et participations	2.564.747	1.609.489
Prêts	1.191.738	1.082.891
Dépôts de réassurance	532.891	454.277
Dépôts bancaires	970.388	737.872
Débiteurs et autres actifs	2.577.007	2.224.149
	23.034.456	19.383.348

### PASSIF (000 \$US)

	1987	1986
Provisions techniques	18.086.479	15.012.644
Dépôts de réassurance	248.125	218.673
Autres passifs	1.920.285	1.738.797
Quote-part des tiers	349.940	302.793
Patrimoine net	2.069.994	1.767.938
Bénéfice de l'exercice	359.633	342.503
	23.034.456	19.383.348

• On a consolidé 54 Compagnies d'Assurances opérant sur une quarantaine de marchés (y compris 6 Sociétés Europ Assistance), 17 Sociétés financières, 24 immobilières et 4 agricoles, dans lesquelles la Société mère détient directement ou indirectement une participation supérieure à 50%.

• Les primes brutes ont atteint 8.310,5 millions de \$US (+23,9%), dont 2.643,8 millions pour la Branche Vie et 5.666,7 pour les Branches Domages. La répartition géographique est la suivante : Italie 34,3% ; autres pays de la CEE 42,3% ; Europe hors CEE 19,6% ; pays extra-européens 3,6%.

• Le total des placements est de 20.457,4 millions (+19,2%).

• Le revenu des placements est de 1.686,2 millions de \$US (+12,5%) dont 63,4% provenant des titres à revenu fixe, 17,5% des titres immobiliers, 6,5% des actions et participations, 4,2% des dépôts bancaires et 8,4% d'autres formes d'investissement.

• Les provisions techniques nettes s'élèvent à 18.086,5 millions de \$US (+20,5%).

• Le patrimoine net est de 2.378,8 millions de \$US, dont 87% reviennent à la Compagnie mère et 13% représentent la quote-part des tiers.

• L'exercice présente un bénéfice de 359,6 millions de \$US (+59%) qui est obtenu comme suit :

(000 \$US)	1987	1986
Bénéfice de la Compagnie mère	217.440	186.480
Bénéfices des autres Compagnies	209.610	221.338
Ajustements des consolidations	— 26.276	— 21.987
Bénéfice total	400.774	385.831
Intérêts minoritaires	— 41.141	— 43.328
Bénéfice de l'exercice	359.633	342.503

Generali: assurances depuis 1831

Direction Centrale à Trieste (Italie)

Le Groupe Generali opère en France à travers La Concorde, la Compagnie Continentale d'Assurances, Generali France, La Fédération Continentale, L'Equité, Euralliance, l'Européenne de Protection Juridique, Europ Assistance et La Lutèce.

RCINQ  
E L'AUTORADIO  
ILLUMÉ

PERFECT  
PLUS ALL VO







## BOURSE DU 21 JUILLET

Réglement mensuel																			
VALEURS										VALEURS									
Compagnie	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compagnie	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compagnie	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compagnie	Cours précédent	Précédent	Dernier	%
3645 C.M.E. 3K ★	3822	3831	3820	- 0.05	2200 Legrand (WV) ★	2205	2220	2180	- 1.13	184 Real. Chit. May	218 00	228	228	+ 4.53	818 Dracur Bank	865	882	882	+ 0.02
1076 B.A.P. T.P. ★	1080	1102	1102	+ 2.04	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	1300 Rousselle (W)	1320	1325	1305	- 0.42	819 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1078 C.M.E. 3K ★	1080	1084	1084	- 0.18	980 Leduc	980	980	980	0.00	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	820 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1214 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	821 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	822 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	823 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	824 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	825 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	826 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	827 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	828 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	829 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	830 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	831 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	832 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	833 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	834 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	835 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	836 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	837 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	838 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	839 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	840 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	841 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	842 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	843 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	844 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	845 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	846 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	847 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	848 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	849 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	850 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	851 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	852 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	853 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	854 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	855 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	856 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	857 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	858 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	859 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	860 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	861 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	862 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	863 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	864 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	865 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	866 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	867 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	868 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	869 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	870 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	871 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	872 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	873 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	874 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	875 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	876 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	877 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	878 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	1550	1570	+ 0.76	320 Rousselle (W)	320	320	320	0.00	879 Du Parc-Henri	884	884	884	+ 0.00
1227 Renault T.P. ★	1330	1330	1330	0.00	1520 Leduc	1550	155												

**Comptant** (selection)[illegible]

**SICAV** (collection)

[illegible]

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLET	
	préc.	21/7	Actuel	Vente
Unité-chaîn (5 t)	6 247	6 232	6 080	6 800
« »	7 013	7 034		
Alumine (100 DM)	357 230	357 860	347	
Alumine (100 t)	258 320	259 330	15 400	15 400
Alumine (100 L)	86 700	85 850	289	303
Alumine (100 t)	92 570	92 850	89 800	89 800
Alumine (100 t) (C 1)	10 333	10 340	10 333	11 050
Alumine (100 t)	4 214	4 223	3 900	4 830
Alumine (100 t)	4 632	4 638	4 300	4 800
Alumine (100 t)	460 540	461 250	294	
Alumine (100 t)	50 150	50 150		101
Alumine (100 t)	47 370	46 180	46 450	49 450
Alumine (100 t)	5 080	5 101	4 850	5 350
Alumine (100 t)	4 143	4 148	3 900	4 500
Alumine (100 t)	5 238	5 232	5 000	5 400
Alumine (5 t)				5 770

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 21/7
Or fin (à la onze)	88000	88700
Or fin (à la douze)	88650	88750
Pièce française (20 fr)	510	511
Or de Russie (10 fr)	530	530
Pièce russe (20 r)	552	548
Pièce turc (20 fr)	508	511
Souverain	647	648
Pièce de 20 dollars	3020	3050
Pièce de 10 dollars	1510	1525
Pièce de 5 dollars	755	782.50
Pièce de 50 pence	3390	3350
Pièce de 10 shilling	636	631
De Londres	437.26	443.30
De Barcelone	465.32	444
De Hongkong	444.05	443.25
Argent Londres		

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

c: coupon détaché - o: offert - \*: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu



